

BULLETIN OFFICIEL DU CNRS



www.cnrs.fr

N°9

SEPTEMBRE 2022

Table des matières

02. L'organisation générale du CNRS

02.10 Les instances consultatives

02.10.04. Autres instances consultatives

Décision portant désignation de M. Jean-François Merle aux fonctions de conseiller juridique de la délégation aux élections pour l'élection des représentants du personnel aux instances représentatives du personnel du CNRS du 8 décembre 2022. - 21/07/2022 - - DEC221981DAJ..... p.12

Décision constituant une commission électorale pour l'élection des représentants du personnel au comité social d'administration (CSA) du CNRS - 21/07/2022 - - DEC221982DAJ..... p.14

Décision constituant une commission électorale pour l'élection des représentants du personnel aux commissions administratives paritaires (CAP) compétentes à l'égard des personnels du CNRS - 21/07/2022 - - DEC221983DAJ..... p.17

Décision constituant une commission électorale pour l'élection des représentants du personnel aux commissions consultatives paritaires (CCP) compétentes à l'égard des agents non titulaires exerçant leurs fonctions au CNRS - 21/07/2022 - - DEC221984DAJ..... p.20

Décision fixant les modalités d'organisation de l'élection des représentants du personnel au comité social d'administration (CSA) du CNRS - 15/09/2022 - - DEC221985DAJ..... p.23

Décision fixant les modalités d'organisation de l'élection des représentants du personnel aux commissions administratives paritaires (CAP) compétentes à l'égard des personnels du CNRS - 15/09/2022 - - DEC221986DAJ..... p.27

Décision fixant les modalités d'organisation de l'élection des représentants du personnel aux commissions consultatives paritaires (CCP) compétentes à l'égard des agents non titulaires exerçant leurs fonctions au CNRS - 15/09/2022 - - DEC222284DAJ..... p.31

Décision fixant le calendrier de l'élection des représentants du personnel au comité social d'administration (CSA) du CNRS - 15/09/2022 - - DEC222279DAJ..... p.35

Décision fixant le calendrier de l'élection des représentants du personnel aux commissions administratives paritaires (CAP) compétentes à l'égard des personnels du CNRS - 15/09/2022 - - DEC222280DAJ..... p.37

Décision fixant le calendrier de l'élection des représentants du personnel aux commissions consultatives paritaires (CCP) compétentes à l'égard des agents non titulaires exerçant leurs fonctions au CNRS - 15/09/2022 - - DEC222281DAJ..... p.39

Décision fixant les modalités d'organisation de l'élection des représentants du personnel au comité social d'administration (CSA) du CNRS - 15/09/2022 - - DEC222282DAJ..... p.41

Décision fixant les modalités d'organisation de l'élection des représentants du personnel aux commissions administratives paritaires (CAP) compétentes à l'égard des personnels du CNRS

- 15/09/2022 - - DEC222283DAJ..... p.45

Décision fixant les modalités d'organisation de l'élection des représentants du personnel aux commissions consultatives paritaires (CCP) compétentes à l'égard des agents non titulaires exerçant leurs fonctions au CNRS - 15/09/2022 - - DEC221987DAJ..... p.49

03. L'exercice des activités de recherche

03.04. Expertise scientifique

Charte de l'expertise scientifique institutionnelle au CNRS - 2022 - 17/06/2022 - - CIR222173DGDS..... p.53

07. Mesures particulières du CNRS

07.01. Décisions de nomination, cessation de fonction

Administration centrale

2022

Décision portant nomination de Mme Carole Chrétien aux fonctions de directrice déléguée à la formation pour les entreprises (DDFE) - 13/09/2022 - - DEC222162DAJ..... p.57

Décision portant nomination de M. Christophe Giraud aux fonctions de chargé de mission auprès du directeur général délégué aux ressources. - 29/09/2022 - - DEC222192DAJ..... p.58

Décision n° DEC222174DCIF du 30/08/2022 portant nomination de Madame Ladan MOJAVERIAN aux fonctions de responsable adjointe du Service de la recette et du recouvrement (S2R) de la Direction des comptes et de l'information financière (DCIF) du CNRS - 31/08/2022 - - DEC222174DCIF..... p.59

DR02

2021

Décision portant nomination de M. Frédéric Helein aux fonctions de chargé de mission institut (CMI) - 23/04/2021 - - DEC211699INSMI..... p.60

2022

Décision portant renouvellement de M. Frédéric Hélein en qualité de chargé de mission institut (CMI) - 13/05/2022 - - DEC221608INSMI..... p.62

Décision portant nomination de M. Gabriel Peyré en qualité de chargé de mission institut (CMI) - 04/03/2022 - - DEC220450INSMI..... p.63

DR04

2022

Décision portant cessation de fonctions de M. Marc BABOULIN, directeur de l'unité UAR3441 intitulée Maison de la Simulation (MdS) - UAR3441 - 25/07/2022 - - DEC221882INS2I..... p.64

Décision portant nomination de M. Benoit Foret aux fonctions de directeur par intérim de l'unité d'appui et de recherche n°3461 intitulée « Institut photonique d'analyse non-destructive européen des matériaux anciens (IPANEMA) » - 01/09/2022 - - DEC221928INEE..... p.65

Décision portant nomination de M. Pascal TREMBLIN aux fonctions de directeur adjoint par intérim de l'unité d'appui et de recherche UAR3441 intitulée Maison de la Simulation (MdS) - 25/07/2022 - - DEC221931INS2I..... p.66

Décision portant nomination de Mme Sylvie GREGOIRE-FERRET aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité UMR9198 intitulée Institut de biologie intégrative de la cellule

- 28/07/2022 - - DEC222059DR04..... p.67

Décision portant nomination de M. Christophe Millien, aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UMR9198 intitulée Institut de biologie intégrative de la cellule - 28/07/2022 - - DEC222060DR04..... p.68

Décision portant nomination de M. Jean-Pierre Scarpelli, aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information adjoint (CSSIA) de l'unité UMR9198 intitulée Institut de biologie intégrative de la cellule - 28/07/2022 - - DEC222061DR04..... p.69

Décision portant cessation de fonctions et nomination de M. Michel RAMONET], directeur(trice) par intérim de l'unité d'appui et de recherche « OVSQ » [UAR3342] intitulée « Observatoire des sciences de l'univers de l'UVSQ ». - 14/09/2022 - - DEC222104INSU..... p.70

Décision portant fin de fonction de M. Chi Thanh NGUYEN aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'unité UMR9024 intitulée Laboratoire lumière-matière aux Interfaces.

- 13/05/2022 - - DEC221454DR04..... p.71

Décision portant désignation de M. Gaël MONVOISIN aux fonctions de conseiller en radioprotection au sein de l'unité UMR8148 intitulée Géosciences Paris-Saclay

- 22/09/2022 - - DEC221434DR04..... p.72

Décision portant désignation de M. Serge MISKA aux fonctions de conseiller en radioprotection au sein de l'unité UMR8148 intitulée Géosciences Paris-Saclay.

- 22/09/2022 - - DEC221433DR04..... p.73

Décision portant désignation de Mme Claire BOUKARI aux fonctions de conseillère en radioprotection au sein de l'unité UMR8148 intitulée Géosciences Paris-Saclay

- 22/09/2022 - - DEC221415DR04..... p.74

Décision portant nomination de M. Jérôme NANNI aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'unité UMR7638 intitulée Laboratoire Leprince Ringuet

- 24/03/2022 - - DEC221180DR04..... p.75

Décision portant nomination de M. Clément COURVOISIER aux fonctions de secrétaire général par intérim de la délégation Ile-de-France Gif-sur-Yvette - 01/09/2022 - - DEC222213DR04..... p.76

Décision portant nomination de Mme Jehanne MARCHAUT aux fonctions de responsable du service de médecine de prévention de la délégation Ile-de-France Gif-sur-Yvette - 01/09/2022 - - DEC222212DR04..... p.77

DR05

2022

Décision portant cessation de fonctions de Mme Anne-Yvonne Guillou et de M. Pierre-Marie Blanc, respectivement directrice et directeur adjoint, et nomination de Mme Catherine Larroche-Pascal aux fonctions de directrice par intérim de l'UAR3225 (MSH Mondes) - 16/06/2022 - - DEC221524INSHS..... p.78

Décision portant cessation de fonctions de Mme Elena Veronica BELMEGA, directrice adjointe de l'unité UMR8051 intitulée Equipes Traitement de l'Information et Systèmes (ETIS) - 25/07/2022 - - DEC221878INS2I..... p.79

Décision portant nomination de Mme Lola CANAMERO, directrice adjointe par intérim de l'unité mixte de recherche UMR8051 intitulée Equipes Traitement de l'Information et Systèmes (ETIS) - 05/09/2022 - - DEC221934INS2I..... p.80

Décision portant cessation de fonctions et nomination de Mme Sandra Aube-Lorain, directrice par intérim de l'unité d'appui et de recherche UAR2999 intitulée Unité support aux Etudes Aréales - 09/09/2022 - - DEC222053INSHS..... p.81

Décision portant nomination de Mme Cécile MICHEL aux fonctions de chargée de mission - 22/08/2022 - - DEC222089PDT..... p.82

DR06

2022

Décision portant fin de fonction de M. Thomas Decarpenterie aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'unité UMR7331 intitulée Groupe de Spectrométrie Moléculaire et Atmosphérique. - 22/06/2022 - - DEC221957DR06..... p.83

Décision portant nomination de Mme Marie Angot aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité UMR7331 intitulée Groupe de Spectrométrie Moléculaire et Atmosphérique - 01/06/2022 - - DEC221394DR06..... p.84

DR07

2022

Décision portant nomination de Mme Irène TILL-BOTTRAUD aux fonctions de chargée de mission - 13/09/2022 - - DEC222365PDT..... p.85

Décision portant désignation de M. Alain BERNET aux fonctions de conseiller en radioprotection au sein de l'UMR5138 intitulée "Archéologie et Archéométrie".

-

- 15/06/2022 - - DEC213870DR07..... p.86

Nomination de Franck DONNADIEU aux fonctions de directeur adjoint par intérim du LMV (UMR6524) à compter du 01/08/2022. - 07/09/2022 - - DEC222051INSU..... p.90

Décision portant fin de fonction Mme Aline PROBST aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'UMR6293 intitulée "Génétique, reproduction et développement".

- 16/09/2022 - - DEC221906DR07..... p.91

Décision portant nomination de M. Bruno GUIDERDONI aux fonctions de directeur de l'unité d'appui et de recherche [UAR3721] intitulée « Observatoire des Sciences de l'Univers de Lyon » (OSUL). - 22/07/2022 - - DEC221817INSU..... p.93

DR08

2022

Décision portant nomination de Cécile Voyer aux fonctions de directrice par intérim de l'unité mixte de recherche n°7302 intitulée Centre d'Etudes Supérieures de Civilisation Médiévale (CESC) - 26/07/2022 - - DEC221660INSHS..... p.94

Décision portant nomination de Mme Harmony Dewez aux fonctions de directrice par intérim de l'unité mixte de recherche n°7302 intitulée Centre d'Etudes Supérieures de Civilisation Médiévale (CESC) - 26/07/2022 - - DEC221659INSHS..... p.95

Décision portant cessation de fonctions et nomination de Mme Elena Pierazzo, directrice par intérim et de Mme Solveig Serre, directrice adjointe par intérim de l'unité mixte de recherche UMR7323 intitulée Centre d'études supérieures de la Renaissance (CESR) - 09/09/2022 - - DEC221787INSHS..... p.96

DR10

2022

Décision portant désignation de M. Marc Lenertz aux fonctions de conseiller en radioprotection au sein de l'unité UMR7504 intitulée Institut de Physique et de Chimie des Matériaux de Strasbourg (IPCMS). - 01/06/2022 - - DEC221733DR10..... p.97

Décision portant désignation de Mme Lydia Karmazin aux fonctions de conseillère en radioprotection au sein de l'unité UMR7177 intitulée Institut de Chimie de Strasbourg (IC). - 01/06/2022 - - DEC221729DR10..... p.99

Décision portant nomination de Mme Anna Guyon aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité UMR7006 intitulée Institut de Science et d'Ingénierie Supramoléculaires (ISIS). - 11/05/2022 - - DEC221639DR10..... p.101

Décision portant désignation de Mme Anne-Caroline Jousset aux fonctions de conseillère en radioprotection de l'Institut de Biologie Moléculaire et Cellulaire (IBMC FR1589 - ARN UPR9002 - M3I UPR9022 et I2CT UPR3572) - 30/05/2022 - - DEC221716DR10..... p.102

Décision portant fin de fonction de Mme Catherine Moreau aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité UPR3212 intitulée Institut des Neurosciences Cellulaires et Intégratives (INCI). - 15/09/2022 - - DEC222380DR10..... p.104

Décision portant fin de fonction de M. Ludovic Georges aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'unité UMR7550 intitulée Observatoire Astronomique de Strasbourg (ObAS). - 20/07/2022 - - DEC222010DR10..... p.105

DR11

2021

Décision de nomination en qualité de Chargé de mission à temps partiel de M. Olivier Fruchart - 30/03/2021 - - DEC221526DDOR..... p.106

Décision portant nomination de M. Julien CARCAILLET aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'unité mixte UMR5275 intitulée ISTERRE - 04/01/2021 - - DEC210281DR11..... p.108

Décision portant nomination de M. Philippe Briand en qualité de chargé de mission institut (CM - 04/12/2021 - - DEC210601INSMI..... p.109

2022

Décision portant cessation de fonctions de Madame Alexia AUFFEVES et nomination de Madame Anna MINGUZZI directrice par intérim de la fédération de recherche FR2053 intitulée Centre interdisciplinaire pour les sciences et technologies quantiques de Grenoble (QuantAlps) - 12/09/2022 - - DEC222168INP..... p.110

Décision portant nomination de Mme Camille PETIT-ETIENNE aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité UMR5129 intitulée LTM

- 06/09/2022 - - DEC221913DR11..... p.111

Décision portant nomination de M. Christian JUTTEN aux fonctions de chargé de mission - 22/08/2022 - - DEC222091PDT..... p.112

Décision portant désignation de M. William Regairaz aux fonctions de conseiller en radioprotection au sein de l'unité UMR5821 intitulée LPSC

- 07/07/2022 - - DEC221929DR11..... p.113

DR12

2022

Décision portant nomination de Mme Isabelle GARY, aux fonctions de responsable adjointe du service finances, achats et comptabilité (SFAC) de la délégation régionale Provence et Corse - 26/07/2022 - - DEC222038DR12..... p.114

DR14

2020

Décision portant nomination de Mme Louise Nyssen aux fonctions de chargée de mission institut (CMI - 11/12/2020 - - DEC202198INSMI..... p.115

2022

Décision portant cessation de fonctions de Monsieur Bernhard URBASZEK et nomination de Monsieur Laurent LOMBEZ, directeur par intérim de l'unité mixte de recherche UMR5215 intitulée Laboratoire de physique et chimie des nano-objets (LPCNO) - 12/09/2022 - - DEC222167INP..... p.116

Décision portant nomination de M. Jocelyn Méré aux fonctions de délégué régional de la circonscription Occitanie Ouest (DR14) - 26/09/2022 - - DEC222188DAJ..... p.117

DR15

2022

Décision portant cessation de fonctions de M. Joel Swendsen, directeur adjoint de l'unité mixte de recherche n°5287 intitulée « Institut de Neurosciences Cognitives et Intégratives d'Aquitaine (INCIA) » - 10/08/2022 - - DEC222052INSB..... p.118

Décision portant cessation de fonctions de Mme Sandrine LAYRISSE chargée de mission institut - 14/06/2022 - - DEC221781INSMI..... p.119

Décision portant nomination de Mme Sandrine Layrisse en qualité de chargée de mission institut (CMI) - 02/03/2022 - - DEC213949INSMI..... p.120

DR16

2022

Décision portant nomination de Mme Eve Truilhe aux fonctions de directrice adjointe de l'unité mixte de recherche UMR7318 intitulée Droits International, comparé et Européen (DICE) - 09/09/2022 - - DEC222008INSHS..... p.121

Nomination de M. Pascal MENORET aux fonctions de directeur par intérim de l'UAR3123 CEDEJ - 08/08/2022 - - DEC221997INSHS..... p.122

Nomination de M. Mateusz Jan CHMURSKI, aux fonctions de directeur par intérim de l'UAR3138 CEFRES - 02/08/2022 - - DEC221994INSHS..... p.123

Nomination de M. Jean-Nicolas BACH aux fonctions de directeur par intérim de l'UAR3137 Centre français d'études éthiopiennes CFEE en remplacement de Mme Bridonneau - 02/08/2022 - - DEC221979INSHS..... p.124

Décision portant nomination de M. Liviu NICU aux fonctions de directeur du bureau du CNRS en Amérique du Sud, basé à Rio de Janeiro. - 13/07/2022 - - DEC221974DERCI..... p.125

Nomination de Mme Clélia CORET, directrice par intérim de l'UAR3336 IFRA NAIROBI et nomination de Mme Barbara MOROWICH, directrice adjointe par intérim de l'UAR3336 IFRA IBADAN - 02/08/2022 - - DEC221971INSHS..... p.126

Nomination de M. Philippe BOURMAUD en qualité de directeur par intérim de l'UAR3131 IFEA - 02/08/2022 - - DEC221959INSHS..... p.127

Décision portant renouvellement de M. Srinivas-Venkatesh KAVERI aux fonctions de directeur du bureau du CNRS en INDE (Derci) - 12/07/2022 - - DEC221910DERCI..... p.128

Nomination de Madame Marième N'diaye aux fonctions de directrice adjointe par intérim de l'UMR5115 de LAM - 16/06/2022 - - DEC221630INSHS..... p.130

Décision portant nomination de Mme Florence Boyer aux fonctions de directrice adjointe par intérim de l'unité mixte de recherche UMR8245 intitulée Unité de Recherche Migrations et Société (URMIS) - 26/07/2022 - - DEC221820INSHS..... p.131

DR17

2022

Décision portant nomination de M. Eric DUVIGNAC aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'UMR6625 intitulée Institut de Recherche en Mathématique de Rennes (IRMAR) - 21/07/2022 - - DEC221553DR17..... p.132

Décision portant nomination de Mme Aude GUINY aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'UMR6625 intitulée Institut de Recherche en Mathématique de Rennes (IRMAR) - 21/07/2022 - - DEC221552DR17..... p.134

Décision portant nomination de Mme Elodie GRANGE aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'UMR 6502 intitulée Institut des Matériaux de Nantes Jean Rouxel (IMN) - 07/09/2022 - - DEC222169DR17..... p.136

Décision portant nomination de M. Julio PEDRAZA-ACOSTA, aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UMR6553 intitulée Écosystèmes, biodiversité, évolution (ECOBIO). - 30/08/2022 - - DEC222156DR17..... p.138

DR18

2020

Décision portant fin de mission de M. Olivier Goubet, chargé de mission institut (CMI - 24/07/2020 - - DEC201327INSMI..... p.139

2022

Décision portant nomination de Monsieur Cristian FOCSA aux fonctions de directeur par intérim de l'unité mixte de recherche UMR8523 intitulée Physique des lasers, atomes et molécules (PhLAM) - 02/09/2022 - - DEC222057INP..... p.140

Nomination de Mme Anouk COHEN aux fonctions de directrice par intérim de l'UAR3136 CJB Centre Jacques Berque - 02/08/2022 - - DEC221995INSHS..... p.141

DR20

2022

Décision portant cessation de fonctions de M. Michel Berlinguer et nominations de M. Jean-Daniel Barde, responsable du service technique et logistique par intérim de la délégation Côte d'Azur - 01/07/2022 - - DEC222054DR20..... p.142

Décisions collectives de nomination

2022

Décision portant nomination des directeurs et directeurs adjoints de diverses unités du CNRS -
26/07/2022 - - DEC222042DGDS..... p.143

Instituts

2022

Décision portant nomination de M. Bruno Lucas aux fonctions de directeur adjoint scientifique de
l'Institut des sciences biologiques (INSB) - 29/09/2022 - - DEC222190DAJ..... p.149

07.02. Décisions - délégations de signature

Administration centrale

2022

Décision portant modification de la décision DEC220227DAJ du 10 février 2022 portant délégation
de signature à Mme Carole Chrétien, directrice des relations avec les entreprises (DRE) - 13/09/2022
- - DEC222163DAJ..... p.150

Décision portant délégation de signature ponctuelle à M. Jean-Luc Moullet, directeur général délégué
à l'innovation - 20/09/2022 - - DEC222327DAJ..... p.151

DR02

2022

Décision portant délégation de signature à Mme Christine ANDRAUD, directrice de l'unité UAR3224
intitulée Centre de Recherche sur la Conservation (CRC), par la déléguée régionale en sa qualité
d'ordonnateur secondaire - 29/08/2022 - - DEC222140DR02..... p.152

Décision portant délégation de signature à M. Hubert PERROT, directeur de l'unité UMR8235
intitulée Laboratoire Interfaces et Systèmes Electrochimiques - LISE, par la déléguée régionale en sa
qualité d'ordonnateur secondaire - 30/08/2022 - - DEC222159DR02..... p.154

Décision portant délégation de signature à Mme Daniela GRIGORI, directrice de l'unité UMR7243
intitulée Laboratoire d'Analyse et Modélisation de Systèmes pour l'Aide à la Décision - LAMSADE,
par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 28/09/2022 - -
DEC222452DR02..... p.156

Décision portant délégation de signature à Mme Juliette RENNES, directrice de l'unité UMR8044
intitulée Centre d'étude des mouvements sociaux - CEMS, par la déléguée régionale en sa qualité
d'ordonnateur secondaire - 29/09/2022 - - DEC222191DR02..... p.158

Décision portant délégation de signature à M. Olivier BIQUARD, directeur de l'unité UMR7586
intitulée Institut de mathématiques de Jussieu – Paris Rive Gauche – IMJ-PRG, par la déléguée
régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 20/09/2022 - - DEC222379DR02..... p.160

Décision portant délégation de signature à M. Thomas PREAT, directeur de l'unité UMR8249
intitulée Plasticité du Cerveau - PdC, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur
secondaire - 29/08/2022 - - DEC222139DR02..... p.162

Décision portant délégation de signature à M. Jérôme SACKUR, directeur de l'unité UMR8554
intitulée Laboratoire de Sciences Cognitives et Psycholinguistique (LSCP), par la déléguée régionale
en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 29/08/2022 - - DEC222129DR02..... p.164

Décision modificative portant délégation de signature à M. Eric THIEBAUT, directeur de l'unité
UAR2017 intitulée OSU Stations Marines (STAMAR), par la déléguée régionale en sa qualité
d'ordonnateur secondaire - 22/09/2022 - - DEC222408DR02..... p.167

DR04

2022

Décision portant délégation de signature pour les actes relevant des attributions de la personne
responsable des marchés (DU) de l'unité UMR8506 intitulée Laboratoire des signaux et systèmes -
06/07/2022 - - DEC221954DR04..... p.169

Décision portant délégation de signature pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR8182 intitulée Institut de chimie moléculaire et des matériaux d'Orsay - 01/09/2022 - - DEC222152DR04..... p.170

Décision portant modification de la décision DEC220187DAJ du 10 février 2022 portant délégation de signature à M. Benoît Forêt, délégué régional de la circonscription Ile-de-France Gif-sur-Yvette (DR04) - 29/09/2022 - - DEC222373DAJ..... p.171

Décision portant délégation de signature aux collaborateurs de la délégation pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés - 08/09/2022 - - DEC222272DR04..... p.172

Décision portant délégation de signature aux collaborateurs de la délégation en cas d'absence ou d'empêchement de M. Benoît FORÊT, délégué régional de la délégation Ile-de-France Gif-sur-Yvette - 08/09/2022 - - DEC222241DR04..... p.174

Décision portant délégation de signature pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR8071 intitulée Laboratoire de mathématiques et modélisation d'Evry - 01/09/2022 - - DEC222155DR04..... p.176

Décision portant délégation de signature à Monsieur Stéphane MENOZZI, directeur de l'unité UMR8071 intitulée Laboratoire de mathématiques et modélisation d'Evry, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 01/09/2022 - - DEC222154DR04..... p.177

Décision portant délégation de signature à Monsieur David AITKEN, directeur de l'unité UMR8182 intitulée Institut de chimie moléculaire et des matériaux d'Orsay, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 01/09/2022 - - DEC222151DR04..... p.179

Décision portant délégation de signature pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UAR3441 intitulée Maison de la simulation - 01/09/2022 - - DEC222150DR04..... p.181

Décision portant délégation de signature à M. Pascal TREMBLIN, directeur de l'unité UAR3441 intitulée Maison de la simulation, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 01/09/2022 - - DEC222149DR04..... p.182

Décision portant délégation de signature pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR7641 intitulée Centre de mathématiques appliquées - 01/09/2022 - - DEC222147DR04..... p.184

Décision portant délégation de signature à M. Grégoire ALLAIRE, directeur de l'unité UMR7641 intitulée Centre de mathématiques appliquées, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 01/09/2022 - - DEC222146DR04..... p.185

DR06

2022

Décision portant délégation de signature à Mr Raphaël PIK, directeur de l'unité UAR3562, intitulée Observatoire Terre et Environnement de Lorraine (OTELo) par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 24/06/2022 - - DEC222160DR06..... p.187

Décision portant délégation de signature à Mme Aline MARCHETTI et Mme Florence BOUCHET-MONERET pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UAR3261 intitulée Maison des Sciences de l'Homme Lorraine (MSHL) - 21/04/2022 - - DEC221873DR06..... p.189

Décision portant délégation de signature à M. David BOUQUAIN pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UAR2200, intitulée Fuel Cell LAB : vers des Systèmes Pile à combustibles Efficients (FCLAB) - 18/07/2022 - - DEC222063DR06..... p.191

Décision portant délégation de signature à Mme Emilie GAUTHIER directrice par intérim de l'unité UMR6249 intitulée Chrono-Environnement par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 01/09/2022 - - DEC222165DR06..... p.192

Décision portant délégation de signature à Mme Marie-Cécile PERA directrice de l'unité UAR2200, intitulée Fuel Cell LAB : vers des Systèmes Pile à combustibles Efficients (FCLAB) par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 18/07/2022 - - DEC222064DR06..... p.194

Décision portant délégation de signature à Mme Céline CLANCHE, pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMS3562 intitulée

Observatoire Terre et Environnement de Lorraine (OTELo) - 24/06/2022 - -

DEC222161DR06..... p.196

Décision portant délégation de signature à Mme Isabelle JOUFFROY-BAPICOT et à M. Sébastien LANDRY, pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR6249 intitulée Chrono-Environnement (CE) - 01/09/2022 - - DEC222166DR06.....

p.197

DR10

2022

Décision portant délégation de signature à M. Rodolfo JALABERT, Mme Stéphanie TRAN-VIX et Mme Angélique LOBNER pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR7504 intitulée Institut de Physique et de Chimie des Matériaux de Strasbourg (IPCMS) - 19/07/2022 - - DEC222002DR10..... p.199

Décision portant délégation de signature à M. Jean-François GIRARD, directeur de l'unité UAR830 intitulée Ecole et Observatoire des Sciences de la terre (EOST) par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 16/09/2022 - - DEC222390DR10..... p.200

Décision portant délégation de signature à M. Dominique BADARIOTTI, directeur de l'unité UMR7362 intitulée Laboratoire, Image, Ville, Environnement (LIVE) par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 23/09/2022 - - DEC222399DR10..... p.202

DR11

2022

Décision portant délégation de signature à M. Jean-Gabriel VALAY, directeur de l'unité UAR3370 intitulée Jardin du Lautaret : découverte et sciences (Lautaret), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 11/07/2022 - - DEC221941DR11..... p.204

Décision portant délégation de signature à Mme Peggy ZWOLINSKI, directrice par intérim de l'unité UMR5272 intitulée Laboratoire des Sciences pour la Conception, l'Optimisation et la Production de Grenoble (G-SCOP), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 13/09/2022 - - DEC222278DR11..... p.206

Décision portant délégation de signature à Giorgio DI NATALE, directeur de l'unité UMR5159 intitulée Techniques de l'Informatique et de la Microélectronique pour l'Architecture des systèmes intégrés (TIMA), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 09/09/2022 - - DEC222208DR11..... p.208

DR12

2022

Décision portant délégation de signature à M. Nicolas ROCHE directeur par intérim de l'unité FR3098 intitulée Écosystèmes Continentaux et Risques Environnementaux, (ECCOREV), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 01/09/2022 - - DEC222186DR12..... p.210

Décision portant délégation de signature à Mme Annette CALISTI, directrice de l'unité UMR7345 intitulée Physique des interactions ioniques et moléculaires (PIIM), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

- 01/09/2022 - - DEC222181DR12..... p.212

Décision portant délégation de signature à M. Robert GERMAR, directeur de l'unité UMR3080 intitulée Laboratoire de Synthèse et Fonctionnalisation des Céramiques (LSFC), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 01/08/2022 - - DEC222153DR12..... p.214

Décision portant délégation de signature à M. Paul-Antoine SANTONI, directeur de l'unité UMR6134 intitulée Sciences Pour l'Environnement (SPE), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 01/08/2022 - - DEC222103DR12..... p.216

Décision portant délégation de signature à M. Cyril ISNART, directeur de l'unité UMR7307 intitulée Institut d'ethnologie méditerranéenne, européenne et comparative (IDEMEC), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 01/09/2022 - - DEC222107DR12..... p.218

Décision portant délégation de signature à M. Xavier DAUMALIN, directeur de l'unité UMR7303 intitulée Temps, Espaces, Langues Europe Méridionale Méditerranée (TELEMME), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 01/09/2022 - - DEC222017DR12..... p.220

Décision portant délégation de signature aux responsables de la délégation, en cas d'absence ou d'empêchement de Mme Aurélie PHILIPPE, déléguée régionale de la délégation Provence et Corse - 01/09/2022 - - DEC222148DR12..... p.222

DR14

2022

Décision portant délégation de signature à M. Jocelyn Méré, délégué régional de la circonscription Occitanie Ouest (DR14) - 26/09/2022 - - DEC222189DAJ..... p.225

DR17

2022

Décision portant délégation de signature à Mme Margot Sauvadet pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR6538 intitulée Laboratoire géosciences océan (Geo-Ocean) - 05/05/2022 - - DEC220762DR17..... p.231

DR18

2022

Décision portant délégation de signature Mme Véronique RATAJ, Directrice par intérim de l'Unité Mixte de Recherche UMR8181, intitulée Unité de Catalyse et Chimie du Solide (UCCS), - 01/08/2022 - - DEC222074DR18..... p.232

Décision portant délégation de signature à M. Cristian FOCSA, directeur par intérim de l'Unité Mixte de Recherche UMR8523, intitulée Physique des lasers, atomes et molécules (PhLAM), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 02/09/2022 - - DEC222183DR18..... p.234

DR19

2022

Décision portant délégation de signature à M. Etienne LIENARD, directeur de l'unité UMR6534 intitulée Laboratoire de Physique Corpusculaire, par le délégué régional par intérim en sa qualité d'ordonnateur secondaire - 01/09/2022 - - DEC222425DR19..... p.236

Instituts

2022

Décision portant délégation de signature ponctuelle à M. Jean-Stéphane Dhersin, directeur adjoint scientifique de l'Institut national des sciences mathématiques et de leurs interactions (INSMI) - 26/08/2022 - - DEC222137DAJ..... p.239

07.03. Décisions - création et renouvellement de structures

DR05

2022

Décision portant ajout de l'IRD comme tutelle principale de l'unité mixte de recherche n° 8174 intitulée Centre d'économie de la Sorbonne

- 26/07/2022 - - DEC221516INSHS..... p.240

Décision portant ajout de l'Université des Antilles comme tutelle secondaire de l'unité mixte de recherche n° 8096 intitulée Archéologie des Amériques (ARCHAM) - 17/05/2022 - -

DEC220592INSHS..... p.241

07.04. Décisions tarifaires

DR20

2022

Décision relative à l'utilisation de la Salle Blanche et prestations de lithographie électronique du CRHEA - 19/09/2022 - - DEC222377DR20..... p.242

Décision relative aux prestations de microscopie ZEISS et JEOL du CRHEA - UPR10 - 19/09/2022 - - DEC222396DR20..... p.244

07.06. Autres décisions

DR06

2022

Décision suppression régie de recettes temporaire LRGP - 23/08/2022 - - DEC222136DR06..... p.246

DR13

2022

Décision portant modification des dispositions relatives aux partenaires de l'unité mixte de recherche n°9005 intitulée « Modélisation et Ingénierie des systèmes complexes biologiques pour le diagnostic (SYS2DIAG) » - 09/05/2022 - - DEC221450INSB..... p.249

DR16

2022

Décision de changement d'intitulé de l'UMR8177 IIAC à LAP : Laboratoire d'Anthropologie Politique, approches interdisciplinaires et critiques des mondes contemporains. - 26/07/2022 - - DEC221693INSHS..... p.250

Décision déterminant les situations d'emplois pouvant ouvrir droit à indemnisation et compensation des sujétions et astreintes dans les unités de l'InSHS - 23/09/2022 - - DEC222500INSHS..... p.251

Décision relative à la vacance de sièges au sein de Sections et Commissions interdisciplinaires du Comité national de la recherche scientifique. - 08/09/2022 - - DEC222286SGCN..... p.255

DEC221981DAJ

Décision portant désignation de M. Jean-François Merle aux fonctions de conseiller juridique de la délégation aux élections pour l'élection des représentants du personnel aux instances représentatives du personnel du CNRS du 8 décembre 2022.

LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n°82-451 du 28 mai 1982 modifié relatif aux commissions administratives paritaires ;

Vu le décret n° 2020-1427 du 20 novembre 2020 relatif aux comités sociaux d'administration dans les administrations et les établissements publics de l'Etat ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu l'arrêté du 20 avril 2022 instituant des commissions administratives paritaires compétentes à l'égard des personnels du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision n°0800040DRH du 22 juillet 2008 modifiée instituant des commissions consultatives paritaires compétentes à l'égard des agents non titulaires exerçant leurs fonctions au CNRS ;

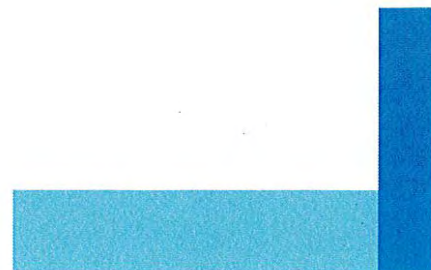
Vu la décision DEC100168DAJ du 1^{er} octobre 2010 modifiée portant organisation de la direction des affaires juridiques du CNRS ;

Vu la décision DEC172226DAJ du 21 juillet 2017 portant nomination de Mme Catherine Delpech aux fonctions de responsable du pôle Conseil d'administration, Ressources et Elections (CARE), déléguée pour les élections à la direction des affaires juridiques du CNRS ;

DECIDE :

Art. 1er – Objet

Monsieur Jean-François Merle, ancien Conseiller d'Etat, est désigné conseiller juridique de la délégation aux élections pour l'élection des représentants du personnel aux instances représentatives du personnel du CNRS du 8 décembre 2022.



Art. 2 – Publication

La présente décision, qui sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS, sera également consultable au siège du CNRS (DAJ-Pôle CARE - 3 rue Michel-Ange 75794 Paris cedex 16) ainsi que sur le site internet des élections (<https://www.dgdr.cnrs.fr/elections>).

21 JUL. 2022

Fait à Paris,

Antoine PETIT



DEC221982DAJ

Décision constituant une commission électorale pour l'élection des représentants du personnel au comité social d'administration (CSA) du CNRS

LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 2020-1427 du 20 novembre 2020 relatif aux comités sociaux d'administration dans les administrations et les établissements publics de l'Etat ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination du président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu l'arrêté du 27 mai 2022 instituant un comité social d'administration au ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche et des comités sociaux d'administration d'établissement pour les établissements publics administratifs ;

Vu la décision DEC100168DAJ du 1^{er} octobre 2010 modifiée portant organisation de la direction des affaires juridiques du CNRS ;

DECIDE :

Art. 1er – Objet

1.1 – Il est créé une commission électorale pour l'élection des représentants du personnel au comité social d'administration du CNRS.

1.2 – La commission électorale est placée sous la présidence de la déléguée pour les élections.

Art. 2 – La commission électorale

2.1 – La commission électorale comprend un représentant titulaire et un représentant suppléant de chaque organisation syndicale habilitée à présenter des listes de candidats et candidates au comité social d'administration du CNRS et en nombre égal, des représentants de l'administration.

2.2 – Les représentants désignés par les organisations syndicales habilitées sont :

Sgen-CFDT Recherche EPST

| | |
|------------|--------------------|
| Titulaire | M. Yannick BOURLES |
| Suppléante | Mme Isabelle COHEN |

SNCS-FSU

| | |
|-----------|----------------------|
| Titulaire | M. Boris GRALAK |
| Suppléant | M. Dimitri PEAUCELLE |



SNIRS-CGC

Titulaire
Suppléant

Mme Céline MENANT
M. Thomas KOZIET

SNPREES-FO

Titulaire
Suppléant

M. Guy MOUREY
M. Gilles BOURHIS

SNPTES

Titulaire
Suppléant

M. Rodolphe DEFOLLE
M. Xavier DUCHEMIN

SNTRS-CGT

Titulaire
Suppléante

Mme Josiane TACK
Mme Habiba BERKOUN

SUD Recherche EPST

Titulaire
Suppléant

M. Alain CASTERA
M. Améziane CHERFOUH

2.3 – Les représentants désignés par l'administration sont :

La présidente de la commission électorale

Déléguée pour les élections Mme Catherine DELPECH

Membres titulaires

DRH
SGCN
DAPP
MPR
IN2P3
DR16

Mme Sabine QUERBOUET
Mme Francesca GRASSIA
M. Eric BERTRAND
Mme Séverine GENDREAU
Mme Virginie CIVARD
Mme Peggy COLETTA

Membres suppléants

DRH
SGCN
DAPP

Mme Fanny DUBRAY
Mme Hélène AUBERGER
M. Romain MARTIN

MPR
IN2P3
DR16
DAJ

Mme Kristin DAIGNAUD
Mme Nadège CHOTARD
Mme Carine CONSTANS
Mme Nina LAFOND

Art. 3 – La publication

La présente décision, qui sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS, sera également consultable au siège du CNRS (DAJ-CARE - 3 rue Michel-Ange 75794 Paris cedex 16) ainsi que sur le site internet des élections (<https://www.dgdr.cnrs.fr/elections>).

Fait à Paris,

21 JUL. 2022

Antoine PETIT

DEC221983DAJ

Décision constituant une commission électorale pour l'élection des représentants du personnel aux commissions administratives paritaires (CAP) compétentes à l'égard des personnels du CNRS

LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL

Vu le décret n°82-451 du 28 mai 1982 modifié relatif aux commissions administratives paritaires ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination du président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu l'arrêté du 20 avril 2022 instituant des commissions administratives paritaires compétentes à l'égard des personnels du CNRS ;

Vu la décision DEC100168DAJ du 1^{er} octobre 2010 modifiée portant organisation de la direction des affaires juridiques du CNRS ;

DECIDE :

Art. 1er – Objet

1.1 – Il est créé une commission électorale pour l'élection des représentants du personnel aux commissions administratives paritaires du CNRS.

1.2 – La commission électorale est placée sous la présidence de la déléguée pour les élections.

Art. 2 – La commission électorale

2.1 – La commission électorale comprend un représentant titulaire et un représentant suppléant de chaque organisation syndicale habilitée à présenter des listes de candidats et candidates aux commissions administratives paritaires du CNRS et en nombre égal, des représentants de l'administration.

2.2 – Les représentants désignés par les organisations syndicales habilitées sont :

Sgen-CFDT Recherche EPST

Titulaire
Suppléant

M. Yannick BOURLES
M. Philippe BLANC

SNCS-FSU

Titulaire
Suppléant

M. Boris GRALAK
M. Dimitri PEAUCELLE

SNIRS-CGC

Titulaire
Suppléant

Mme Céline MENANT
M. Thomas KOZIET

SNPREES-FO

Titulaire
Suppléant

M. Guy MOUREY
M. Gilles BOURHIS

SNPTES

Titulaire
Suppléant

M. Rodolphe DEFIOLLE
M. Xavier DUCHEMIN

SNTRS-CGT

Titulaire
Suppléante

Mme Josiane TACK
Mme Habiba BERKOUN

SUD Recherche EPST

Titulaire
Suppléant

M. Alain CASTERA
M. Améziane CHERFOUH

2.3 – Les représentants désignés par l'administration sont :

La présidente de la commission électorale

Déléguée pour les élections Mme Catherine DELPECH

Membres titulaires

DRH
SGCN
DAPP
MPR
IN2P3
DR16

Mme Sabine QUERBOUET
Mme Francesca GRASSIA
M. Eric BERTRAND
Mme Séverine GENDREAU
Mme Virginie CIVARD
Mme Peggy COLETTA

Membres suppléants

| | |
|-------|----------------------|
| DRH | Mme Fanny DUBRAY |
| SGCN | Mme Helena AUBERGER |
| DAPP | M. Romain MARTIN |
| MPR | Mme Kristin DAIGNAUD |
| IN2P3 | Mme Nadège CHOTARD |
| DR16 | Mme Carine CONSTANS |
| DAJ | Mme Nina LAFOND |

Art. 3 – La publication

La présente décision, qui sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS, sera également consultable au siège du CNRS (DAJ-CARE 3 rue Michel-Ange 75794 Paris cedex 16) ainsi que sur le site internet des élections (<https://www.dgdr.cnrs.fr/elections>).

Fait à Paris,

21 JUIL. 2022

Antoine PETIT



DEC221984DAJ

Décision constituant une commission électorale pour l'élection des représentants du personnel aux commissions consultatives paritaires (CCP) compétentes à l'égard des agents non titulaires exerçant leurs fonctions au CNRS

LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination du président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC0800040DRH du 22 juillet 2008 modifiée instituant des commissions consultatives paritaires compétentes à l'égard des agents non titulaires exerçant leur fonction au CNRS ;

Vu la décision DEC0800041DRH en date du 22 juillet 2008 créant des commissions consultatives paritaires au CNRS ;

Vu la décision DEC100168DAJ du 1^{er} octobre 2010 modifiée portant organisation de la direction des affaires juridiques du CNRS ;

DECIDE :

Art. 1er – Objet

1.1 – En application de la décision DEC080040DRH susvisée, il est créé une commission électorale pour l'élection des représentants du personnel aux commissions consultatives paritaires du CNRS.

1.2 – La commission électorale est placée sous la présidence de la déléguée pour les élections.

Art. 2 – La commission électorale

2.1 – Conformément à l'article 12 de la décision DEC080040DRH susvisée, la commission électorale comprend un représentant de chaque organisation syndicale habilitée à présenter des listes de candidats et candidates aux commissions consultatives paritaires du CNRS et en nombre égal, des représentants de l'administration.

2.2 – Les représentants désignés par les organisations syndicales habilitées sont :

Sgen-CFDT Recherche EPST

Titulaire
Suppléant

M. Yannick BOURLES
M. Philippe BLANC

SNCS-FSU

Titulaire
Suppléant

M. Boris GRALAK
M. Dimitri PEAUCELLE

SNIRS-CGC

| | |
|-----------|-------------------|
| Titulaire | Mme Céline MENANT |
| Suppléant | M. Thomas KOZIET |

SNPREES-FO

| | |
|-----------|-------------------|
| Titulaire | M. Guy MOUREY |
| Suppléant | M. Gilles BOURHIS |

SNPTES

| | |
|-----------|---------------------|
| Titulaire | M. Rodolphe DEFIOLE |
| Suppléant | M. Xavier DUCHEMIN |

SNTRS-CGT

| | |
|------------|--------------------|
| Titulaire | Mme Josiane TACK |
| Suppléante | Mme Habiba BERKOUN |

SUD Recherche EPST

| | |
|-----------|----------------------|
| Titulaire | M. Alain CASTERA |
| Suppléant | M. Améziane CHERFOUH |

2.3 – Les représentants désignés par l'administration sont :

La présidente de la commission électorale

| | |
|-----------------------------|-----------------------|
| Déléguée pour les élections | Mme Catherine DELPECH |
|-----------------------------|-----------------------|

Membres titulaires

| | |
|-------|-----------------------|
| DRH | Mme Sabine QUERBOUET |
| SGCN | Mme Francesca GRASSIA |
| DAPP | M. Eric BERTRAND |
| MPR | Mme Séverine GENDREAU |
| IN2P3 | Mme Virginie CIVARD |
| DR16 | Mme Peggy COLETTA |

Membres suppléants

| | |
|-------|----------------------|
| DRH | Mme Fanny DUBRAY |
| SGCN | Mme Hélène AUBERGER |
| DAPP | M. Romain MARTIN |
| MPR | Mme Kristin DAIGNAUD |
| IN2P3 | Mme Nadège CHOTARD |
| DR16 | Mme Carine CONSTANS |
| DAJ | Mme Nina LAFOND |

Art. 3 – La publication

La présente décision, qui sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS, sera également consultable au siège du CNRS (DAJ-CARE- 3 rue Michel-Ange 75794 Paris cedex 16) ainsi que sur le site internet des élections (<https://www.dgdr.cnrs.fr/elections>).

21 JUIL. 2022

Fait à Paris,

Antoine PETIT



DEC222282DAJ

Décision fixant les modalités d'organisation de l'élection des représentants du personnel au comité social d'administration (CSA) du CNRS

LE PRESIDENT- DIRECTEUR GENERAL

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 2020-1427 du 20 novembre 2020 relatif aux comités sociaux d'administration dans les administrations et les établissements publics de l'Etat ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination du président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu le décret n° 2011-595 du 26 mai 2011 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du vote électronique par internet pour l'élection des représentants du personnel au sein des instances de représentation du personnel de la fonction publique de l'Etat ;

Vu l'arrêté du 27 mai 2022 instituant un comité social d'administration au ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche et des comités sociaux d'administration d'établissement pour les établissements publics administratifs ;

Vu la décision n° 202073DAJ du 17 décembre 2020 portant modalités d'organisation du vote électronique pour les élections au Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision n°100168DAJ du 1^{er} octobre 2010 modifiée portant organisation de la direction des affaires juridiques du CNRS ;

DECIDE

Art. 1er – Objet

La présente décision définit les modalités du vote et du dépouillement de l'élection des représentants du personnel au comité social d'administration (CSA) du CNRS.

Art. 2 – L'organisation de l'élection

L'organisation et le déroulement de l'élection du CSA du CNRS sont assurés par le pôle Conseil d'administration, Ressources, Elections (CARE) de la direction des affaires juridiques.

Art. 3 – Le Bureau de vote électronique

3.1. Le recours au vote électronique par internet pour l'élection du CSA donne lieu à la constitution d'un bureau de vote électronique (BVE). Il est chargé de veiller au bon fonctionnement et à la surveillance du système de vote électronique.

Ce bureau comprend un président et un secrétaire désignés par le Président-Directeur général du CNRS ainsi que les délégués de liste.

3.2. Les membres du BVE bénéficient d'une formation sur le système de vote électronique qui sera utilisé.

3.3. Système de recours en cas de panne

Chaque système de vote électronique par internet comporte un dispositif de secours offrant les mêmes garanties et les mêmes caractéristiques que le système principal et capable d'en prendre automatiquement le relais en cas de panne n'entraînant pas d'altération des données.

Art. 4 – La liste électorale

Sont inscrits, par l'administration, sur la liste électorale, les personnels remplissant à la date du scrutin, les conditions fixées à l'article 29 du décret n° 2020-1427 susvisé.

A compter de la date fixée au calendrier électoral, la liste électorale est consultable au pôle CARE (DAJ-CARE, 3 rue Michel-Ange 75794 Paris cedex 16) et sur le site internet des élections <https://www.dgdr.cnrs.fr/elections>.

Pendant cette période de consultation, les réclamations sur la liste électorale sont formulées par voie électronique au moyen des formulaires d'inscription ou de réclamation en ligne, qui sont accessibles sur le site internet des élections <https://www.dgdr.cnrs.fr/elections>.

Les réclamations sont portées avant la date limite fixée par le calendrier électoral.

Elles sont soumises pour avis à la commission électorale.

Les décisions de refus de rectification ou d'inscription sont notifiées aux intéressés par le pôle CARE.

Art. 5 – Les candidatures

5.1. Les formulaires pour les listes et les déclarations de candidature mentionnées à l'article 32 du décret n°2020-1427 susvisé, sont accessibles sur le site internet des élections <https://www.dgdr.cnrs.fr/elections>.

5.2. Les listes de candidats et candidates et les déclarations de candidatures sont déposées auprès de la déléguée pour les élections (DAJ-CARE, 3 rue Michel-Ange 75794 Paris cedex 16) ou transmises par courriel (elections@cnrs.fr) au plus tard à la date fixée par le calendrier électoral.

Elles sont soumises pour avis à la commission électorale.

5.3. Une profession de foi peut être fournie. Elle doit être présentée, au format PDF sur une page A4, recto et verso au maximum, en noir et blanc ou couleur. Si elle comporte un lien hypertexte, il doit être inactif. La profession de foi doit porter en en-tête le nom de la liste de candidats et candidates et le scrutin concerné. L'intitulé du fichier contenant la profession de foi doit également mentionner en en-tête le nom de la liste de candidats et candidates et le scrutin concerné.

La profession de foi est transmise par courriel au pôle CARE (elections@cnrs.fr) au plus tard à la date fixée par le calendrier électoral.



Art. 6 – Modalités de vote

Le vote électronique par internet constitue la modalité exclusive d'expression des suffrages régissant l'élection du CSA, dans le respect des principes fondamentaux qui commandent les opérations électorales.

Art. 7 – Le matériel électoral

Chaque électeur et électrice reçoit au moins quinze jours avant le premier jour de scrutin une notice d'information sur le déroulement des opérations électorales et un moyen d'authentification lui permettant de participer au scrutin.

Les électeurs et les électrices ne disposant pas d'un poste informatique sur leur lieu de travail, peuvent se connecter sur un poste dédié mis à disposition par le CNRS.

Un dispositif d'assistance téléphonique chargé de répondre aux questions des électeurs et électrices est disponible pendant la période de vote. Le CNRS chargé de sa mise en place peut faire appel au prestataire.

Art. 8 – Le vote

Chaque électeur ou électrice vote pour une liste entière sur le système de vote électronique mis à sa disposition.

Art. 9 – Le dépouillement

Les opérations de dépouillement sont effectuées publiquement sous le contrôle du BVE qui apprécie la validité des suffrages.

La désignation des candidats élus et des candidates élues est effectuée conformément aux dispositions de l'article 41 du décret n° 2020-1427 susvisé.

Art. 10 – Les résultats et le procès-verbal

A l'issue des opérations de dépouillement la déléguée pour les élections proclame les résultats et rédige un procès-verbal contresigné par les membres du BVE.

Les résultats de l'élection sont publiés sur le site internet des élections <https://www.dgdr.cnrs.fr/elections>.

Les résultats de l'élection sont déposés au pôle CARE où ils peuvent être consultés par toute personne qui en fait la demande par écrit à la déléguée pour les élections.

Art. 11 – Les élections concomitantes

En cas de déroulement concomitant des élections du CSA avec d'autres élections professionnelles, l'organisation et la réalisation des scrutins pourront être exécutés de manière simultanée, notamment en ce qui concerne l'utilisation d'une procédure commune pour le vote et les opérations de dépouillement.



Art. 12 – Contestations

Les contestations relatives à la validité des opérations de dépouillement sont présentées dans un délai de cinq jours francs à compter de la proclamation des résultats devant le Président-Directeur Général du CNRS.

Art. 13 – La publication

La présente décision, qui sera publiée au Bulletin officiel du CNRS, sera également consultable au siège du CNRS (DAJ-CARE - 3 rue Michel-Ange 75794 Paris cedex 16) ainsi que sur le site internet des élections <https://www.dgdr.cnrs.fr/elections>.

Fait à Paris, le 15 septembre 2022

Antoine PETIT



DEC222283DAJ

Décision fixant les modalités d'organisation de l'élection des représentants du personnel aux commissions administratives paritaires (CAP) compétentes à l'égard des personnels du CNRS

LE PRESIDENT- DIRECTEUR GENERAL

Vu le décret n°82-451 du 28 mai 1982 modifié relatif aux commissions administratives paritaires ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination du président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu le décret n° 2011-595 du 26 mai 2011 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du vote électronique par internet pour l'élection des représentants du personnel au sein des instances de représentation du personnel de la fonction publique de l'Etat ;

Vu l'arrêté du 20 avril 2022 instituant des commissions administratives paritaires compétentes à l'égard des personnels du CNRS ;

Vu la décision n° 202073DAJ du 17 décembre 2020 portant modalités d'organisation du vote électronique pour les élections au Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision n°100168DAJ du 1^{er} octobre 2010 modifiée portant organisation de la direction des affaires juridiques du CNRS ;

DECIDE

Art. 1er – Objet

La présente décision définit les modalités du vote et du dépouillement de l'élection des représentants du personnel aux commissions administratives paritaires (CAP) compétentes à l'égard des personnels du CNRS.

Art. 2 – L'organisation de l'élection

L'organisation et le déroulement de l'élection des CAP du CNRS sont assurés par le pôle Conseil d'administration, Ressources, Elections (CARE) de la direction des affaires juridiques.

Art. 3 – Le Bureau de vote électronique

3.1. Le recours au vote électronique par internet pour l'élection des CAP donne lieu à la constitution d'un bureau de vote électronique (BVE). Il est chargé de veiller au bon fonctionnement et à la surveillance du système de vote électronique.

Le bureau comprend un président et un secrétaire désignés par le Président-Directeur général du CNRS ainsi que les délégués de liste.

3.2. Les membres du BVE bénéficient d'une formation sur le système de vote électronique qui sera utilisé.

3.3. Système de recours en cas de panne

Chaque système de vote électronique par internet comporte un dispositif de secours offrant les mêmes garanties et les mêmes caractéristiques que le système principal et capable d'en prendre automatiquement le relais en cas de panne n'entraînant pas d'altération des données.

Art. 4 – La liste électorale

Sont inscrits, par l'administration, sur la liste électorale, les personnels remplissant, à la date du scrutin, les conditions fixées à l'article 12 du décret n°82-451 susvisé.

A compter de la date fixée au calendrier électoral, la liste électorale est consultable au pôle CARE (DAJ-CARE, 3 rue Michel-Ange 75794 Paris cedex 16) et sur le site internet des élections <https://www.dgdr.cnrs.fr/elections>.

Pendant cette période de consultation, les réclamations sur la liste électorale sont formulées par voie électronique au moyen des formulaires d'inscription ou de réclamation en ligne, qui sont accessibles sur le site internet des élections <https://www.dgdr.cnrs.fr/elections>.

Les réclamations sont portées avant la date limite fixée par le calendrier électoral.

Elles sont soumises pour avis à la commission électorale.

Les décisions de refus de rectification ou d'inscription sont notifiées aux intéressés par le pôle CARE.

Art. 5 – Les candidatures

5.1. Les formulaires pour les listes et les déclarations de candidature mentionnées à l'article 15 du décret n°82-451 susvisé, sont accessibles sur le site internet des élections <https://www.dgdr.cnrs.fr/elections>.

5.2. Les listes de candidats et candidates et les déclarations de candidatures sont déposées auprès de la déléguée pour les élections (DAJ-CARE, 3 rue Michel-Ange 75794 Paris cedex 16) ou transmises par courriel (elections@cnrs.fr) au plus tard à la date fixée par le calendrier électoral.

Elles sont soumises pour avis à la commission électorale.

5.3. Une profession de foi peut être fournie. Elle doit être présentée, au format PDF sur une page A4, recto et verso au maximum, en noir et blanc ou couleur. Si elle comporte un lien hypertexte, il doit être inactif. La profession de foi doit porter en en-tête le nom de la liste de candidats et candidates et de la CAP concernée. L'intitulé du fichier contenant la profession de foi doit également mentionner en en-tête le nom de la liste de candidats et candidates et de la CAP concernée.

La profession de foi est transmise par courriel au pôle CARE (elections@cnrs.fr) au plus tard à la date fixée par le calendrier électoral.



Art. 6 – Modalités de vote

Le vote électronique par internet constitue la modalité exclusive d'expression des suffrages régissant l'élection des CAP, dans le respect des principes fondamentaux qui commandent les opérations électorales.

Art. 7 – Le matériel électoral

Chaque électeur et électrice reçoit au moins quinze jours avant le premier jour de scrutin une notice d'information sur le déroulement des opérations électorales et un moyen d'authentification lui permettant de participer au scrutin.

Les électeurs et les électrices ne disposant pas d'un poste informatique sur leur lieu de travail, peuvent se connecter sur un poste dédié mis à disposition par le CNRS.

Un dispositif d'assistance téléphonique chargé de répondre aux questions des électeurs et électrices est disponible pendant la période de vote. Le CNRS chargé de sa mise en place peut faire appel au prestataire.

Art. 8 – Le vote

Chaque électeur ou électrice vote pour une liste entière sur le système de vote électronique mis à sa disposition.

Art. 9 – Le dépouillement

Les opérations de dépouillement sont effectuées publiquement sous le contrôle du BVE qui apprécie la validité des suffrages.

La désignation des candidats élus et des candidates élues est effectuée conformément aux dispositions de l'article 21 du décret n°82-451 susvisé.

Art. 10 – Les résultats et le procès-verbal

A l'issue des opérations de dépouillement la déléguée pour les élections proclame les résultats et rédige un procès-verbal contresigné par les membres du BVE.

Les résultats de l'élection sont publiés sur le site internet des élections <https://www.dgdr.cnrs.fr/elections>.

Les résultats de l'élection sont déposés au pôle CARE où ils peuvent être consultés par toute personne qui en fait la demande par écrit à la déléguée pour les élections.

Art. 11 – Les élections concomitantes

En cas de déroulement concomitant des élections des CAP avec d'autres élections professionnelles, l'organisation et la réalisation des scrutins pourront être exécutés de manière simultanée, notamment en ce qui concerne l'utilisation d'une procédure commune pour le vote et les opérations de dépouillement.



Art 12 – Contestations

Les contestations relatives à la validité des opérations de dépouillement sont présentées dans un délai de cinq jours francs à compter de la proclamation des résultats devant le Président-Directeur Général du CNRS.

Art. 13 – La publication

La présente décision, qui sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS, sera également consultable au siège du CNRS (DAJ-CARE, 3 rue Michel-Ange 75794 Paris cedex 16) ainsi que sur le site internet des élections <https://www.dqdr.cnrs.fr/elections>.

Fait à Paris, le 15 septembre 2022

Antoine PETIT



DEC222284DAJ

Décision fixant les modalités d'organisation de l'élection des représentants du personnel aux commissions consultatives paritaires (CCP) compétentes à l'égard des agents non titulaires exerçant leurs fonctions au CNRS

LE PRESIDENT- DIRECTEUR GENERAL

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination du président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu le décret n° 2011-595 du 26 mai 2011 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du vote électronique par internet pour l'élection des représentants du personnel au sein des instances de représentation du personnel de la fonction publique de l'Etat ;

Vu la décision n°080040DRH modifiée du 22 juillet 2008 instituant des commissions consultatives paritaires compétentes à l'égard des agents non titulaires exerçant leurs fonctions au CNRS ;

Vu la décision n°080041DRH en date du 22 juillet 2008 créant des commissions consultatives paritaires compétentes au CNRS ;

Vu la décision n° 202073DAJ du 17 décembre 2020 portant modalités d'organisation du vote électronique pour les élections au Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision n°100168DAJ du 1^{er} octobre 2010 modifiée portant organisation de la direction des affaires juridiques du CNRS ;

DECIDE

Art. 1er – Objet

La présente décision définit les modalités du vote et du dépouillement de l'élection des représentants du personnel aux commissions consultatives paritaires (CCP) compétentes à l'égard des agents non titulaires exerçant leurs fonctions au CNRS

Art. 2 – L'organisation de l'élection

L'organisation et le déroulement de l'élection des CCP du CNRS sont assurés par le pôle Conseil d'administration, Ressources, Elections (CARE) de la direction des affaires juridiques.

Art. 3 – Le Bureau de vote électronique

3.1. Le recours au vote électronique par internet pour l'élection des CCP donne lieu à la constitution d'un bureau de vote électronique (BVE). Il est chargé de veiller au bon fonctionnement et à la surveillance du système de vote électronique.

Ce bureau comprend un président et un secrétaire désignés par le Président-Directeur général du CNRS ainsi que les délégués de liste.

3.2. Les membres du BVE bénéficient d'une formation sur le système de vote électronique qui sera utilisé.

3.3. Système de recours en cas de panne

Chaque système de vote électronique par internet comporte un dispositif de secours offrant les mêmes garanties et les mêmes caractéristiques que le système principal et capable d'en prendre automatiquement le relais en cas de panne n'entraînant pas d'altération des données.

Art. 4 – La liste électorale

Sont inscrits, par l'administration, sur la liste électorale, les personnels remplissant, à la date du scrutin, les conditions fixées à l'article 9 de la décision n°080040DRH susvisée.

A compter de la date fixée au calendrier électoral, la liste électorale est consultable au pôle CARE (DAJ-CARE, 3 rue Michel-Ange 75794 Paris cedex 16) et sur le site internet des élections <https://www.dgdr.cnrs.fr/elections>.

Pendant cette période de consultation, les réclamations sur la liste électorale sont formulées par voie électronique au moyen des formulaires d'inscription ou de réclamation en ligne, qui sont accessibles sur le site internet des élections <https://www.dgdr.cnrs.fr/elections>.

Les réclamations sont portées avant la date limite fixée par le calendrier électoral.

Elles sont soumises pour avis à la commission électorale.

Les décisions de refus de rectification ou d'inscription sont notifiées aux intéressés par le pôle CARE.

Art. 5 – Les candidatures

5.1. Les formulaires pour les actes de candidature mentionnés à l'article 11 de la décision n° 080040DRH susvisée, sont accessibles sur le site internet des élections <https://www.dgdr.cnrs.fr/elections>.

5.2. Les actes de candidatures sont déposés auprès de la déléguée pour les élections (DAJ-CARE 3 rue Michel-Ange 75794 Paris cedex 16) ou transmises par courriel (elections@cnrs.fr) au plus tard à la date fixée par le calendrier électoral.

Elles sont soumises pour avis à la commission électorale.

5.3. Une profession de foi peut être fournie. Elle doit être présentée, au format PDF sur une page A4, recto et verso au maximum, en noir et blanc ou couleur. Si elle comporte un lien hypertexte, il doit être inactif. La profession de foi doit porter en en-tête le nom de l'organisation syndicale candidate et de la CCP concernée. L'intitulé du fichier contenant la profession de foi doit également mentionner en en-tête le nom de l'organisation syndicale candidate et de la CCP concernée.

La profession de foi est transmise par courriel au pôle CARE (elections@cnrs.fr) au plus tard à la date fixée par le calendrier électoral.



Art. 6 – Modalités de vote

Le vote électronique par internet constitue la modalité exclusive d'expression des suffrages régissant l'élection des CCP, dans le respect des principes fondamentaux qui commandent les opérations électorales.

Art. 7 – Le matériel électoral

Chaque électeur et électrice reçoit au moins quinze jours avant le premier jour de scrutin une notice d'information sur le déroulement des opérations électorales et un moyen d'authentification lui permettant de participer au scrutin.

Les électeurs et les électrices ne disposant pas d'un poste informatique sur leur lieu de travail, peuvent se connecter sur un poste dédié mis à disposition par le CNRS.

Un dispositif d'assistance téléphonique chargé de répondre aux questions des électeurs et électrices est disponible pendant la période de vote. Le CNRS chargé de sa mise en place peut faire appel au prestataire.

Art. 8 – Le vote

L'électeur ou l'électrice vote pour une organisation syndicale candidate sur le système de vote électronique mis à sa disposition.

Art. 9 – Le dépouillement

Les opérations de dépouillement sont effectuées publiquement sous le contrôle du BVE qui apprécie la validité des suffrages.

La désignation des candidats élus et des candidates élues est effectuée conformément aux dispositions de l'article 14 de la décision n°080040DRH susvisée.

Art. 10 – Les résultats et le procès-verbal

A l'issue des opérations de dépouillement la déléguée pour les élections proclame les résultats et rédige un procès-verbal contresigné par les membres du BVE.

Les résultats de l'élection sont publiés sur le site internet des élections <https://www.dqdr.cnrs.fr/elections>.

Les résultats de l'élection sont déposés au pôle CARE où ils peuvent être consultés par toute personne qui en fait la demande par écrit à la déléguée pour les élections.

Art. 11 – Les élections concomitantes

En cas de déroulement concomitant des élections des CCP avec d'autres élections professionnelles, l'organisation et la réalisation des scrutins pourront être exécutés de manière simultanée, notamment en ce qui concerne l'utilisation d'une procédure commune pour le vote et les opérations de dépouillement.



Art 12 – Contestations

Les contestations relatives à la validité des opérations de dépouillement sont présentées dans un délai de cinq jours francs à compter de la proclamation des résultats devant le Président-Directeur Général du CNRS.

Art. 13 – La publication

La présente décision, qui sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS, sera également consultable au siège du CNRS (DAJ-CARE, 3 rue Michel-Ange 75794 Paris cedex 16) ainsi que sur le site internet des élections <https://www.dgdr.cnrs.fr/elections>.

Fait à Paris, le 15 septembre 2022

Antoine PETIT



DEC222279DAJ

Décision fixant le calendrier de l'élection des représentants du personnel au comité social d'administration (CSA) du CNRS

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 2020-1427 du 20 novembre 2020 relatif aux comités sociaux d'administration dans les administrations et les établissements publics de l'Etat ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination du président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu l'arrêté du 27 mai 2022 instituant un comité social d'administration au ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche et des comités sociaux d'administration d'établissement pour les établissements publics administratifs ;

Vu l'arrêté du 6 mai 2022 modifié fixant les effectifs et la proportion des femmes et des hommes pour l'élection des représentants du personnel au comité social d'administration ministériel de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation et aux comités sociaux d'administration des établissements publics administratifs ;

Vu l'arrêté du 9 mars 2022 fixant la date des prochaines élections professionnelles dans la fonction publique ;

Vu la décision n°100168DAJ du 1^{er} octobre 2010 modifiée portant organisation de la direction des affaires juridiques du CNRS ;

DECIDE

Art. 1er – Objet

En application du décret n°2020-1427 et de l'arrêté du 9 mars susvisés, la présente décision fixe le calendrier des opérations de l'élection des représentants du personnel au comité social d'administration (CSA) du CNRS.

Art. 2 – La liste électorale

2.1 – La liste électorale arrêtée le 15 septembre 2022 par le président-directeur général du CNRS, est consultable à compter du 15 septembre 2022.

2.2 – La date limite de réclamation sur la liste électorale visée au paragraphe 2.1 ci-dessus est fixée au 6 octobre 2022.

Art. 3 – Les candidatures

La date limite de réception des listes de candidats est fixée au 20 octobre 2022. Les professions de foi peuvent être adressées au pôle Conseil d'administration, Ressources, Elections (CARE) de la direction des affaires juridiques jusqu'au 21 octobre 2022.

Sauf conditions particulières, la date limite s'entend à 23h59, heure de Paris.

Art. 4 – La période de vote

La période de vote est fixée du 1er décembre 2022 à 9 heures au 8 décembre 2022 à 17 heures, heure de Paris.

Art. 5 – Le dépouillement

La date de dépouillement est fixée au 9 décembre 2022 à 10 heures.

Art. 6 – La publication

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS et consultable au siège du CNRS (DAJ-CARE, 3 rue Michel Ange 75794 Paris cedex 16), ainsi que sur le site internet des élections du CNRS : <https://www.dgdr.cnrs.fr/elections>.

Fait à Paris, le 15 septembre 2022

Antoine PETIT



DEC222280DAJ

Décision fixant le calendrier de l'élection des représentants du personnel aux commissions administratives paritaires (CAP) compétentes à l'égard des personnels du CNRS

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-451 du 28 mai 1982 modifié relatif aux commissions administratives paritaires ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination du président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu l'arrêté du 20 avril 2022 instituant des commissions administratives paritaires compétentes à l'égard des personnels du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu l'arrêté du 9 mars 2022 fixant la date des prochaines élections professionnelles dans la fonction publique ;

Vu la décision n°100168DAJ du 1er octobre 2010 modifiée portant organisation de la direction des affaires juridiques du CNRS ;

DECIDE

Art. 1er – Objet

En application du décret n° 82-451 et de l'arrêté du 9 mars 2022 susvisés, la présente décision fixe le calendrier des opérations d'élection des représentants du personnel aux commissions administratives paritaires (CAP) compétentes à l'égard des personnels du CNRS.

Art. 2 – La liste électorale

2.1 – La liste électorale arrêtée le 15 septembre 2022 par le Président-Directeur général du CNRS est consultable à compter du 15 septembre 2022.

2.2 – La date limite de réclamation sur la liste électorale visée au paragraphe 2.1 ci-dessus est fixée au 6 octobre 2022.

Art. 3 – Les candidatures

La date limite de réception des listes de candidats est fixée au 20 octobre 2022. Les professions de foi peuvent être adressées au pôle Conseil d'administration, Ressources, Elections (CARE) de la direction des affaires juridiques jusqu'au 21 octobre 2022.

Sauf conditions particulières, la date limite s'entend à 23h59, heure de Paris.

Art. 4 – La période de vote

La période de vote est fixée du 1er décembre 2022 à 9 heures au 8 décembre 2022 à 17 heures, heure de Paris.

Art. 5 – Le dépouillement

La date de dépouillement est fixée au 9 décembre 2022 à 10 heures.

Art. 6 – La publication

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS et consultable au siège du CNRS (DAJ-CARE, 3 rue Michel Ange 75794 Paris cedex 16), ainsi que sur le site internet des élections du CNRS : <https://www.dgdr.cnrs.fr/elections>.

Fait à Paris, le 15 septembre 2022

Antoine PETIT



DEC222281DAJ

Décision fixant le calendrier de l'élection des représentants du personnel aux commissions consultatives paritaires (CCP) compétentes à l'égard des agents non titulaires exerçant leurs fonctions au CNRS

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination du président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision n°0800040DRH du 22 juillet 2008 modifiée instituant des commissions consultatives paritaires compétentes à l'égard des agents non titulaires exerçant leurs fonctions au CNRS ;

Vu la décision n°0800041DRH en date du 22 juillet 2008 créant des commissions consultatives paritaires au CNRS ;

Vu la décision n°100168DAJ du 1^{er} octobre 2010 modifiée portant organisation de la direction des affaires juridiques du CNRS ;

DECIDE

Art. 1er – Objet

En application de la décision n° DEC080040DRH susvisée, la présente décision fixe le calendrier des opérations d'élection des représentants du personnel aux commissions consultatives paritaires (CCP) compétentes à l'égard des agents non titulaires exerçant leurs fonctions au CNRS.

Art. 2 – La liste électorale

2.1 – La liste électorale arrêtée le 15 septembre 2022 par le Président-Directeur général du CNRS est consultable à compter du 15 septembre 2022.

2.2 – La date limite de réclamation sur la liste électorale visée au paragraphe 2.1 ci-dessus est fixée au 6 octobre 2022.

Art. 3 – Les candidatures

La date limite de réception des candidatures est fixée au 20 octobre 2022. Les professions de foi peuvent être adressées au pôle Conseil d'administration, Ressources, Elections (CARE) de la direction des affaires juridiques jusqu'au 21 octobre 2022.

Sauf conditions particulières, la date limite s'entend à 23h59, heure de Paris.

Art. 4 – La période de vote

La période de vote est fixée du 1^{er} décembre 2022 à 9 heures au 8 décembre 2022 à 17 heures, heure de Paris.

Art. 5 – Le dépouillement

La date de dépouillement est fixée au 9 décembre 2022 à 10 heures.

Art. 6 – La publication

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS et consultable au siège du CNRS (DAJ-CARE, 3 rue Michel Ange 75794 Paris cedex 16), ainsi que sur le site internet des élections du CNRS : <https://www.dgdr.cnrs.fr/elections>.

Fait à Paris, le 15 septembre 2022

Antoine PETIT



DEC222282DAJ

Décision fixant les modalités d'organisation de l'élection des représentants du personnel au comité social d'administration (CSA) du CNRS

LE PRESIDENT- DIRECTEUR GENERAL

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 2020-1427 du 20 novembre 2020 relatif aux comités sociaux d'administration dans les administrations et les établissements publics de l'Etat ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination du président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu le décret n° 2011-595 du 26 mai 2011 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du vote électronique par internet pour l'élection des représentants du personnel au sein des instances de représentation du personnel de la fonction publique de l'Etat ;

Vu l'arrêté du 27 mai 2022 instituant un comité social d'administration au ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche et des comités sociaux d'administration d'établissement pour les établissements publics administratifs ;

Vu la décision n° 202073DAJ du 17 décembre 2020 portant modalités d'organisation du vote électronique pour les élections au Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision n°100168DAJ du 1^{er} octobre 2010 modifiée portant organisation de la direction des affaires juridiques du CNRS ;

DECIDE

Art. 1er – Objet

La présente décision définit les modalités du vote et du dépouillement de l'élection des représentants du personnel au comité social d'administration (CSA) du CNRS.

Art. 2 – L'organisation de l'élection

L'organisation et le déroulement de l'élection du CSA du CNRS sont assurés par le pôle Conseil d'administration, Ressources, Elections (CARE) de la direction des affaires juridiques.

Art. 3 – Le Bureau de vote électronique

3.1. Le recours au vote électronique par internet pour l'élection du CSA donne lieu à la constitution d'un bureau de vote électronique (BVE). Il est chargé de veiller au bon fonctionnement et à la surveillance du système de vote électronique.

Ce bureau comprend un président et un secrétaire désignés par le Président-Directeur général du CNRS ainsi que les délégués de liste.

3.2. Les membres du BVE bénéficient d'une formation sur le système de vote électronique qui sera utilisé.

3.3. Système de recours en cas de panne

Chaque système de vote électronique par internet comporte un dispositif de secours offrant les mêmes garanties et les mêmes caractéristiques que le système principal et capable d'en prendre automatiquement le relais en cas de panne n'entraînant pas d'altération des données.

Art. 4 – La liste électorale

Sont inscrits, par l'administration, sur la liste électorale, les personnels remplissant à la date du scrutin, les conditions fixées à l'article 29 du décret n° 2020-1427 susvisé.

A compter de la date fixée au calendrier électoral, la liste électorale est consultable au pôle CARE (DAJ-CARE, 3 rue Michel-Ange 75794 Paris cedex 16) et sur le site internet des élections <https://www.dgdr.cnrs.fr/elections>.

Pendant cette période de consultation, les réclamations sur la liste électorale sont formulées par voie électronique au moyen des formulaires d'inscription ou de réclamation en ligne, qui sont accessibles sur le site internet des élections <https://www.dgdr.cnrs.fr/elections>.

Les réclamations sont portées avant la date limite fixée par le calendrier électoral.

Elles sont soumises pour avis à la commission électorale.

Les décisions de refus de rectification ou d'inscription sont notifiées aux intéressés par le pôle CARE.

Art. 5 – Les candidatures

5.1. Les formulaires pour les listes et les déclarations de candidature mentionnées à l'article 32 du décret n°2020-1427 susvisé, sont accessibles sur le site internet des élections <https://www.dgdr.cnrs.fr/elections>.

5.2. Les listes de candidats et candidates et les déclarations de candidatures sont déposées auprès de la déléguée pour les élections (DAJ-CARE, 3 rue Michel-Ange 75794 Paris cedex 16) ou transmises par courriel (elections@cnrs.fr) au plus tard à la date fixée par le calendrier électoral.

Elles sont soumises pour avis à la commission électorale.

5.3. Une profession de foi peut être fournie. Elle doit être présentée, au format PDF sur une page A4, recto et verso au maximum, en noir et blanc ou couleur. Si elle comporte un lien hypertexte, il doit être inactif. La profession de foi doit porter en en-tête le nom de la liste de candidats et candidates et le scrutin concerné. L'intitulé du fichier contenant la profession de foi doit également mentionner en en-tête le nom de la liste de candidats et candidates et le scrutin concerné.

La profession de foi est transmise par courriel au pôle CARE (elections@cnrs.fr) au plus tard à la date fixée par le calendrier électoral.



Art. 6 – Modalités de vote

Le vote électronique par internet constitue la modalité exclusive d'expression des suffrages régissant l'élection du CSA, dans le respect des principes fondamentaux qui commandent les opérations électorales.

Art. 7 – Le matériel électoral

Chaque électeur et électrice reçoit au moins quinze jours avant le premier jour de scrutin une notice d'information sur le déroulement des opérations électorales et un moyen d'authentification lui permettant de participer au scrutin.

Les électeurs et les électrices ne disposant pas d'un poste informatique sur leur lieu de travail, peuvent se connecter sur un poste dédié mis à disposition par le CNRS.

Un dispositif d'assistance téléphonique chargé de répondre aux questions des électeurs et électrices est disponible pendant la période de vote. Le CNRS chargé de sa mise en place peut faire appel au prestataire.

Art. 8 – Le vote

Chaque électeur ou électrice vote pour une liste entière sur le système de vote électronique mis à sa disposition.

Art. 9 – Le dépouillement

Les opérations de dépouillement sont effectuées publiquement sous le contrôle du BVE qui apprécie la validité des suffrages.

La désignation des candidats élus et des candidates élues est effectuée conformément aux dispositions de l'article 41 du décret n° 2020-1427 susvisé.

Art. 10 – Les résultats et le procès-verbal

A l'issue des opérations de dépouillement la déléguée pour les élections proclame les résultats et rédige un procès-verbal contresigné par les membres du BVE.

Les résultats de l'élection sont publiés sur le site internet des élections <https://www.dgdr.cnrs.fr/elections>.

Les résultats de l'élection sont déposés au pôle CARE où ils peuvent être consultés par toute personne qui en fait la demande par écrit à la déléguée pour les élections.

Art. 11 – Les élections concomitantes

En cas de déroulement concomitant des élections du CSA avec d'autres élections professionnelles, l'organisation et la réalisation des scrutins pourront être exécutés de manière simultanée, notamment en ce qui concerne l'utilisation d'une procédure commune pour le vote et les opérations de dépouillement.



Art. 12 – Contestations

Les contestations relatives à la validité des opérations de dépouillement sont présentées dans un délai de cinq jours francs à compter de la proclamation des résultats devant le Président-Directeur Général du CNRS.

Art. 13 – La publication

La présente décision, qui sera publiée au Bulletin officiel du CNRS, sera également consultable au siège du CNRS (DAJ-CARE - 3 rue Michel-Ange 75794 Paris cedex 16) ainsi que sur le site internet des élections <https://www.dgdr.cnrs.fr/elections>.

Fait à Paris, le 15 septembre 2022

Antoine PETIT



DEC222283DAJ

Décision fixant les modalités d'organisation de l'élection des représentants du personnel aux commissions administratives paritaires (CAP) compétentes à l'égard des personnels du CNRS

LE PRESIDENT- DIRECTEUR GENERAL

Vu le décret n°82-451 du 28 mai 1982 modifié relatif aux commissions administratives paritaires ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination du président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu le décret n° 2011-595 du 26 mai 2011 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du vote électronique par internet pour l'élection des représentants du personnel au sein des instances de représentation du personnel de la fonction publique de l'Etat ;

Vu l'arrêté du 20 avril 2022 instituant des commissions administratives paritaires compétentes à l'égard des personnels du CNRS ;

Vu la décision n° 202073DAJ du 17 décembre 2020 portant modalités d'organisation du vote électronique pour les élections au Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision n°100168DAJ du 1^{er} octobre 2010 modifiée portant organisation de la direction des affaires juridiques du CNRS ;

DECIDE

Art. 1er – Objet

La présente décision définit les modalités du vote et du dépouillement de l'élection des représentants du personnel aux commissions administratives paritaires (CAP) compétentes à l'égard des personnels du CNRS.

Art. 2 – L'organisation de l'élection

L'organisation et le déroulement de l'élection des CAP du CNRS sont assurés par le pôle Conseil d'administration, Ressources, Elections (CARE) de la direction des affaires juridiques.

Art. 3 – Le Bureau de vote électronique

3.1. Le recours au vote électronique par internet pour l'élection des CAP donne lieu à la constitution d'un bureau de vote électronique (BVE). Il est chargé de veiller au bon fonctionnement et à la surveillance du système de vote électronique.

Le bureau comprend un président et un secrétaire désignés par le Président-Directeur général du CNRS ainsi que les délégués de liste.

3.2. Les membres du BVE bénéficient d'une formation sur le système de vote électronique qui sera utilisé.

3.3. Système de recours en cas de panne

Chaque système de vote électronique par internet comporte un dispositif de secours offrant les mêmes garanties et les mêmes caractéristiques que le système principal et capable d'en prendre automatiquement le relais en cas de panne n'entraînant pas d'altération des données.

Art. 4 – La liste électorale

Sont inscrits, par l'administration, sur la liste électorale, les personnels remplissant, à la date du scrutin, les conditions fixées à l'article 12 du décret n°82-451 susvisé.

A compter de la date fixée au calendrier électoral, la liste électorale est consultable au pôle CARE (DAJ-CARE, 3 rue Michel-Ange 75794 Paris cedex 16) et sur le site internet des élections <https://www.dgdr.cnrs.fr/elections>.

Pendant cette période de consultation, les réclamations sur la liste électorale sont formulées par voie électronique au moyen des formulaires d'inscription ou de réclamation en ligne, qui sont accessibles sur le site internet des élections <https://www.dgdr.cnrs.fr/elections>.

Les réclamations sont portées avant la date limite fixée par le calendrier électoral.

Elles sont soumises pour avis à la commission électorale.

Les décisions de refus de rectification ou d'inscription sont notifiées aux intéressés par le pôle CARE.

Art. 5 – Les candidatures

5.1. Les formulaires pour les listes et les déclarations de candidature mentionnées à l'article 15 du décret n°82-451 susvisé, sont accessibles sur le site internet des élections <https://www.dgdr.cnrs.fr/elections>.

5.2. Les listes de candidats et candidates et les déclarations de candidatures sont déposées auprès de la déléguée pour les élections (DAJ-CARE, 3 rue Michel-Ange 75794 Paris cedex 16) ou transmises par courriel (elections@cnrs.fr) au plus tard à la date fixée par le calendrier électoral.

Elles sont soumises pour avis à la commission électorale.

5.3. Une profession de foi peut être fournie. Elle doit être présentée, au format PDF sur une page A4, recto et verso au maximum, en noir et blanc ou couleur. Si elle comporte un lien hypertexte, il doit être inactif. La profession de foi doit porter en en-tête le nom de la liste de candidats et candidates et de la CAP concernée. L'intitulé du fichier contenant la profession de foi doit également mentionner en en-tête le nom de la liste de candidats et candidates et de la CAP concernée.

La profession de foi est transmise par courriel au pôle CARE (elections@cnrs.fr) au plus tard à la date fixée par le calendrier électoral.



Art. 6 – Modalités de vote

Le vote électronique par internet constitue la modalité exclusive d'expression des suffrages régissant l'élection des CAP, dans le respect des principes fondamentaux qui commandent les opérations électorales.

Art. 7 – Le matériel électoral

Chaque électeur et électrice reçoit au moins quinze jours avant le premier jour de scrutin une notice d'information sur le déroulement des opérations électorales et un moyen d'authentification lui permettant de participer au scrutin.

Les électeurs et les électrices ne disposant pas d'un poste informatique sur leur lieu de travail, peuvent se connecter sur un poste dédié mis à disposition par le CNRS.

Un dispositif d'assistance téléphonique chargé de répondre aux questions des électeurs et électrices est disponible pendant la période de vote. Le CNRS chargé de sa mise en place peut faire appel au prestataire.

Art. 8 – Le vote

Chaque électeur ou électrice vote pour une liste entière sur le système de vote électronique mis à sa disposition.

Art. 9 – Le dépouillement

Les opérations de dépouillement sont effectuées publiquement sous le contrôle du BVE qui apprécie la validité des suffrages.

La désignation des candidats élus et des candidates élues est effectuée conformément aux dispositions de l'article 21 du décret n°82-451 susvisé.

Art. 10 – Les résultats et le procès-verbal

A l'issue des opérations de dépouillement la déléguée pour les élections proclame les résultats et rédige un procès-verbal contresigné par les membres du BVE.

Les résultats de l'élection sont publiés sur le site internet des élections <https://www.dgdr.cnrs.fr/elections>.

Les résultats de l'élection sont déposés au pôle CARE où ils peuvent être consultés par toute personne qui en fait la demande par écrit à la déléguée pour les élections.

Art. 11 – Les élections concomitantes

En cas de déroulement concomitant des élections des CAP avec d'autres élections professionnelles, l'organisation et la réalisation des scrutins pourront être exécutés de manière simultanée, notamment en ce qui concerne l'utilisation d'une procédure commune pour le vote et les opérations de dépouillement.



Art 12 – Contestations

Les contestations relatives à la validité des opérations de dépouillement sont présentées dans un délai de cinq jours francs à compter de la proclamation des résultats devant le Président-Directeur Général du CNRS.

Art. 13 – La publication

La présente décision, qui sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS, sera également consultable au siège du CNRS (DAJ-CARE, 3 rue Michel-Ange 75794 Paris cedex 16) ainsi que sur le site internet des élections <https://www.dqdr.cnrs.fr/elections>.

Fait à Paris, le 15 septembre 2022

Antoine PETIT



DEC222284DAJ

Décision fixant les modalités d'organisation de l'élection des représentants du personnel aux commissions consultatives paritaires (CCP) compétentes à l'égard des agents non titulaires exerçant leurs fonctions au CNRS

LE PRESIDENT- DIRECTEUR GENERAL

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination du président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu le décret n° 2011-595 du 26 mai 2011 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du vote électronique par internet pour l'élection des représentants du personnel au sein des instances de représentation du personnel de la fonction publique de l'Etat ;

Vu la décision n°080040DRH modifiée du 22 juillet 2008 instituant des commissions consultatives paritaires compétentes à l'égard des agents non titulaires exerçant leurs fonctions au CNRS ;

Vu la décision n°080041DRH en date du 22 juillet 2008 créant des commissions consultatives paritaires compétentes au CNRS ;

Vu la décision n° 202073DAJ du 17 décembre 2020 portant modalités d'organisation du vote électronique pour les élections au Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision n°100168DAJ du 1^{er} octobre 2010 modifiée portant organisation de la direction des affaires juridiques du CNRS ;

DECIDE

Art. 1er – Objet

La présente décision définit les modalités du vote et du dépouillement de l'élection des représentants du personnel aux commissions consultatives paritaires (CCP) compétentes à l'égard des agents non titulaires exerçant leurs fonctions au CNRS

Art. 2 – L'organisation de l'élection

L'organisation et le déroulement de l'élection des CCP du CNRS sont assurés par le pôle Conseil d'administration, Ressources, Elections (CARE) de la direction des affaires juridiques.

Art. 3 – Le Bureau de vote électronique

3.1. Le recours au vote électronique par internet pour l'élection des CCP donne lieu à la constitution d'un bureau de vote électronique (BVE). Il est chargé de veiller au bon fonctionnement et à la surveillance du système de vote électronique.

Ce bureau comprend un président et un secrétaire désignés par le Président-Directeur général du CNRS ainsi que les délégués de liste.

3.2. Les membres du BVE bénéficient d'une formation sur le système de vote électronique qui sera utilisé.

3.3. Système de recours en cas de panne

Chaque système de vote électronique par internet comporte un dispositif de secours offrant les mêmes garanties et les mêmes caractéristiques que le système principal et capable d'en prendre automatiquement le relais en cas de panne n'entraînant pas d'altération des données.

Art. 4 – La liste électorale

Sont inscrits, par l'administration, sur la liste électorale, les personnels remplissant, à la date du scrutin, les conditions fixées à l'article 9 de la décision n°080040DRH susvisée.

A compter de la date fixée au calendrier électoral, la liste électorale est consultable au pôle CARE (DAJ-CARE, 3 rue Michel-Ange 75794 Paris cedex 16) et sur le site internet des élections <https://www.dgdr.cnrs.fr/elections>.

Pendant cette période de consultation, les réclamations sur la liste électorale sont formulées par voie électronique au moyen des formulaires d'inscription ou de réclamation en ligne, qui sont accessibles sur le site internet des élections <https://www.dgdr.cnrs.fr/elections>.

Les réclamations sont portées avant la date limite fixée par le calendrier électoral.

Elles sont soumises pour avis à la commission électorale.

Les décisions de refus de rectification ou d'inscription sont notifiées aux intéressés par le pôle CARE.

Art. 5 – Les candidatures

5.1. Les formulaires pour les actes de candidature mentionnés à l'article 11 de la décision n° 080040DRH susvisée, sont accessibles sur le site internet des élections <https://www.dgdr.cnrs.fr/elections>.

5.2. Les actes de candidatures sont déposés auprès de la déléguée pour les élections (DAJ-CARE 3 rue Michel-Ange 75794 Paris cedex 16) ou transmises par courriel (elections@cnrs.fr) au plus tard à la date fixée par le calendrier électoral.

Elles sont soumises pour avis à la commission électorale.

5.3. Une profession de foi peut être fournie. Elle doit être présentée, au format PDF sur une page A4, recto et verso au maximum, en noir et blanc ou couleur. Si elle comporte un lien hypertexte, il doit être inactif. La profession de foi doit porter en en-tête le nom de l'organisation syndicale candidate et de la CCP concernée. L'intitulé du fichier contenant la profession de foi doit également mentionner en en-tête le nom de l'organisation syndicale candidate et de la CCP concernée.

La profession de foi est transmise par courriel au pôle CARE (elections@cnrs.fr) au plus tard à la date fixée par le calendrier électoral.



Art. 6 – Modalités de vote

Le vote électronique par internet constitue la modalité exclusive d'expression des suffrages régissant l'élection des CCP, dans le respect des principes fondamentaux qui commandent les opérations électorales.

Art. 7 – Le matériel électoral

Chaque électeur et électrice reçoit au moins quinze jours avant le premier jour de scrutin une notice d'information sur le déroulement des opérations électorales et un moyen d'authentification lui permettant de participer au scrutin.

Les électeurs et les électrices ne disposant pas d'un poste informatique sur leur lieu de travail, peuvent se connecter sur un poste dédié mis à disposition par le CNRS.

Un dispositif d'assistance téléphonique chargé de répondre aux questions des électeurs et électrices est disponible pendant la période de vote. Le CNRS chargé de sa mise en place peut faire appel au prestataire.

Art. 8 – Le vote

L'électeur ou l'électrice vote pour une organisation syndicale candidate sur le système de vote électronique mis à sa disposition.

Art. 9 – Le dépouillement

Les opérations de dépouillement sont effectuées publiquement sous le contrôle du BVE qui apprécie la validité des suffrages.

La désignation des candidats élus et des candidates élues est effectuée conformément aux dispositions de l'article 14 de la décision n°080040DRH susvisée.

Art. 10 – Les résultats et le procès-verbal

A l'issue des opérations de dépouillement la déléguée pour les élections proclame les résultats et rédige un procès-verbal contresigné par les membres du BVE.

Les résultats de l'élection sont publiés sur le site internet des élections <https://www.dgdr.cnrs.fr/elections>.

Les résultats de l'élection sont déposés au pôle CARE où ils peuvent être consultés par toute personne qui en fait la demande par écrit à la déléguée pour les élections.

Art. 11 – Les élections concomitantes

En cas de déroulement concomitant des élections des CCP avec d'autres élections professionnelles, l'organisation et la réalisation des scrutins pourront être exécutés de manière simultanée, notamment en ce qui concerne l'utilisation d'une procédure commune pour le vote et les opérations de dépouillement.



Art 12 – Contestations

Les contestations relatives à la validité des opérations de dépouillement sont présentées dans un délai de cinq jours francs à compter de la proclamation des résultats devant le Président-Directeur Général du CNRS.

Art. 13 – La publication

La présente décision, qui sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS, sera également consultable au siège du CNRS (DAJ-CARE, 3 rue Michel-Ange 75794 Paris cedex 16) ainsi que sur le site internet des élections <https://www.dgdr.cnrs.fr/elections>.

Fait à Paris, le 15 septembre 2022

Antoine PETIT





EXPERTISE

**CHARTRE DE L'EXPERTISE
SCIENTIFIQUE
INSTITUTIONNELLE
AU CNRS - 2022**

La Charte de l'expertise scientifique institutionnelle au CNRS (« La Charte ») s'inscrit dans le cadre de la mission d'expertise du CNRS¹, à laquelle participent les personnels de la recherche². Elle s'impose à l'ensemble des agents du CNRS ainsi qu'à toute personne missionnée par le CNRS pour réaliser une expertise.

L'expertise scientifique institutionnelle au CNRS est collective. Elle regroupe l'ensemble des activités ayant pour objet de répondre à une question par un état des lieux critique des connaissances scientifiques disponibles. Elle vise le partage de connaissances et l'apport d'un éclairage scientifique indépendant en appui à la décision publique et au débat public.

La Charte énonce les principes³ encadrant la réalisation d'une expertise scientifique institutionnelle conduite collectivement par un groupe d'experts, sous la responsabilité du CNRS, sur demande externe ou à son initiative, seul ou conjointement avec ses partenaires.

Le CNRS veille à son application. Il s'assure notamment du respect des principes de compétence, de transparence, de pluralité et d'impartialité pour l'ensemble des projets d'expertise scientifique institutionnelle qu'il pilote.

Chaque expertise scientifique institutionnelle donne lieu à la publication d'un rapport.

-
1. Telle que définie aux termes du décret n°82-993 du 24 novembre 1982 portant organisation et fonctionnement du CNRS.
 2. Sur le fondement de l'article L. 411-1 du code de la recherche.
 3. Ces principes sont inspirés des principes généraux énoncés par la Charte nationale de l'expertise, qui a été rendue publique le 2 mars 2010 par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et qui fait elle-même référence à la Norme AFNOR NF X50-110 : 2003 « Qualité en expertise – Prescriptions générales de compétence pour une expertise ».

ARTICLE 1 ORGANISATION DE L'EXPERTISE SCIENTIFIQUE INSTITUTIONNELLE AU CNRS

La **Mission pour l'expertise scientifique** (« MPES »), au sein de la Direction générale déléguée à la science, propose et met en œuvre la stratégie d'expertise scientifique institutionnelle du CNRS. Elle centralise les demandes d'expertise institutionnelle (demandes externes et auto-saisines) et pilote l'élaboration des réponses qui leur sont apportées. Elle organise et coordonne les travaux d'expertise.

La MPES rédige, pour chaque projet d'expertise, un cahier des charges. Celui-ci précise l'objet et le motif, le calendrier, le budget et les modalités de réalisation de l'expertise, ainsi que les conditions de diffusion du rapport d'expertise. Pour les expertises effectuées à la demande d'un commanditaire, la MPES établit, en outre, une convention qui est passée entre les parties.

La MPES coordonne la communication autour des activités d'expertise scientifique institutionnelle. Elle publie la liste des expertises en cours et les rapports d'expertise. Elle promeut l'activité d'expertise du CNRS, les principes de la Charte et les expertises réalisées.

La MPES rend compte de son activité au Conseil scientifique du CNRS.

Le **Comité d'orientation de l'expertise scientifique** (« Le Comité d'orientation ») conseille la MPES pour l'ensemble de ses activités. Il émet des recommandations sur les étapes-clés

des expertises en cours, notamment le lancement des expertises, la composition des groupes d'experts et la publication des rapports d'expertise.

Le Comité d'orientation est présidé par le Directeur général délégué à la science du CNRS. Il est composé en outre du Directeur de cabinet du Président-directeur général du CNRS (ou son représentant en charge des relations publiques) et de deux personnalités nommées par le Président-directeur général du CNRS. Il peut inviter des personnalités extérieures à participer à ses travaux. Il rend des avis motivés.

La MPES et le Comité d'orientation s'appuient en tant que de besoin sur les instances du Comité national de la recherche scientifique.

Le **Président-directeur général** du CNRS arrête la stratégie d'expertise scientifique institutionnelle du CNRS et prend, sur proposition de la MPES et après avis du Comité d'orientation, les décisions relatives aux expertises, notamment leur lancement, la désignation des expertes et experts, la signature des conventions avec les commanditaires et la publication des rapports d'expertise.

ARTICLE 2 SÉLECTION ET PROTECTION DES EXPERTES ET EXPERTS

La MPES veille à réunir toutes les compétences nécessaires à la réalisation de l'expertise visée. Avec le soutien des instituts du CNRS, elle identifie les expertes et experts sur la base de leurs activités et productions scientifiques en s'assurant de leur compétence au regard du sujet de l'expertise. De façon complémentaire, elle communique en amont au sujet de l'expertise que le CNRS prévoit de lancer et examine de la même manière les propositions des scientifiques se portant volontaires pour y participer.

La participation des expertes et experts est volontaire. Elle est conditionnée à la transmission à titre confidentiel de leur déclaration d'intérêts à la MPES.

La MPES, qui veille à préserver les travaux d'expertise d'influences indues, analyse le contenu des déclarations d'intérêts, en sollicitant si nécessaire le Référent déontologue du CNRS.

La MPES transmet ses recommandations sur la composition du groupe d'experts au Comité d'orientation pour avis.

Une lettre de mission adressée par le Président-directeur général du CNRS aux expertes et experts formalise leur désignation.

Le CNRS prend toute mesure nécessaire et pertinente, y compris auprès des employeurs des expertes et experts, pour préserver l'indépendance, l'impartialité ainsi que la sérénité des travaux des expertes et experts, dans le cadre de leur participation sous sa responsabilité à une expertise scientifique institutionnelle. A cette fin, la composition d'un groupe d'experts n'est rendue publique qu'au terme de l'expertise dont il est chargé.



ARTICLE 3 RAPPORT D'EXPERTISE

Le rapport d'expertise explicite les modalités de constitution du corpus documentaire, puis de sélection des références bibliographiques sur lesquelles s'appuie le travail d'expertise. Il donne la liste exhaustive et détaillée de ces références.

Le rapport d'expertise présente l'état des connaissances disponibles. Il rend compte de l'ensemble des points de vue exprimés dans le corpus sur lequel sont fondés les travaux d'expertise, y compris les points que l'état des connaissances disponibles ne permet pas de trancher. Il peut faire état de divergences exprimées au sein du groupe d'experts et de controverses scientifiques. Il peut suggérer des travaux de recherche sur les questions scientifiques non résolues.

Le rapport est validé collectivement par le groupe d'experts dont il présente la composition.

Le CNRS s'engage à rendre publics et accessibles, dans leur version complète, les rapports qui ont été réalisés sous sa responsabilité, assortis chacun d'une synthèse accessible à un public large. La communication accompagnant la publication des rapports d'expertise peut prendre différentes formes, comme l'organisation d'un colloque de restitution ou d'un débat scientifique.

Le CNRS n'est pas responsable de l'utilisation qui peut être faite du rapport d'expertise.

ARTICLE 4 DISPOSITIONS DIVERSES

La Charte de l'expertise scientifique institutionnelle au CNRS a été adoptée par son Conseil d'administration du 17 juin 2022, après avis du Conseil scientifique. Elle annule et remplace tout document antérieur.

La Charte est publiée au Bulletin Officiel du CNRS. Elle est mise en ligne sur le site internet du CNRS.

La Charte s'impose à l'ensemble des agents du CNRS, ainsi qu'à toute personne missionnée par le CNRS pour réaliser une expertise.

La MPES assure le suivi de l'application de la Charte. Elle recueille et instruit les propositions d'évolution portées à sa connaissance.

Directeur de la publication : Antoine Petit, Président-directeur général du CNRS

Photo de couverture : © Stock.adobe.com

CNRS

3, rue Michel-Ange 75016 Paris

www.cnrs.fr



DEC222162DAJ

Décision portant nomination de Mme Carole Chrétien aux fonctions de directrice déléguée à la formation pour les entreprises (DDFE)

LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

DECIDE :

Article 1^{er}. – A compter du 1^{er} septembre 2022, Mme Carole Chrétien, directrice des relations avec les entreprises, est nommée directrice déléguée à la formation pour les entreprises (DDFE), en remplacement de Mme Edith Wilmart, appelée à d'autres fonctions.

Article 2. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 13 septembre 2022

Le président-directeur général

Antoine Petit



DEC222192DAJ

Décision portant fin de fonctions et nomination de M. Christophe Giraud aux fonctions de chargé de mission

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Sur proposition du directeur général délégué aux ressources,

DECIDE :

Article 1^{er}. – A compter du 1^{er} octobre 2022, il est mis fin aux fonctions de M. Christophe Giraud, délégué régional de la circonscription Occitanie Ouest (DR14).

Article 2. – A compter de cette même date et jusqu'au 16 novembre 2022, M. Christophe Giraud est nommé aux fonctions de chargé de mission à temps plein, auprès du directeur général délégué aux ressources pour établir les recommandations pour le déploiement du plan de sobriété et plus largement du plan de transition de l'établissement, à l'échelle d'une délégation régionale.

Article 3. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 29 septembre 2022

Le président-directeur général

Antoine Petit



DEC222174DCIF

Décision portant nomination de Madame Ladan MOJAVERIAN aux fonctions de responsable adjointe du Service de la recette et du recouvrement (S2R) de la Direction des comptes et de l'information financière (DCIF) du CNRS

LA DIRECTRICE DES COMPTES ET DE L'INFORMATION FINANCIERE

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié, portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS)

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée, portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS

Vu la décision DEC213515DAJ du 3 novembre 2021 portant organisation de la Direction des comptes et de l'information financière

Vu la décision DEC221742DAJ du 24 juin 2022 portant fin de fonctions et nomination de Madame Ghislaine BALA aux fonctions de Directrice des comptes et de l'information financière (DCIF)

Vu, l'arrêté du 21 septembre 2021 maintenant Monsieur Jean-Christophe ROZIES, inspecteur divisionnaire des finances publiques, auprès du CNRS sur les fonctions de responsable du service de la recette et du recouvrement (S2R) au sein de la Direction des comptes et de l'information financière (DCIF)

DECIDE

Article 1^{er}

A compter du 1^{er} septembre 2022, Madame Ladan MOJAVERIAN, ingénieure d'étude, est nommée aux fonctions de responsable adjointe du Service de la recette et du recouvrement (S2R) de la DCIF.

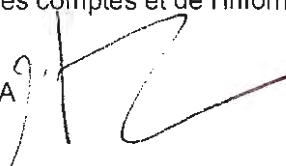
Article 2

La présente décision est publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Paris, le 31 août 2022

La Directrice des comptes et de l'information financière

Ghislaine BALA



DEC211699INSMI

Décision portant nomination de M. Frédéric Hélein aux fonctions de chargé de mission institut (CMI)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Sur proposition du directeur de l'Institut National des Sciences Mathématiques et de leurs interactions ;

DECIDE :**Article 1^{er}**

M. Frédéric Hélein, Professeur des universités, est nommé chargé de mission institut (CMI) auprès de l'Institut National des Sciences Mathématiques et de leurs Interactions à compter du 1^{er} mai 2021 au 31 mai 2022 pour 20 % de son temps de travail.

Sa mission a pour objet le suivi de l'information scientifique et technique

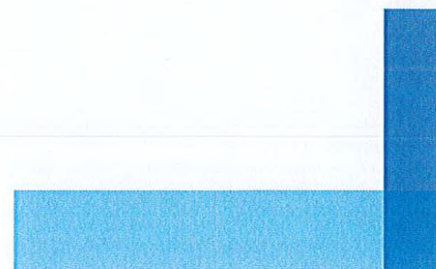
Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 23/04/21

Pour le président-directeur général
et par délégation
Le Directeur Général Délégué à la Science

Alain Schuhl



DEC211699INSMI

Décision portant nomination de M. Frédéric Hélein aux fonctions de chargé de mission institut (CMI)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Sur proposition du directeur de l'Institut National des Sciences Mathématiques et de leurs interactions ;

DECIDE :**Article 1^{er}**

M. Frédéric Hélein, Professeur des universités, est nommé chargé de mission institut (CMI) auprès de l'Institut National des Sciences Mathématiques et de leurs Interactions à compter du 1^{er} mai 2021 au 31 mai 2022 pour 20 % de son temps de travail.

Sa mission a pour objet le suivi de l'information scientifique et technique

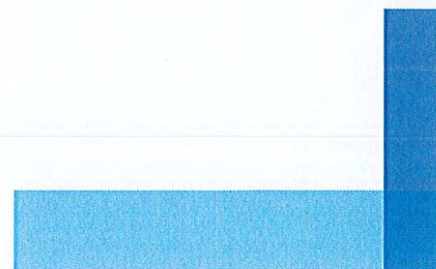
Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 23/04/21

Pour le président-directeur général
et par délégation
Le Directeur Général Délégué à la Science

Alain Schuhl



DEC221608INSMI

Décision portant renouvellement de Frédéric Hélein en qualité de chargé de mission institut (CMI)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine PETIT aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique.

Sur proposition du directeur de l'Institut National des Sciences Mathématiques et de leurs Interactions;

DECIDE :**Article 1^{er}**

M. Frédéric Hélein, Professeur des universités est nommé chargé de mission institut (CMI) auprès de l'Institut National des Sciences Mathématiques et de leurs Interactions, du 1^{er} juin 2022 au 31 mai 2023 pour 20 % de son temps de travail.

Sa mission a pour objet le suivi de l'information scientifique et technique.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 13 mai 2022

Pour le président-directeur général
et par délégation
Le Directeur Général Délégué à la Science
Alain Schuhl



DEC220450INSMI

Décision portant nomination de M. Gabriel Peyré en qualité de chargé de mission institut (CMI)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine PETIT aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique.

Sur proposition du directeur de l'Institut National des Sciences Mathématiques et de leurs Interactions;

DECIDE :**Article 1^{er}**

M. Gabriel Peyré, Directeur de recherche est nommé chargé de mission institut (CMI) auprès de l'Institut National des Sciences Mathématiques et de leurs Interactions, du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2022 pour 20 % de son temps de travail.

Sa mission a pour objet l'Intelligence artificielle.

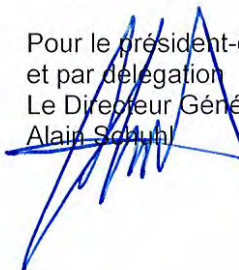
Pour l'exercice de cette mission, M. Gabriel Peyré demeure affecté au Département de Mathématiques et applications de l'ENS - UMR8053 (DR 2).

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 4 mars 2023

Pour le président-directeur général
et par délégation
Le Directeur Général Délégué à la Science
Alain Schuhl



DEC221882INS2I

Décision portant cessation de fonctions de M. Marc BABOULIN, directeur de l'unité UAR3441 intitulée Maison de la Simulation (MdS)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC213771DGDS portant nomination de M. Marc BABOULIN aux fonctions de directeur de l'unité UAR3441 intitulée Maison de la Simulation (MdS) ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Il est mis fin aux fonctions de M. Marc BABOULIN, directeur de l'unité UAR3441 intitulée Maison de la Simulation (MdS), à compter du 1^{er} septembre 2022.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 25 juillet 2022

Le Président-directeur général
Antoine Petit



DEC221928INEE

Décision portant maintien de M. Benoit Foret aux fonctions de directeur par intérim de l'unité d'appui et de recherche n°3461 intitulée « Institut photonique d'analyse non-destructive européen des matériaux anciens (IPANEMA) »

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS

Vu la décision DEC191246DGDS en date du 19 décembre 2019 portant renouvellement de l'unité de service et de recherche n°3461 intitulée « Institut photonique d'analyse non-destructive européen des matériaux anciens (IPANEMA) » et nommant M. Victor Etgens directeur de cette unité ;

Vu la décision DEC213643INEE en date du 15 décembre 2021 portant cessation de fonctions et nomination de M. Benoit Foret aux fonctions de directeur par intérim de l'unité de service et de recherche susvisée ;

DECIDE :

Article 1^{er}

A compter du 1^{er} juillet 2022, M. Benoit Foret, délégué régional Ile-de-France Gif-sur-Yvette, est maintenu dans ses fonctions de directeur par intérim de l'unité d'appui et de recherche susvisée, jusqu'au 30 novembre 2022.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

Le président - directeur
général
Antoine Petit



DEC221931INS2I

Décision portant nomination de M. Pascal TREMBLIN aux fonctions de directeur par intérim de l'unité d'appui et de recherche UAR3441 intitulée Maison de la Simulation (MdIS)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

Vu la décision DEC213771DGDS du 20 décembre 2021 portant renouvellement de l'unité d'appui et de recherche UAR3441 intitulée Maison de la Simulation (MdIS) et nommant M. Marc BABOULIN aux fonctions de directeur de cette unité ;

DECIDE :

Article 1^{er}

A compter du 1^{er} septembre 2022 jusqu'au 31 mars 2023, M. Pascal TREMBLIN, chercheur au CEA, est nommé directeur par intérim de l'unité d'appui et de recherche susvisée.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 25 juillet 2022

Le président - directeur général
Antoine Petit



DEC222059DR04

Décision portant nomination de Mme Sylvie GREGOIRE-FERRET aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité UMR9198 intitulée Institut de biologie intégrative de la cellule

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC201577INSB du 22 septembre 2020 nommant Monsieur Frédéric BOCCARD, directeur de l'unité UMR9198 ;

Considérant que Mme Sylvie GREGOIRE-FERRET a suivi la formation initiale d'assistante de prévention organisée par le CNRS les 13, 14 et 15 octobre et les 24, 25 et 26 octobre 2014.

DECIDE :

Article 1^{er} : Mme Sylvie GREGOIRE-FERRET, IR2, est nommée aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité UMR9198 intitulée Institut de biologie intégrative de la cellule, à compter du 01/06/2022.

Mme Sylvie GREGOIRE-FERRET exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistante de prévention, Mme Sylvie GREGOIRE-FERRET est placée sous l'autorité du directeur d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à GIF-SUR-YVETTE CEDEX, le

Le directeur de l'unité

Visa du délégué régional du CNRS
Benoît FORÉT



DEC222060DR04

Décision portant nomination de M. Christophe MILLIEN, aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UMR9198 intitulée Institut de biologie intégrative de la cellule

LE PRÉSIDENT - DIRECTEUR GÉNÉRAL,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 modifiée pour la confiance dans l'économie numérique ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine PETIT aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC111261DAJ du 12 septembre 2011 portant organisation de la sécurité des systèmes d'information du CNRS ;

Vu la décision DEC191237DGDS du 19 décembre 2019 approuvant le renouvellement de l'unité UMR9198, intitulée Institut de biologie intégrative de la cellule ;

Vu la décision DEC201577INSB du 22 septembre 2020 nommant M. Frédéric BOCCARD directeur de l'unité ;

Vu l'avis du responsable de la sécurité des systèmes d'information de la délégation régionale Ile-de-France Gif-sur-Yvette ;

DÉCIDE :

Article 1^{er}

M. Christophe MILLIEN, IR2, est nommé chargé de sécurité des systèmes d'information de l'unité UMR9198 à compter du 1^{er} septembre 2022, en remplacement de M. Arnaud MARTEL.

Article 2

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 28 juillet 2022

Pour le président - directeur général et
par délégation,
Le directeur d'unité
Frédéric BOCCARD



DEC222061DR04

Décision portant nomination de M. Jean-Pierre SCARPELLI, aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information adjoint (CSSIA) de l'unité UMR9198 intitulée Institut de biologie intégrative de la cellule

LE PRÉSIDENT - DIRECTEUR GÉNÉRAL,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 modifiée pour la confiance dans l'économie numérique ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine PETIT aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC111261DAJ du 12 septembre 2011 portant organisation de la sécurité des systèmes d'information du CNRS ;

Vu la décision DEC191237DGDS du 19 décembre 2020 approuvant le renouvellement de l'unité UMR9198, intitulée Institut de biologie intégrative de la cellule ;

Vu la décision DEC201577INSB du 22 septembre 2020 nommant M. Frédéric BOCCARD directeur de l'unité ;

Vu l'avis du responsable de la sécurité des systèmes d'information de la délégation régionale Ile-de-France Gif-sur-Yvette ;

DÉCIDE :

Article 1^{er}

M. Jean-Pierre SCARPELLI, IEHC, est nommé chargé de sécurité des systèmes d'information adjoint de l'unité UMR9198 à compter du 1^{er} septembre 2022.

Article 2

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 28 juillet 2022

Pour le président - directeur général et
par délégation,
Le directeur d'unité
Frédéric BOCCARD



DEC222104INSU

Décision portant maintien de M. Michel RAMONET aux fonctions de directeur par intérim de l'unité d'appui et de recherche « OVSQ » [UAR3342] intitulée « Observatoire des sciences de l'univers de l'UVSQ ».

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

Vu la décision DEC191244DGDS du 19 décembre 2019 portant renouvellement de l'unité mixte de service n°3342 intitulée « Observatoire des Sciences de l'Univers de l'UVSQ » (OVSQ) ;

Vu la décision DEC213834INSU du 17 décembre 2021 portant prolongation de nomination de Michel RAMONET aux fonctions de directeur par intérim de l'unité mixte de service n°3342 intitulée « Observatoire des Sciences de l'Univers de l'UVSQ » (OVSQ) ;

Vu la décision DEC213795DGDS du 20 décembre 2021 portant modification de typologie et recodification d'Unités mixtes de service (UMS) en Unités d'appui et de recherche (UAR) ;

Vu l'accord du partenaire ;


DECIDE :**Article 1^{er}**

A compter du 1^{er} septembre 2022, M. Michel RAMONET, Chargé de Recherches au CNRS, est maintenu dans ses fonction de directeur par intérim de l'OVSQ UAR3342 jusqu'au 31 décembre 2022.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 14/09/2022



Le président - directeur général
Antoine Petit

DEC221454DR04

Décision portant fin de fonction de M. Chi Thanh NGUYEN aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'unité UMR9024 intitulée Laboratoire lumière-matière aux Interfaces

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC213767DGDS du 20 décembre 2021 nommant Monsieur Fabien BRETENAKER, directeur de l'unité UMR9024 ;

Vu la décision DEC090038DR03 en date du 14/05/2009 nommant M. Chi Thanh NGUYEN, aux fonctions d'assistant de prévention à compter du 01/04/2009 ;

Considérant que M. Chi Thanh NGUYEN a suivi la formation initiale d'assistant de prévention organisée par le CNRS du 3 au 5 mars 2009, et du 30 mars au 1^{er} avril 2009 ;

DECIDE :

Article 1^{er} : Il est mis fin aux fonctions d'assistant de prévention exercées par M. Chi Thanh NGUYEN, au sein de l'unité UMR9024 intitulée Laboratoire lumière-matière aux Interfaces, à compter du 01/04/2022.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 13 mai 2022

Le délégué régional du CNRS
Benoît FORÊT



DEC221434DR04

Décision portant désignation de M. Gaël MONVOISIN aux fonctions de conseiller en radioprotection au sein de l'unité UMR8148 intitulée Géosciences Paris-Saclay

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n°82-453 modifié du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu les articles R. 4451-111 à 126 du code du travail ;

Vu les articles R. 1333-18 à 20 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2019 relatif aux modalités de formation de la personne compétente en radioprotection et de certification des organismes de formation et des organismes compétents en radioprotection ;

Vu l'instruction n°122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC191237DGDS du 19 décembre 2019 nommant M. Christophe COLIN, directeur de l'unité UMR8148 ;

Vu le certificat de formation de personne compétente en radioprotection niveau 2 dans le secteur industrie, option détention ou gestion de sources radioactives scellées, d'appareils électriques émettant des rayons X et d'accélérateurs de particules, délivré à M. Gaël MONVOISIN le 12/10/2018 par SGS ;

DECIDE :

Article 1er : Désignation

M. Gaël MONVOISIN, IR2, est désigné conseiller en radioprotection au sein de l'unité UMR8148 intitulée Géosciences Paris-Saclay, à compter du 12/10/2018 jusqu'au 05/12/2023.

Article 2 : Missions¹

M. Gaël MONVOISIN exerce les missions prévues aux articles R. 4451-122 à 124 du code du travail.

Il exerce également les missions prévues à l'article R1333-19 du code de la santé publique.

Article 3 : Publication

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Orsay, le

Le directeur d'unité
Christophe COLIN

Visa du délégué régional du CNRS
Benoît FORÊT

¹ [Le/la Directeur(trice) d'Unité consigne par écrit les modalités d'exercice des missions du/de la Conseiller(ère) en radioprotection. Il/Elle précise le temps alloué et les moyens mis à disposition, en particulier ceux de nature à garantir la confidentialité des données relatives à la surveillance de l'exposition des travailleurs.

Dans le cas où l'unité dispose d'un service de radioprotection, indiquer les relations du/de la CRP avec ce service. Si plusieurs CRP sont désigné(e)s, l'étendue de leurs missions respectives est à préciser]

DEC221433DR04

Décision portant désignation de M. Serge MISKA aux fonctions de conseiller en radioprotection au sein de l'unité UMR8148 intitulée Géosciences Paris-Saclay

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n°82-453 modifié du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu les articles R. 4451-111 à 126 du code du travail ;

Vu les articles R. 1333-18 à 20 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2019 relatif aux modalités de formation de la personne compétente en radioprotection et de certification des organismes de formation et des organismes compétents en radioprotection ;

Vu l'instruction n°122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC191237DGDS du 19 décembre 2019 nommant M. Christophe COLIN, directeur de l'unité UMR8148 ;

Vu le certificat de formation de personne compétente en radioprotection niveau 2 dans le secteur industrie, option détention ou gestion de sources radioactives scellées, d'appareils électriques émettant des rayons X et d'accélérateurs de particules, délivré à M. Serge MISKA le 12/10/2018 par SGS ;

DECIDE :

Article 1er : Désignation

M. Serge MISKA, AI, est désigné conseiller en radioprotection au sein de l'unité UMR8148 intitulée Géosciences Paris-Saclay, à compter du 12/10/2018 jusqu'au 05/12/2023.

Article 2 : Missions¹

M. Serge MISKA exerce les missions prévues aux articles R. 4451-122 à 124 du code du travail.

Il exerce également les missions prévues à l'article R1333-19 du code de la santé publique.

Article 3 : Publication

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Orsay, le

Le directeur d'unité
Christophe COLIN

Visa du délégué régional du CNRS
Benoît FORÊT

¹ [Le/la Directeur(trice) d'Unité consigne par écrit les modalités d'exercice des missions du/de la Conseiller(ère) en radioprotection. Il/Elle précise le temps alloué et les moyens mis à disposition, en particulier ceux de nature à garantir la confidentialité des données relatives à la surveillance de l'exposition des travailleurs.

Dans le cas où l'unité dispose d'un service de radioprotection, indiquer les relations du/de la CRP avec ce service. Si plusieurs CRP sont désigné(e)s, l'étendue de leurs missions respectives est à préciser]

DEC221415DR04

Décision portant désignation de Mme Claire BOUKARI aux fonctions de conseillère en radioprotection au sein de l'unité UMR8148 intitulée Géosciences Paris-Saclay

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n°82-453 modifié du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu les articles R. 4451-111 à 126 du code du travail ;

Vu les articles R. 1333-18 à 20 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2019 relatif aux modalités de formation de la personne compétente en radioprotection et de certification des organismes de formation et des organismes compétents en radioprotection ;

Vu l'instruction n°122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC191237DGDS du 19 décembre 2019 nommant M. Christophe COLIN, directeur de l'unité UMR8148 ;

Vu le certificat de formation de personne compétente en radioprotection niveau 2 dans le secteur industrie, option sources non scellées (incluant les sources nécessaires à leurs vérifications et contrôles), délivré à Mme Claire BOUKARI le 05/11/2021 par CERAP ;

DECIDE :

Article 1er : Désignation

Mme Claire BOUKARI, IECN, est désignée conseillère en radioprotection au sein de l'unité UMR8148 intitulée Géosciences Paris-Saclay, à compter du 05/11/2021 jusqu'au 24/11/2026.

Article 2 : Missions¹

Mme Claire BOUKARI exerce les missions prévues aux articles R. 4451-122 à 124 du code du travail. Elle exerce également les missions prévues à l'article R1333-19 du code de la santé publique.

Article 3 : Publication

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Orsay, le

Le directeur d'unité
Christophe COLIN

Visa du délégué régional du CNRS
Benoît FORÊT

¹ [Le/la Directeur(trice) d'Unité consigne par écrit les modalités d'exercice des missions du/de la Conseiller(ère) en radioprotection. Il/Elle précise le temps alloué et les moyens mis à disposition, en particulier ceux de nature à garantir la confidentialité des données relatives à la surveillance de l'exposition des travailleurs.

Dans le cas où l'unité dispose d'un service de radioprotection, indiquer les relations du/de la CRP avec ce service. Si plusieurs CRP sont désigné(e)s, l'étendue de leurs missions respectives est à préciser]

DEC221180DR04

Décision portant nomination de M. Jérôme NANNI aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'unité UMR7638 intitulée Laboratoire Leprince Ringuet

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC191237DGDS du 19 décembre 2019 nommant M. Yves SIROIS, directeur de l'unité UMR7638 ;

Considérant que M. Jérôme NANNI a suivi la formation initiale d'assistant de prévention organisée par l'Ecole Polytechnique les 23/24/25 novembre 2021 et 11/12/13 janvier 2022.

DECIDE :

Article 1^{er} : M. Jérôme NANNI, IR2, est nommé aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'unité UMR7638 intitulée Laboratoire Leprince Ringuet, à compter du 01/02/2022.

M. Jérôme NANNI exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n° 82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistant de prévention, M. Jérôme NANNI, est placé sous l'autorité du directeur d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Palaiseau, le

Le directeur de l'unité
Yves SIROIS

Visa du délégué régional du CNRS
Benoît FORÉT



DEC222213DR04

Décision portant nomination de M. Clément COURVOISIER aux fonctions de secrétaire général par intérim de la délégation Ile-de-France Gif-sur-Yvette

LE PRÉSIDENT - DIRECTEUR GÉNÉRAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC220187DAJ du 10 février 2022 donnant délégation de signature à M. Benoît FORÊT, délégué régional pour la circonscription Ile-de-France Gif-sur-Yvette notamment en matière d'organisation et de fonctionnement des services ;

DÉCIDE :

Article 1^{er}

M. Clément COURVOISIER, IR2, est nommé, à compter du 1^{er} septembre 2022, secrétaire général par intérim de la délégation Ile-de-France Gif-sur-Yvette.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 1^{er} septembre 2022

Pour le président - directeur général et par délégation,
Le délégué régional
Benoît FORÊT



DEC222212DR04

Décision portant nomination de Mme Jehanne MARCHAUT aux fonctions de responsable du service de médecine de prévention de la délégation Ile-de-France Gif-sur-Yvette

LE PRÉSIDENT - DIRECTEUR GÉNÉRAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC220187DAJ du 10 février 2022 donnant délégation de signature à M. Benoît FORÊT, délégué régional pour la circonscription Ile-de-France Gif-sur-Yvette notamment en matière d'organisation et de fonctionnement des services ;

DÉCIDE :

Article 1^{er}

Mme Jehanne MARCHAUT, médecin du travail et animatrice régionale, est nommée, à compter du 1^{er} septembre 2022, responsable du service de médecine de prévention de la délégation Ile-de-France Gif-sur-Yvette en remplacement de M. Léonid ROGALEV.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 1er septembre 2022

Pour le président - directeur général et par délégation,
Le délégué régional
Benoît FORÊT



DEC221524INSHS

Décision portant cessation de fonctions de Mme Anne Yvonne Guillou et de M. Pierre-Marie Blanc, respectivement directrice et directeur adjoint, et nomination de Mme Catherine Larroche-Pascal, directrice par intérim de l'unité d'appui et de recherche n° 3225 intitulée MSH Mondes

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS

Vu la décision DEC191246DGDS en date du 19 décembre 2019 portant renouvellement de l'unité de service et de recherche n° 3225 intitulée MSH Monde ;

Vu la décision DEC202111INSHS en date du 7 janvier 2021 portant nomination de Mme Anne Yvonne Guillou et M. Pierre-Marie Blanc respectivement aux fonctions de directrice et directeur adjoint de l'unité de service et de recherche n° 3225 intitulée MSH Mondes ;

Vu la décision DEC214035DGDS en date du 20 décembre 2021 portant modification de typologie et recodification d'unités de service et de recherche (USR) en unités d'appui et de recherche (UAR) ;

Vu l'accord des partenaires tutelles principales ;

DECIDE :

Article 1^{er}

I. Il est mis fin aux fonctions de Mme Anne Yvonne Guillou et de M. Pierre-Marie Blanc, respectivement directrice et directeur adjoint de l'unité d'appui et de recherche susvisée, démissionnaires, à compter du 1^{er} mai 2022.


II. À compter de cette même date, Mme Catherine Larroche-Pascal, Ingénieure de recherche hors classe au CNRS, est nommée directrice par intérim de l'unité d'appui et de recherche susvisée jusqu'au 31 octobre 2022.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le **16 JUIN 2022**

Le président - directeur général
Antoine Petit



DEC221878INS2I

Décision portant cessation de fonctions de Mme Elena Veronica BELMEGA, directrice adjointe de l'unité UMR8051 intitulée Equipes Traitement de l'Information et Systèmes (ETIS)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC201600INS2I. portant nomination de Mme Elena Veronica BELMEGA directrice adjointe de l'unité UMR8051 intitulée Equipes Traitement de l'Information et Systèmes (ETIS) ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Il est mis fin aux fonctions de Mme Elena Veronica BELMEGA, directrice adjointe de l'unité UMR8051 intitulée Equipes Traitement de l'Information et Systèmes (ETIS), à compter du 1^{er} mai 2022.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 25 juillet 2022

Le Président-directeur général
Antoine Petit



DEC221934INS2I

Décision portant nomination de Mme Lola CANAMERO, directrice adjointe par intérim de l'unité mixte de recherche UMR8051 intitulée Equipes Traitement de l'Information et Systèmes (ETIS)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS

Vu la décision DEC191237DGDS en date du 19 décembre 2019 portant renouvellement de l'unité mixte de recherche n 8051 intitulée Equipes Traitement de l'Information et Systèmes (ETIS) et nommant M. Olivier ROMAIN, directeur de cette unité ;

Vu la décision DEC221878INS2I en date du 25 juillet 2022 portant cessation de fonctions de Mme Elena Veronica BELMEGA, directrice adjointe de l'unité mixte de recherche n 8051 intitulée Equipes Traitement de l'Information et Systèmes (ETIS) ;

Vu l'accord des tutelles principales ;

DECIDE :

Article 1^{er}


A compter du 11 juillet 2022, Mme Lola CANAMERO, professeure des universités à CY CERGY PARIS UNIVERSITE, est nommée directrice adjointe par intérim de l'unité mixte de recherche susvisée jusqu'au 31 décembre 2022.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 5/09/2022

Le président - directeur général
Antoine Petit



DEC222053INSHS

Décision portant cessation de fonctions et nomination de Mme Sandra Aube-Lorain, directrice par intérim de l'unité d'appui et de recherche UAR2999 intitulée Unité support aux Etudes Aréales.

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

Vu la décision DEC181910DGDS en date du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'unité propre de service n°2999 intitulée Unité support Etudes Asiatiques et nommant Mme Aurélie Varrel aux fonctions de directrice de cette unité ;

Vu la décision DEC202354DGDS en date du 18 décembre 2020 portant modification de typologie et recodification de certaines Unités propres de service (UPS) en Unités d'appui et de recherche (UAR) ;

Vu la décision DEC213071INSHS en date du 2 novembre 2021 portant changement d'intitulé de l'unité d'appui à la recherche n°2999 intitulée « Unité support Etudes asiatiques » ;

DECIDE :

Article 1^{er}

I. Il est mis fin aux fonctions de Mme Aurélie Varrel, directrice de l'unité d'appui et de recherche susvisée, appelée à d'autres fonctions, à compter du 1^{er} septembre 2022.

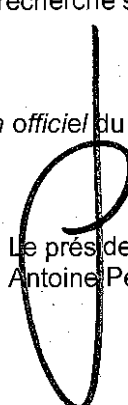
II. A compter de cette même date, Mme Sandra Aube-Lorain, chargée de recherche au CNRS, est nommée directrice par intérim de l'unité d'appui et de recherche susvisée jusqu'au 31 décembre 2022.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

- 9 SEP. 2022



Le président - directeur général
Antoine Petit

DEC222089PDT

Décision portant nomination de Mme Cécile MICHEL aux fonctions de chargée de mission

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Mme Cécile MICHEL, Directrice de recherche de classe exceptionnelle, est nommée chargée de mission auprès du Président-directeur général pour la Mission à l'intégrité scientifique du 01/01/2023 au 31/12/2024.

Sa mission a pour objet de traiter spécifiquement des allégations au sein de la Mission à l'intégrité scientifique.

Pour l'exercice de cette mission, Mme Cécile MICHEL demeure affectée à l'UMR7041.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 22 août 2022

Le Président-directeur général
Antoine Petit



DEC221957DR06

Décision portant fin de fonction de M. Thomas Decarpenterie aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'unité UMR7331 intitulée Groupe de Spectrométrie Moléculaire et Atmosphérique.

LA DIRECTRICE,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC171276DGDS en date du 21 décembre 20178 nommant Mme Maud Rotger, directrice de l'unité UMR7331.

Vu la décision DEC133452DR06 en date du 18 décembre 2013 nommant M. Thomas Decarpenterie aux fonctions d'assistant de prévention à compter du 10 juillet 2013 ;

DECIDE :

Article 1^{er} : Il est mis fin aux fonctions d'assistant de prévention exercées par M. Thomas Decarpenterie, au sein de l'unité UMR7331, intitulée Groupe de Spectrométrie Moléculaire et Atmosphérique, à compter du 22 juin 2022.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Reims, le 22 juin 2022

La directrice de l'unité

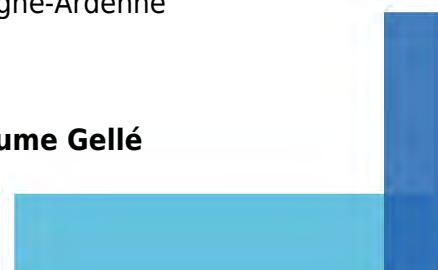
Maud Rotger

Visa de la déléguée régionale du CNRS

Edwige Helmer-Laurent

Visa du Président de l'Université de Reims
Champagne-Ardenne

Guillaume Gellé



DEC221394DR06

Décision portant nomination de Mme Marie Angot aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité UMR7331 intitulée Groupe de Spectrométrie Moléculaire et Atmosphérique**LA DIRECTRICE,**

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC171276DGDS en date du 21 décembre 2017 portant renouvellement de l'UMR7331 GSMA dont la directrice est Maud ROTGER ;

Vu l'avis du conseil de l'unité en date du 23 mai 2022 ;

Considérant que Mme Marie Angot a suivi la formation initiale d'assistant de prévention organisée par le CNRS et l'université de Lorraine les 2-3-4 février, 3-4-31 mars et 1^{er} avril 2022 à Nancy ;

DECIDE :

Article 1^{er} : Mme Marie Angot, Technicienne CNRS, est nommée aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité UMR7331 intitulée Groupe de Spectrométrie Moléculaire et Atmosphérique à compter du 1^{er} juin 2022.

Mme Marie Angot exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistante de prévention, Mme Marie Angot est placée sous l'autorité de la directrice d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Besançon, le 1^{er} juin 2022

La directrice de l'unité

Maud Rotger

Visa de la déléguée régionale du CNRS

Edwige Helmer-Laurent

Visa du Président de l'Université de Reims
Champagne-Ardenne

Guillaume Gellé

DEC222365PDT

Décision portant nomination de Mme Irène TILL-BOTTRAUD aux fonctions de chargée de mission

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de Monsieur Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Mme Irène TILL-BOTTRAUD, Directrice de recherche de classe exceptionnelle, est nommée Chargée de mission auprès du Président-directeur général pour la Mission à l'intégrité scientifique du CNRS du 01/10/2022 au 31/12/2024.

Sa mission a pour objet de traiter spécifiquement des allégations au sein de la Mission à l'intégrité scientifique du CNRS (MIS).

Pour l'exercice de cette mission, Mme Irène TILL-BOTTRAUD demeure affectée à l'UMR6042 (GEOLAB).

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 13 septembre 2022

Le Président-directeur général
Antoine Petit



DEC213870DR07

Décision portant désignation de M. Alain BERNET aux fonctions de conseiller en radioprotection au sein de l'UMR5138 intitulée « Archéologie et Archéométrie ».

LA DIRECTRICE,

Vu le décret n°82-453 modifié du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu les articles R. 4451-111 à 126 du code du travail ;

Vu les articles R. 1333-18 à 20 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 6 décembre 2013 relatif aux modalités de formation de la personne compétente en radioprotection et de certification des organismes de formation ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2019 relatif aux modalités de formation de la personne compétente en radioprotection et de certification des organismes de formation et des organismes compétents en radioprotection ;

Vu l'instruction n°122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC201509DGDS en date du 01/01/2021 nommant Mme Cécile BATIGNE-VALLET, directrice de l'UMR5138 ;

Vu le certificat de formation de personne compétente en radioprotection niveau 2 dans le secteur industrie option « *sources radioactives scellées, générateurs électriques de rayons X et accélérateurs de particules* » délivré à M. Alain BERNET le 17/01/2022 par Apave Centre de formation de Lyon ;

Vu l'avis du conseil de laboratoire [ou remplacer par l'instance qui en tient lieu (assemblée générale ou autre)] en date du __ / __ / __ ;

DECIDE :



Article 1er : Désignation

M. Alain BERNET, technicien, est désigné conseiller en radioprotection au sein de l'UMR5138 intitulée « Archéologie et Archéométrie », à compter du 01 / 01 / 2022 [indiquer la date de signature de la présente décision de désignation] jusqu'au 18/03/2025.



Article 2 : Missions¹

M. Alain BERNET exerce les missions prévues aux articles R. 4451- 122 à 124 du code du travail.
Il exerce également les missions prévues à l'article R1333-19 du code de la santé publique.

Article 3 : Publication

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

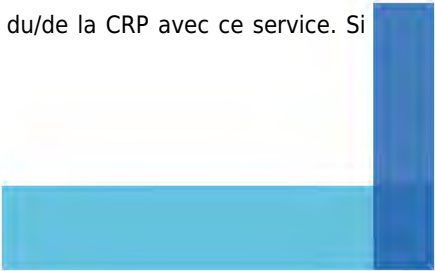
Fait à Lyon, le 15/06/2022

La directrice d'unité
Cécile BATIGNE-VALLET

Visa du délégué régional du CNRS
Laurent BARBIERI

Visa de la présidente de l'Université Lumière Lyon 2
Nathalie DOMPNIER

¹ [Le/la Directeur(trice) d'Unité consigne par écrit les modalités d'exercice des missions du/de la Conseiller(ère) en radioprotection. Il/Elle précise le temps alloué et les moyens mis à disposition, en particulier ceux de nature à garantir la confidentialité des données relatives à la surveillance de l'exposition des travailleurs.
Dans le cas où l'unité dispose d'un service de radioprotection, indiquer les relations du/de la CRP avec ce service. Si plusieurs CRP sont désigné(e)s, l'étendue de leurs missions respectives est à préciser]





DEC222051INSU

Décision portant cessation de fonctions et nomination de Monsieur Franck DONNADIEU aux fonctions de directeur adjoint par intérim de l'unité mixte de recherche n°6524 intitulée « Laboratoire magmas et volcans » (LMV).

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de Monsieur Antoine PETIT aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

Vu la décision DEC201509DGDS en date du 18 décembre 2020 portant renouvellement de l'unité mixte de recherche n°6524 intitulée « Laboratoire magmas et volcans » et nommant Monsieur Didier LAPORTE directeur de cette unité ;

Vu l'accord des tutelles principales ;

Vu l'avis du conseil de laboratoire ;

DECIDE :**Article 1^{er}**


- I. A compter du 1^{er} août 2022, il est mis fin aux fonctions de Monsieur Ivan VLASTELIC, directeur adjoint de l'unité mixte de recherche susvisée.
- II. A compter de cette même date, Monsieur Franck DONNADIEU, Physicien adjoint à l'Université Clermont Auvergne, est nommé directeur adjoint par intérim de l'unité mixte de recherche susvisée jusqu'au 31 décembre 2022.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 7/09/2022

Le Président - Directeur Général
Antoine PETIT



DEC221906DR07

Décision portant fin de fonction de Mme Aline PROBST aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'UMR6293 intitulée "Génétique, reproduction et développement".

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision **DEC201509DGDS** en date du **01 / 01 / 2021** nommant **M. Krzysztof JAGLA**, directeur de l'**UMR6293** ;

Vu la décision **DEC211918DR07** en date du **06 / 07 / 2021** nommant **Mme Aline PROBST**, aux fonctions d'assistante de prévention à compter du **01 / 01 / 2021** ;

Vu l'avis du conseil de l'unité [ou remplacer par l'instance qui en tient lieu (assemblée générale ou autre)] en date du 11 / 05 / 2021 ;

Considérant que **Mme Aline PROBST** a suivi la formation initiale d'assistante de prévention organisée par **l'Université Clermont Auvergne du 23/05/2013 au 29/05/2013** ;

DECIDE :

Article 1^{er} : **Mme Aline PROBST**, *directrice de recherche*, est nommée aux fonctions d'assistante de prévention au sein de **l'UMR6293** intitulée **"Génétique, reproduction et développement"**, à compter du **01 / 01 / 2021**.

Mme Aline PROBST exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistante de prévention, **Mme Aline PROBST**, est placée sous l'autorité du directeur d'unité.



Article 2 : Il est mis fin aux fonctions d'assistante de prévention exercées par **Mme Aline PROBST**, au sein de **l'UMR6293** intitulée "**Génétique, reproduction et développement**", à compter du **30 / 06 / 2022**.

Article 3 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Villeurbanne, le 16/09/2022

Visa du délégué régional du CNRS
Laurent BARBIERI

Le directeur de l'unité
Krzysztof JAGLA

Visa du président de l'Université Clermont-Auvergne
Mathias BERNARD



DEC221817INSU

Décision portant cessation de fonctions et nomination de M. Bruno GUIDERDONI aux fonctions de directeur par intérim de l'unité d'appui et de recherche [UAR3721] intitulée « Observatoire des Sciences de l'Univers de Lyon » (OSUL).

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu l'arrêté du 28 mars 2022 portant renouvellement des fonctions du directeur de l'Observatoire de Lyon ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

Vu la décision DEC201520DGDS en date du 18 décembre 2020 portant création de l'unité d'appui et de recherche n° 3721 intitulée « Observatoire des Sciences de l'Univers de Lyon » et nommant Madame Isabelle DANIEL directrice de l'unité susvisée ;

Vu l'accord des tutelles principales ;

Vu l'avis du Conseil de l'Observatoire de Lyon ;

DECIDE :

Article 1^{er}

I. A compter du 15 avril 2022, il est mis fin, à sa demande, aux fonctions de Madame Isabelle DANIEL, directrice de l'unité d'appui et de recherche UAR3721 intitulée « Observatoire des Sciences de l'Univers de Lyon ».

II. A compter de cette même date, M. Bruno GUIDERDONI, Directeur de recherches au CNRS, est nommé directeur par intérim de l'unité d'appui et de recherche susvisée, et ce jusqu'au 31 décembre 2022.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 22/07/2022

Le président - directeur général
Antoine Petit



DEC221660INSHS

Décision portant nomination de Cécile Voyer aux fonctions de directrice par intérim de l'unité mixte de recherche n°7302 intitulée Centre d'Etudes Supérieures de Civilisation Médiévale (CESCM)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

Vu la décision DEC213778DGDS en date du 20 décembre 2021 portant renouvellement de l'unité mixte de recherche n° 7302 intitulée Centre d'Etudes Supérieures de Civilisation Médiévale (CESCM) et nommant M. Martin Aurell directeur de cette unité ;

Vu l'accord du partenaire tutelle principale ;

DECIDE :

Article 1^{er}

I. Il est mis fin aux fonctions de M. Martin Aurell, directeur de l'unité mixte de recherche susvisée, démissionnaire, à compter du 1^{er} septembre 2022.

II. A compter de cette même date, Mme Cécile Voyer, professeure des universités à l'Université de Poitiers, est nommée directrice par intérim de l'unité mixte de recherche susvisée jusqu'au 28 février 2023.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

Le président - directeur général
Antoine Petit



DEC221659INSHS

Décision portant nomination de Mme Harmony Dewez, directrice adjointe par intérim de l'unité mixte de recherche n°7302 intitulée Centre d'Etudes Supérieures de Civilisation Médiévale (CESCM)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

Vu la décision DEC213778DGDS en date du 20 décembre 2021 portant renouvellement de l'unité mixte de recherche n° 7302 intitulée Centre d'Etudes Supérieures de Civilisation Médiévale (CESCM) et nommant M. Martin Aurell directeur de cette unité ;

Vu l'accord du partenaire tutelle principale ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Mme Harmony Dewez, maître de conférences à l'Université de Poitiers, est nommée directrice adjointe par intérim de l'unité mixte de recherche susvisée, pour la période du 1^{er} janvier au 31 août 2022, en remplacement de M. Charles Garcia, démissionnaire.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

Le président - directeur général
Antoine Petit



DEC221787INSHS

Décision portant nomination de Mme Elena Pierazzo, directrice par intérim et de Mme Solveig Serre, directrice adjointe par intérim de l'unité mixte de recherche UMR7323 intitulée Centre d'études supérieures de la Renaissance (CESR)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

Vu la décision DEC171276DGDS en date du 21 décembre 2017 portant renouvellement de l'unité mixte de recherche n°7323 intitulée Centre d'études supérieures de la Renaissance (CESR) ;

Vu la décision DEC221258INSHS en date du 26 juillet 2022 portant cessation de fonctions et nomination de M. Ludovic Hamon, directeur par intérim de l'unité mixte de recherche UMR7323 intitulée Centre d'études supérieures de la Renaissance (CESR) ;

Vu l'accord des tutelles principales ;

DECIDE :

Article 1^{er}

I. A compter du 5 mai 2022, Mme Elena Pierazzo, Professeure à l'université de Tours, est nommée directrice par intérim de l'unité mixte de recherche susvisée jusqu'au 31 décembre 2022.

II. A compter de cette même date, Mme Solveig Serre, chargée de recherche au CNRS, est nommée directrice adjointe par intérim de l'unité mixte de recherche susvisée jusqu'au 31 décembre 2022.


Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

- 9 SEP. 2022

Le président - directeur général
Antoine Petit



DEC221733DR10

Décision portant désignation de M. Marc Lenertz aux fonctions de conseiller en radioprotection au sein de l'unité UMR7504 intitulée Institut de Physique et de Chimie des Matériaux de Strasbourg (IPCMS).

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n°82-453 modifié du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu les articles R. 4451-111 à 126 du code du travail ;

Vu les articles R. 1333-18 à 20 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2019 relatif aux modalités de formation de la personne compétente en radioprotection et de certification des organismes de formation et des organismes compétents en radioprotection ;

Vu l'instruction n°122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC171276DGDS en date du 21/12/2017 nommant M. Pierre Rabu, directeur de l'unité UMR7504 ;

Vu le certificat de formation de personne compétente en radioprotection niveau 1 dans le secteur « sources d'origine artificielle » délivré à M. Marc Lenertz le 30/03/2022 par l'APAVE ;

Vu l'avis du conseil de laboratoire de l'unité en date du 05/09/2022.

DECIDE :**Article 1er : Désignation**

M. Marc Lenertz, Ingénieur d'étude, est désigné conseiller en radioprotection au sein de l'unité UMR7504 intitulée Institut de Physique et de Chimie des Matériaux de Strasbourg (IPCMS), à compter du 30/03/2022 jusqu'au 23/02/2027.

Article 2 : Missions¹

M. Marc Lenertz exerce les missions prévues aux articles R. 4451-122 à 124 du code du travail.

Il exerce également les missions prévues à l'article R1333-19 du code de la santé publique.

Article 3 : Publication

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

¹ [Le/la Directeur(trice) d'Unité consigne par écrit les modalités d'exercice des missions du/de la Conseiller(ère) en radioprotection. Il/Elle précise le temps alloué et les moyens mis à disposition, en particulier ceux de nature à garantir la confidentialité des données relatives à la surveillance de l'exposition des travailleurs.

Dans le cas où l'unité dispose d'un service de radioprotection, indiquer les relations du/de la CRP avec ce service. Si plusieurs CRP sont désigné(e)s, l'étendue de leurs missions respectives est à préciser]

Fait à Strasbourg, le 5 septembre 2022

Le directeur d'unité


Pierre RABU
Directeur
de l'IPCMS

Visa du délégué régional du CNRS


Le délégué régional
Patrice SOULLIE

Visa du président de l'Université de Strasbourg



Pour le Président et par délégation
la Directrice Générale des Services
de l'Université de Strasbourg


Valérie GIBERT

DEC221729DR10

Décision portant désignation de Mme Lydia Karmazin aux fonctions de conseillère en radioprotection au sein de l'unité UMR7177 intitulée Institut de Chimie de Strasbourg (IC).

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n°82-453 modifié du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu les articles R. 4451-111 à 126 du code du travail ;

Vu les articles R. 1333-18 à 20 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2019 relatif aux modalités de formation de la personne compétente en radioprotection et de certification des organismes de formation et des organismes compétents en radioprotection ;

Vu l'instruction n°122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC171276DGDS en date du 21/12/2017 nommant M. Jean Weiss, directeur de l'unité UMR7177 ;

Vu le certificat de formation de personne compétente en radioprotection niveau 2 dans le secteur « industrie » option « *sources radioactives scellées, générateurs électriques de rayons X et d'accélérateurs de particules* » délivré à Mme Lydia Karmazin le 31/03/2022 par l'APAVE ;

Vu l'avis du conseil de laboratoire en date du 12/05/2022.

DECIDE :**Article 1er : Désignation**

Mme Lydia Karmazin, Ingénieure de recherche, est désignée conseillère en radioprotection au sein de l'unité UMR7177 intitulée Institut de Chimie de Strasbourg (IC), à compter du 31/03/2022 jusqu'au 30/09/2022.

Article 2 : Missions¹

Mme Lydia Karmazin exerce les missions prévues aux articles R. 4451-122 à 124 du code du travail.

Elle exerce également les missions prévues à l'article R1333-19 du code de la santé publique.

Article 3 : Publication

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Strasbourg, le 20 juin 2022



Le directeur d'unité
Jean WEISS
Directeur

¹ [Le/la Directeur(trice) d'Unité consigne par écrit les modalités d'exercice des missions du/de la Conseiller(ère) en radioprotection. Il/Elle précise le temps alloué et les moyens mis à disposition, en particulier ceux de nature à garantir la confidentialité des données relatives à la surveillance de l'exposition des travailleurs.

Dans le cas où l'unité dispose d'un service de radioprotection, indiquer les relations du/de la CRP avec ce service. Si plusieurs CRP sont désigné(e)s, l'étendue de leurs missions respectives est à préciser]

Visa du délégué régional du CNRS

Le Délégué Régional

Patrice SOULLIE



Visa du président de l'Université de Strasbourg

Le Président de
l'Université de Strasbourg




Michel DENEKEN

DEC221639DR10

Décision portant nomination de Mme Anna Guyon aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité UMR7006 intitulée Institut de Science et d'Ingénierie Supramoléculaires (ISIS).

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC173303DGDS en date du 21/12/2017 nommant M. Paolo Samori, directeur de l'unité UMR7006 ;

Vu l'avis du Directoire de l'unité en date du 13 / 05 / 2022 ;

Considérant que Mme Anna Guyon a suivi la formation initiale d'assistante de prévention organisée à Strasbourg du 5 au 7 avril 2022 et du 2 au 4 mai 2022 par la Délégation Alsace du CNRS ;

DECIDE :

Article 1^{er} : Mme Anna Guyon, Technicienne de classe normale, est nommée aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité UMR7006 intitulée Institut de Science et d'Ingénierie Supramoléculaires (ISIS), à compter du 05/05/2022.

Mme Anna Guyon exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistante de prévention, Mme Anna Guyon, est placée sous l'autorité du directeur d'unité.

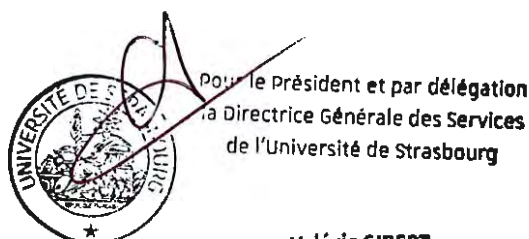
Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Strasbourg, le 13 juin 2022

Visa du délégué régional du CNRS


Le délégué régional
Patrice SOULLIE

Visa du président de l'Université de Strasbourg


Pour le Président et par délégation
La Directrice Générale des Services
de l'Université de Strasbourg

Valérie GIBERT

Le directeur de l'unité


Pour le vice-président et par délégation,
Pour le directeur de l'ISIS et par délégation,
La directrice administrative,
Dr. Muriel MUZE



DEC221716DR10

Décision portant désignation de Mme Anne-Caroline Jousset aux fonctions de conseillère en radioprotection de l'Institut de Biologie Moléculaire et Cellulaire (IBMC, FR1589, UPR 9002, UPR 9022 et UPR 3572).

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n°82-453 modifié du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu les articles R. 4451-111 à 126 du code du travail ;

Vu les articles R. 1333-18 à 20 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2019 relatif aux modalités de formation de la personne compétente en radioprotection et de certification des organismes de formation et des organismes compétents en radioprotection ;

Vu l'instruction n°122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC171283DGDS en date du 21/12/2017 nommant M. Jean-Luc Imler, directeur de l'unité FR1589 ;

Vu la décision DEC171286DGDS en date du 21/12/2017 nommant Mme Pascale Romby, directrice de l'unité propre de recherche UPR9002 ;

Vu le certificat de formation de personne compétente en radioprotection niveau 2 dans le secteur « industrie » option « *sources radioactives scellées et non scellées, générateurs électriques de rayons X et accélérateurs de particules* » délivré à Mme Anne-Caroline Jousset le 01/04/2022 par l'APAVE ;

Vu l'avis du conseil de l'UPR 9002 en date du 21/06/2022 et du CLHSCT en date du 29/06/2022

DECIDE :**Article 1er : Désignation**

Mme Anne-Caroline Jousset, Ingénieure d'étude, est désignée conseillère en radioprotection au sein de l'Institut de Biologie Moléculaire et Cellulaire (IBMC, FR1589, UPR 9002, UPR 9022 et UPR 3572), à compter du 02/04/2022 jusqu'au 01/04/2027.



Article 2 : Missions¹

Mme Anne-Caroline Jousset exerce les missions prévues aux articles R. 4451-122 à 124 du code du travail.

Elle exerce également les missions prévues à l'article R1333-19 du code de la santé publique.

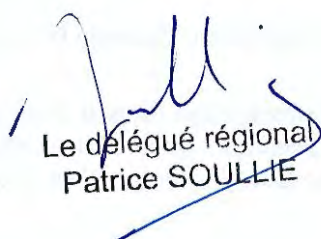
Article 3 : Publication

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Strasbourg, le 29 juin 2022

Le directeur de l'IBMC FR1589

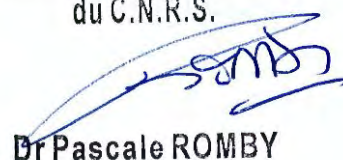
Visa du délégué régional du CNRS


Le délégué régional
Patrice SOULLIE

INSTITUT DE BIOLOGIE
MOLECULAIRE ET CELLULAIRE
CNRS - FR1589


Le Directeur
Jean-Luc IMLER

La Directrice de l'UPR 9002
du C.N.R.S.


Dr Pascale ROMBY

¹ [Le/la Directeur(trice) d'Unité consigne par écrit les modalités d'exercice des missions du/de la Conseiller(ère) en radioprotection. Il/Elle précise le temps alloué et les moyens mis à disposition, en particulier ceux de nature à garantir la confidentialité des données relatives à la surveillance de l'exposition des travailleurs.

Dans le cas où l'unité dispose d'un service de radioprotection, indiquer les relations du/de la CRP avec ce service. Si plusieurs CRP sont désigné(e)s, l'étendue de leurs missions respectives est à préciser]

DEC222380DR10

Décision portant fin de fonction de Mme Catherine Moreau aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité UPR3212 intitulée Institut des Neurosciences Cellulaires et Intégratives (INCI).

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC171286DGDS en date du 21/12/2017 nommant M. Michel Barrot, directeur de l'unité UPR3212 ;

Vu la décision DEC180095DR10 en date du 19/01/2018 nommant Mme Catherine Moreau, aux fonctions d'assistante de prévention à compter du 01/01/2018 ;

DECIDE :

Article 1 : Il est mis fin aux fonctions d'assistante de prévention exercées par Mme Catherine Moreau, au sein de l'unité UPR3212, intitulée Institut des Neurosciences Cellulaires et Intégratives (INCI), à compter du 01/09/2022.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

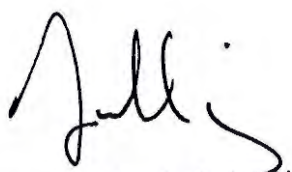
Fait à Strasbourg, le 15 septembre 2022

Le directeur de l'unité



Michel BARROT
Directeur de l'INCI
UPR 3212

Visa du délégué régional du CNRS



Le délégué régional
Patrice SOULLIE



DEC222010DR10

Décision portant fin de fonction de M. Ludovic Georges aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'unité UMR7550 intitulée Observatoire Astronomique de Strasbourg (ObAS).

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC171276DGDS en date du 21/12/2017 nommant M. Pierre-Alain Duc, directeur de l'unité UMR7550 ;

Vu la décision DEC170926DR10 en date du 13/03/2017 nommant M. Ludovic Georges, aux fonctions d'assistant de prévention à compter du 01/01/2017 ;

DECIDE :

Article 1 : Il est mis fin aux fonctions d'assistant de prévention exercées par M. Ludovic Georges, au sein de l'unité UMR7550, intitulée Observatoire Astronomique de Strasbourg (ObAS), à compter du 20/07/2022.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Strasbourg, le 20 juillet 2022


Le directeur de l'unité

Visa du délégué régional du CNRS

Le délégué régional
Patrice SOULIE

Pierre-Alain DUC
Directeur

Visa du président de l'Université de Strasbourg


Pour le Président et par délégation
La Directrice Générale des Services
de l'Université de Strasbourg
Valérie GIBERT

DEC221526DDOR

Décision portant nomination de M. Olivier Fruchart aux fonctions de chargé de mission

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu le décret n° 2003-1079 du 10 novembre 2003 relatif aux conditions d'indemnisation des chargés de mission du CNRS ;

Vu l'arrêté du 10 novembre 2003 fixant le montant de l'indemnité des chargés de mission au CNRS ;

DECIDE :

Article 1^{er}

M. Olivier Fruchart, Directeur de recherche, est nommé chargé de mission auprès du directeur général délégué à la science pour la Direction des données ouvertes de la recherche (DDOR) du CNRS, du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2022.

Sa mission a pour objet de faire le lien avec les communautés scientifiques.

Pour l'exercice de cette mission, M. Olivier Fruchart demeure affecté à SPINTEC (UMR 8191).

Article 2

Du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2022, M. Olivier Fruchart, percevra l'indemnité forfaitaire mensuelle prévue par l'arrêté du 10 novembre 2003 susvisé.

Article 3

La dépense sera imputée sur le compte 64641000 – subvention d'Etat (NA) du budget du CNRS et prise en charge par la délégation Alpes.

CNRS

DDOR - Direction des données ouvertes de la recherche

Science ouverte, publications, données de la recherche, calcul intensif

3, rue Michel-Ange

75016 Paris

www.cnrs.fr



Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

Le Président-directeur général
Antoine Petit





DEC210281DR11

Décision portant nomination de M Julien CARCAILLET aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'UMR 5275 intitulée ISTERRE

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision n°DEC201509DGDS portant renouvellement de l'unité mixte n° 5275 intitulée ISTERRE et nommant M. Philippe ROUX en qualité de directeur;

Vu l'avis du conseil de l'UMR 5275¹ en date du 4 décembre 2020

Considérant que M. Julien CARCAILLET a suivi la formation initiale d'assistant de prévention organisée par le CNRS délégation Alpes du 29 au 31 mars et du 19 au 21 avril 2011.

DECIDE :

Article 1^{er} : M. Julien CARCAILLET, *Ingénieur Recherche*, est nommé aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'UMR 5275 intitulée ISTERRE, à compter du 1 janvier 2021.

M Julien CARCAILLET exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistant de prévention, M Julien CARCAILLET est placé sous l'autorité du directeur d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Gières., le 4 janvier 2021

Le directeur de l'unité
M. Philippe ROUX

Visa du délégué régional du CNRS

Visa des partenaires (si nécessaire)

Directeur de l'unité
Philippe ROUX

La Déléguée régionale
Marjorie FRANISSE
pour le Président et par délégation
Le Directeur de la Prévention des Risques
Jean-Luc LACROIX

¹ Ou de l'instance qui en tient lieu (assemblée générale ...)

DEC210601INSMI

Décision portant nomination de M. Philippe Briand en qualité de chargé de mission institut (CMI)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Sur proposition du directeur de l'Institut National des Sciences Mathématiques et de leurs interactions ;

DECIDE :

Article 1^{er}

M. Philippe Briand, professeur des universités, est nommé chargé de mission institut (CMI) auprès de l'Institut National des Sciences Mathématiques et de leurs interactions, du 1^{er} février 2021 au 31 août 2021 pour 40 % de son temps de travail.

Sa mission a pour objet la politique de sites.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 04/02/21

Pour le président-directeur général
et par délégation
Le Directeur Général Délégué à la Science
Alain Schuhl



DEC222168INP

Décision portant cessation de fonctions et nomination de Madame Anna MINGUZZI directrice par intérim de la fédération de recherche FR2053 intitulée Centre interdisciplinaire pour les sciences et technologies quantiques de Grenoble (QuantAlps)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS

Vu la décision DEC213777DGDS du 20 décembre 2021 portant création d'une fédération de recherche ;

Vu l'accord des tutelles ;

DECIDE :

Article 1^{er}


I. Il est mis fin aux fonctions de Madame Alexia AUFFEVES et de Madame Anna MINGUZZI, respectivement directrice et directrice adjointe de la fédération de recherche susvisée, appelées à d'autres fonctions, à compter du 1^{er} septembre 2022.

II. A compter de cette même date, Madame Anna MINGUZZI, directrice de recherche de première classe au CNRS, est nommée, directrice par intérim de la fédération de recherche susvisée jusqu'au 31 décembre 2022.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 12/09/22



Le président - directeur général
Antoine Petit



DEC221913DR11

Décision portant nomination Mme Camille PETIT-ETIENNE aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'UMR 5129 intitulée LTM

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision n° DEC 201509DGDS portant renouvellement de l'unité mixte n° 5129 intitulée LTM et nommant M. Thierry BARON en qualité de directeur ;

Vu l'avis du conseil de l'UMR 5129¹ en date du 18 / 12 / 2020 ;

Considérant que Mme Camille PETIT-ETIENNE a suivi la formation animateur de sécurité organisée par le CEA Grenoble du 13 au 17 juin et du 27 juin au 1^{er} juillet 2022 ;

DECIDE :

Article 1^{er} : Mme Camille PETIT-ETIENNE, IR, est nommée aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'UMR 5129 intitulée LTM, à compter du 4 juillet 2022

Mme Camille PETIT-ETIENNE exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistante de prévention, Mme Camille PETIT-ETIENNE est placée sous l'autorité du directeur d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Grenoble, le 06/09/2022

Le directeur de l'unité M. Thierry BARON

Visa de la déléguée régionale du CNRS Mme Marjorie FRAISSE

Visa des partenaires (si nécessaire)

Pour la déléguée régionale empêchée,
et par délégation

L'adjointe à la déléguée régionale
Marie ACHIN

¹ Ou de l'instance qui en tient lieu (assemblée générale...)

DEC222091PDT

Décision portant nomination de M. Christian JUTTEN aux fonctions de chargé de mission

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

DECIDE :

Article 1^{er}

M. Christian JUTTEN, Professeur émérite à l'Université Grenoble Alpes, chercheur au laboratoire Grenoble Images Parole Signal Automatique, est nommé chargé de mission auprès du Président-directeur général pour la Mission à l'intégrité scientifique du 01/01/2023 au 31/12/2024.

Sa mission a pour objet de traiter spécifiquement des allégations au sein de la Mission à l'intégrité scientifique.

Pour l'exercice de cette mission, M. Christian JUTTEN demeure affecté à l'UMR5216.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 22 août 2022

Le président-directeur général
Antoine Petit



DEC221929DR11

Décision portant désignation de M. William REGAIRAZ aux fonctions de conseiller en radioprotection au sein de l'unité UMR5821 intitulée LPSC.

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n°82-453 modifié du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu les articles R. 4451-111 à 126 du code du travail ;

Vu les articles R. 1333-18 à 20 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2019 relatif aux modalités de formation de la personne compétente en radioprotection et de certification des organismes de formation et des organismes compétents en radioprotection ;

Vu l'instruction n°122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC213907IN2P3 en date du 10/01/2022 nommant M. Laurent DEROME, directeur de l'unité UMR5821 intitulée LPSC;

Vu le certificat de formation de personne compétente en radioprotection niveau 2 dans le secteur industrie option sources scellées et non scellées; générateurs de rayons X et accélérateurs de particules délivré à M. William REGAIRAZ le 30/06/2022;

Vu l'avis du conseil de laboratoire en date du 28/02/2022

DECIDE :

Article 1^{er} : Désignation

M. William REGAIRAZ, IR, est désigné conseiller en radioprotection au sein de l'unité UMR5821 intitulée LPSC, à compter du 7/07/2022 jusqu'au 30/06/2027.

Article 2 : Missions¹

M. William REGAIRAZ exerce les missions prévues aux articles R. 4451-122 à 124 du code du travail.

Il exerce également les missions prévues à l'article R1333-19 du code de la santé publique.

Article 3 : Publication

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Grenoble, le 7/07/2022

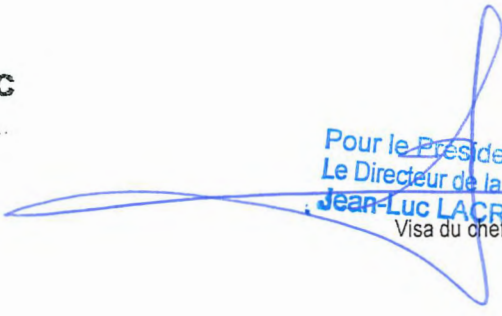
Le directeur d'unité

Le Directeur du LPSC


Laurent DEROME

Visa de la déléguée régionale du CNRS


**La Déléguée régionale
Marjorie FRAISSE**


**Pour le Président et par délégation
Le Directeur de la Prévention des Risques
Jean-Luc LACROIX**
Visa du chef d'établissement partenaire

¹ [Le/la Directeur(trice) d'Unité consigne par écrit les modalités d'exercice des missions du/de la Conseiller(ère) en radioprotection. Il/Elle précise le temps alloué et les moyens mis à disposition, en particulier ceux de nature à garantir la confidentialité des données relatives à la surveillance de l'exposition des travailleurs.

Dans le cas où l'unité dispose d'un service de radioprotection, indiquer les relations du/de la CRP avec ce service. Si plusieurs CRP sont désigné(e)s, l'étendue de leurs missions respectives est à préciser]

DEC222038DR12

Décision portant nomination de Mme Isabelle GARY, aux fonctions de responsable adjointe du service finances, achats et comptabilité (SFAC) de la délégation régionale Provence et Corse

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC220194DAJ du 10 février 2022 donnant délégation de signature à Mme Aurélie PHILIPPE, déléguée régionale de la circonscription Provence et Corse ;

DÉCIDE :

Art. 1^{er}. - A compter du 1^{er} août 2022, Mme Isabelle GARY, est nommée aux fonctions de responsable adjointe du service finances, achats et comptabilité (SFAC) de la délégation régionale.

Art. 2. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Marseille, le 26 juillet 2022

Pour le président-directeur général et par délégation,

La déléguée régionale
Aurélie PHILIPPE



DEC202198INSMI

Décision portant nomination de Mme Louise Nyssen en qualité de chargée de mission institut (CMI)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Sur proposition du directeur de l'Institut National des Sciences Mathématiques et de leurs interactions ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Mme Louise Nyssen, Maître de conférences est nommée chargée de mission institut (CMI) auprès de l'Institut National des Sciences Mathématiques et de leurs interactions, du 1^{er} janvier 2021 au 30 juin 2021 pour 20 % de son temps de travail.

Sa mission a pour objet l'organisation d'une année des mathématiques 2019-2020.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 11/12/20

Pour le président-directeur général
et par délégation
Le Directeur Général Délégué à la Science
Alain Schuh



DEC222167INP

Décision portant cessation de fonctions de Monsieur Bernhard URBASZEK et nomination de Monsieur Laurent LOMBEZ, directeur-adjoint par intérim de l'unité mixte de recherche UMR5215 intitulée Laboratoire de physique et chimie des nano-objets (LPCNO)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS

Vu la décision DEC201509DGDS en date du 18 décembre 2020 portant création et renouvellement des unités mixtes de recherche ;

Vu l'accord des tutelles ;

DECIDE :

Article 1^{er}

I. Il est mis fin aux fonctions de Monsieur Bernhard URBASZEK directeur-adjoint de l'unité mixte de recherche susvisée, démissionnaire à compter du 1^{er} septembre 2022.


II. A compter de cette même date, Monsieur Laurent LOMBEZ, chargé de recherche au CNRS, est nommé directeur-adjoint par intérim de l'unité mixte de recherche susvisée jusqu'au 31 décembre 2022.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 12/09/22

Le président - directeur général
Antoine Petit



DEC222188DAJ

Décision portant fin de fonctions et nomination de M. Jocelyn Méré aux fonctions de délégué régional de la circonscription Occitanie Ouest (DR14)

LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision n° 040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du Centre national de la recherche scientifique,

DECIDE :

Article 1^{er} - Il est mis fin aux fonctions de M. Jocelyn Méré, adjoint au délégué régional de la circonscription Occitanie Est (DR13), à compter du 1^{er} octobre 2022.

Article 2 - A compter de cette même date, M. Jocelyn Méré, ingénieur de recherche, est nommé délégué régional de la circonscription Occitanie Ouest (DR14), en remplacement de M. Christophe Giraud, appelé à d'autres fonctions.

Article 3 - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 26 septembre 2022

Le président-directeur
général

Antoine Petit



DEC222052INSB

Décision portant cessation de fonctions de M. Joel Swendsen, directeur adjoint de l'unité mixte de recherche n°5287 intitulée « Institut de Neurosciences Cognitives et Intégratives d'Aquitaine (INCIA) »

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

Vu la décision DEC213767DGDS du 20 décembre 2021 portant nomination de M. Joel Swendsen aux fonctions de directeur adjoint de l'unité mixte de recherche n°7257 intitulée « Institut de Neurosciences Cognitives et Intégratives d'Aquitaine (INCIA) » ;

Vu l'avis du directeur de l'institut des sciences biologiques ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Il est mis fin, aux fonctions de M. Joel Swendsen, directeur adjoint de l'unité mixte de recherche susvisée à compter du 15 juillet 2022.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 10 août 2022

Le Président-directeur général
Antoine Petit



DEC221781 INSMI

Décision portant cessation de fonctions de Mme Sandrine LAYRISSE chargée de mission institut

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique;

Vu le décret n° 2003-1079 du 10 novembre 2003 relatif aux conditions d'indemnisation des chargés de mission du CNRS ;

Vu l'arrêté du 10 novembre 2003 fixant le montant de l'indemnité des chargés de mission au CNRS ;

Vu la décision DEC202221INSMI portant nomination de Mme Sandrine LAYRISSE aux fonctions de chargée de mission

DECIDE :

Article 1^{er}

Il est mis fin aux fonctions de chargée de mission de Mme Sandrine LAYRISSE auprès de l'Institut National des Sciences Mathématiques et de leurs interactions à compter du 31/12/2021

Article 2

La présente décision sera mise en œuvre par la délégation régionale DR 15 - Aquitaine.

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 14 juin 2022

Pour le président-directeur général
et par délégation
Le Directeur Général Délégué à la Science
Alain Schuhl



DEC213949INSMI

Décision portant nomination de Mme Sandrine Layrisse en qualité de chargée de mission institut (CMI)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine PETIT aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique.

Sur proposition du directeur de l'Institut National des Sciences Mathématiques et de leurs Interactions;

DECIDE :**Article 1^{er}**

Mme Sandrine Layrisse, Ingénieure d'études est nommée chargée de mission institut (CMI) auprès de l'Institut National des Sciences Mathématiques et de leurs Interactions, du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2022 pour 20 % de son temps de travail.

Sa mission a pour objet l'outil numérique.

Pour l'exercice de cette mission, Mme Sandrine Layrisse demeure affectée à l'Institut de mathématiques de Bordeaux (DR 15 - Aquitaine).

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 2 mars 2022

Pour le président-directeur général
et par délégation
Le Directeur Général Délégué à la Science
Alain Schuhl



DEC222008INSHS

Décision portant nomination de Mme Eve Truilhe aux fonctions de directrice adjointe par intérim de l'unité mixte de recherche UMR7318 intitulée « Droits International, Comparé et Européen » (DICE).

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

Vu la décision DEC171276DGDS en date du 21 décembre 2017 portant renouvellement de l'unité mixte de recherche n°7318 intitulée « Droits International, Comparé et Européen » (DICE) et portant nomination de Mme Marthe Stefanini aux fonctions de directrice, de Mme Sandrine Maljean-Dubois aux fonctions de directrice adjointe de cette unité mixte de recherche ;

Vu le procès-verbal du conseil de laboratoire en date du 23 juin 2022 ;

Vu l'accord des tutelles principales ;

DECIDE :

Article 1^{er}

I. Il est mis fin aux fonctions de Mme Sandrine Maljean-Dubois, en qualité de directrice adjointe de l'unité mixte de recherche n°7318 intitulée « Droits International, Comparé et Européen » (DICE), à compter du 1^{er} juin 2022.

II. A compter du 1^{er} juillet 2022, Mme Eve Truilhe, est nommée directrice adjointe par intérim de l'unité mixte de recherche susvisée, jusqu'au 31 décembre 2022.


Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

- 9 SEP. 2022

Le président - directeur général
Antoine Petit



DEC221997INSHS

Décision portant nomination de M. Pascal MENORET aux fonctions de directeur par intérim de l'unité d'appui et de recherche UAR3123 intitulée Centre d'études et de documentation juridique, économique et sociale (CEDEJ) et cessation de fonctions de Mme Agnès DEBOULET.

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

Vu la décision DEC1191246DGDS du 19 décembre 2019 portant renouvellement de l'unité de service et de recherche n°3123 intitulée Centre d'études et de documentation juridique, économique et sociale (CEDEJ) et nommant Mme Agnès DEBOULET directrice de cette même unité ;

Vu la décision DEC214035DGDS en date du 20 décembre 2021 portant modification de typologie et recodification d'Unités de service et de recherche (USR) en unités d'appui et de recherche (UAR) ;

Vu l'accord du partenaire ;

DECIDE :

Article 1^{er}

I. Il est mis fin aux fonctions de Mme Agnès DEBOULET, directrice de l'unité d'appui et de recherche susvisée, appelée à d'autres fonctions à compter du 1^{er} septembre 2022.

II. A compter de cette même date, M. Pascal MENORET, contractuel du Ministère de l'Europe et des affaires étrangères, est nommé directeur par intérim de l'unité d'appui et de recherche susvisée jusqu'au 31 décembre 2022.


Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

- 2 AOUT 2022

Le président - directeur général
Antoine Petit



DEC221994INSHS

Décision portant nomination de M. Mateusz CHMURSKI aux fonctions de directeur par intérim de l'unité d'appui et de recherche UAR3138 intitulée Centre français de recherche en sciences sociales à Prague, et cessation de fonctions de M. Jérôme HEURTAUX.

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

Vu la décision DEC171296DGDS du 21 décembre 2017 portant prorogation de l'unité de service et de recherche n°3138 intitulée Centre français de recherche en sciences sociales à Prague (CEFRES) ;

Vu la décision DEC214035DGDS en date du 20 décembre 2021 portant modification de typologie et recodification d'Unités de service et de recherche (USR) en unités d'appui et de recherche (UAR) ;

Vu la décision DEC190667NSHS en date du 5 mars 2019 portant nomination de M. Jérôme HEURTAUX aux fonctions de directeur de l'unité de service et de recherche n°3138 intitulée Centre français de recherche en sciences sociales à Prague (CEFRES) ;

Vu l'accord du partenaire :

DECIDE :

Article 1^{er}


I. Il est mis fin aux fonctions de M. Jérôme HEURTAUX, directeur de l'unité d'appui et de recherche susvisée, appelé à d'autres fonctions à compter du 1^{er} septembre 2022.

II. A compter de cette même date, M. Mateusz CHMURSKI, maître de conférences à Sorbonne-Université, est nommé directeur par intérim de l'unité d'appui et de recherche susvisée jusqu'au 31 décembre 2022.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le


Le président - directeur général
Antoine Petit

- 2 AOUT 2022

DEC221979INSHS

Décision portant nomination de M. Jean-Nicolas BACH aux fonctions de directeur par intérim de l'unité d'appui et de recherche UAR3137 intitulée Centre français d'études éthiopiennes (CFEE), et cessation de fonctions de Mme Marie BRIDONNEAU.

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

Vu la décision DEC171287DGDS du 21 décembre 2017 portant renouvellement de l'unité de service et de recherche n°3137 intitulée Centre français d'études éthiopiennes (CFEE) ;

Vu la décision DEC214035DGDS en date du 20 décembre 2021 portant modification de typologie et recodification d'Unités de service et de recherche (USR) en unités d'appui et de recherche (UAR) ;

Vu la décision DEC190664NSHS en date du 5 mars 2019 portant nomination de Mme Marie BRIDONNEAU aux fonctions de directrice de l'unité de service et de recherche n°3137 intitulée Centre français d'études éthiopiennes (CFEE) ;

Vu l'accord du partenaire :

DECIDE :

Article 1^{er}

I. Il est mis fin aux fonctions de Mme Marie BRIDONNEAU, directrice de l'unité de l'unité d'appui et de recherche susvisée, appelée à d'autres fonctions à compter du 1^{er} septembre 2022.

II. A compter de cette même date, M. Jean-Nicolas BACH, contractuel du ministère de l'Europe et des affaires étrangères, est nommé directeur par intérim de l'unité d'appui et de recherche susvisée jusqu'au 31 décembre 2022.

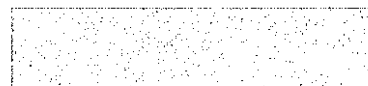

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

- 2 AOUT 2022

Le président - directeur général
Antoine Petit



DEC221974DERCI

Décision portant nomination de M. Liviu NICU aux fonctions de directeur du bureau du CNRS en Amérique du Sud, basé à Rio de Janeiro.

LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit, aux fonctions de président du CNRS ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit, aux fonctions de président du CNRS ;

Vu la décision DEC100148DAJ du 8 juillet 2010 portant organisation de la direction du CNRS ;

Vu la décision DEC100175DAJ du 1er octobre 2010 portant organisation de la direction de l'Europe de la recherche et de la coopération internationale (DERCI) ;

DECIDE :

Art. 1^{er}. - M. Liviu NICU, directeur de recherche, est nommé directeur du Bureau du CNRS en Amérique du Sud, basé à Rio de Janeiro à compter du 1^{er} septembre 2022 et pour 2 ans.

Art. 2. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

Pour le Président-Directeur Général
Et, par délégation,
Le Directeur Général Délégué à la
Science,
Alain SCHUHL



DEC221971INSHS

Décision portant nomination de Mesdames Clélia CORET, directrice par intérim et de Barbara MOROVICH, directrice adjointe par intérim de l'unité d'appui et de recherche UAR3336 intitulée Afrique au Sud du Sahara (Institut français de recherche en Afrique IFRA-Nairobi et IFRA-Ibadan), et cessation de fonctions de Mme Marie-Aude FOUERE et de M. Vincent Hiribarren.

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS

Vu la décision DEC181907DGDS en date du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'unité de service et de recherche n°3336 intitulée Afrique au sud du Sahara et nommant Mme Marie-Aude FOUERE directrice de cette unité ;

Vu la décision DEC212934INSHS en date du 20 septembre 2021 portant nomination de M. Vincent Hiribarren aux fonctions de directeur adjoint de l'unité de service et de recherche n°3336 intitulée Afrique au sud du Sahara (IFRA-Ibadan) ;

Vu la décision DEC214035DGDS en date du 20 décembre 2021 portant modification de typologie et recodification d'Unités de service et de recherche (USR) en unités d'appui et de recherche (UAR) ;

Vu l'accord du partenaire ;

DECIDE :

Article 1^{er}

I. Il est mis fin aux fonctions de Mme Marie-Aude FOUERE, directrice de l'unité et de M. Vincent HIRIBARREN, directeur adjoint de l'unité d'appui et de recherche susvisée, appelés à d'autres fonctions à compter du 1^{er} septembre 2022.

II. A compter de cette même date, Mme Clélia CORET, contractuelle du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères est nommée directrice par intérim et Mme Barbara MOROVICH, maîtresse de conférence à l'Université de Strasbourg, est nommée directrice adjointe par intérim de l'unité d'appui et de recherche susvisée jusqu'au 31 décembre 2022.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

- 2 AOUT 2022

Le président - directeur général




DEC221959INSHS

Décision portant cessation de fonctions de M. Bayram BALCI et nomination de M. Philippe BOURMAUD, directeur par intérim de l'unité d'appui et de recherche UAR3131 intitulée Institut français d'études anatoliennes Georges Dumézil (IFEA).

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS

Vu la décision DEC191246DGDS en date du 19 décembre 2019 portant renouvellement de l'unité de service et de recherche n°3131 intitulée Institut français d'études anatoliennes Georges Dumézil (IFEA) et nommant M. Bayram BALCI directeur de cette unité ;

Vu la décision DEC214035DGDS en date du 20 décembre 2021 portant modification de typologie et recodification d'Unités de service et de recherche (USR) en unités d'appui et de recherche (UAR) ;

Vu l'accord du partenaire :

DECIDE :

Article 1^{er}

I. Il est mis fin aux fonctions de M. Bayram BALCI, directeur de l'unité d'appui et de recherche susvisée, appelé à d'autres fonctions à compter du 1^{er} septembre 2022.

II. A compter de cette même date, M. Philippe BOURMAUD, maître de conférences à l'Université Jean Moulin Lyon 3 est nommé directeur par intérim de l'unité d'appui et de recherche susvisée jusqu'au 31 décembre 2022.


Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

- 2 AOUT 2022

Le président - directeur général
Antoine Petit



DEC221910DERCI

Décision portant renouvellement de M. Srinivas-Venkatesh KAVERI aux fonctions de directeur du bureau du CNRS en INDE (DERCI)

LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit, aux fonctions de président du CNRS ;

Vu la décision DEC100148DAJ du 8 juillet 2010 portant organisation de la direction du CNRS ;

Vu la décision DEC100175DAJ du 1er octobre 2010 portant organisation de la direction de l'Europe de la recherche et de la coopération internationale (DERCI) ;

Vu la décision DEC142599DAJ du 01 décembre 2014 portant nomination de M. Srinivas-Venkatesh KAVERI aux fonctions de directeur du bureau du CNRS à INDE ;

Vu la décision DEC170005DAJ du 31 janvier 2017 portant renouvellement de M. Srinivas-Venkatesh KAVERI aux fonctions de directeur du bureau du CNRS en INDE;

Vu la décision DEC190220DERCI du 22 janvier 2019 portant renouvellement de M. Srinivas-Venkatesh KAVERI aux fonctions de directeur du bureau du CNRS en INDE;

Vu la décision DEC193282DERCI du 13 janvier 2020 portant renouvellement de M. Srinivas-Venkatesh KAVERI aux fonctions de directeur du bureau du CNRS en INDE;

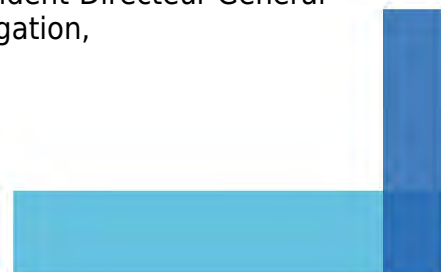
DECIDE :

Art. 1^{er}. - M. Srinivas-Venkatesh KAVERI, directeur de recherche, est renouvelé dans ses fonctions de directeur du Bureau du CNRS en INDE à compter du 1^{er} septembre 2022 et ce jusqu'au 23 mars 2025.

Art. 2. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

Pour le Président-Directeur Général
Et, par délégation,



Le Directeur Général Délégué à la
Science,
Alain SCHUHL



DEC221630INSHS

Décision portant nomination de Mme Marième N'Diaye aux fonctions de directrice adjointe par intérim de l'unité mixte de recherche UMR 5115 intitulée « Les Afriques dans le Monde » (LAM).

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

Vu la décision DEC213767DGDS en date du 20 décembre 2021 portant renouvellement de l'unité mixte de recherche n°5115 intitulée « Les Afriques dans le Monde » (LAM) et nommant M. David Ambrosetti directeur de cette unité ;

Vu le procès-verbal du conseil de laboratoire en date du 22 mars 2022 ;

Vu l'accord des tutelles principales.

DECIDE :

Article 1^{er}

Mme Marième N'Diaye, chargée de recherche au CNRS est nommée directrice adjointe par intérim de l'unité mixte de recherche susvisée pour la période du 1^{er} juin 2022 au 31 décembre 2022.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le **16 JUIN 2022**

Le président - directeur général
Antoine Petit



DEC221820INSHS

Décision portant nomination de Mme Florence Boyer, directrice adjointe par intérim de l'unité mixte de recherche UMR8245 intitulée UNITE DE RECHERCHE MIGRATIONS ET SOCIETE (URMIS)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

Vu la décision DEC181898DGDS en date du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'unité mixte de recherche n°8245 intitulée UNITE DE RECHERCHE MIGRATIONS ET SOCIETE (URMIS) et nommant Mme Swanie Potot, directrice de cette unité ;

Vu le procès-verbal du conseil de laboratoire en date du 2 juillet 2021 ;

Vu l'accord des partenaires tutelles principales ;

DECIDE :

Article 1^{er}

À compter du 1^{er} juillet 2022, Mme Florence Boyer, chargée de recherche à l'IRD, est nommée directrice adjointe par intérim de l'unité mixte de recherche susvisée, jusqu'au 31 décembre 2022.


Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

26 JUIL. 2022

Le président - directeur général
Antoine Petit



DEC221553DR17

Décision portant nomination de M. Eric DUVIGNAC aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'UMR6625 intitulée Institut de Recherche en Mathématique de Rennes (IRMAR)

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC213792DGDS du 20 décembre 2021 approuvant la prolongation pour une durée de 1 an de l'unité UMR6625 intitulée Institut de Recherche en Mathématiques (IRMAR), dont le directeur par intérim est M. Mihai GRADINARU ;

Vu l'avis du conseil de l'unité en date du 22/02/2022 ;

Considérant que M. Eric DUVIGNAC a suivi la formation initiale d'assistant de prévention organisée du 8 au 10 février et du 8 au 10 mars 2021 par l'Université de Rennes 1 ;

DÉCIDE :

Article 1^{er} : M. Eric DUVIGNAC, technicien gestionnaire d'infrastructure est nommé aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'unité UMR6625 intitulée Institut de Recherche en Mathématiques (IRMAR), à compter du 01/01/2022.

M. Eric DUVIGNAC exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistante de prévention, M. Eric DUVIGNAC, est placé sous l'autorité du directeur d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.



Fait à Rennes, le 21/07/2022

Le Directeur de l'unité UMR6625

Mihai GRADINARU

Visa du Président de l'Université de
Rennes 1

Visa de la Déléguée Régionale du
CNRS

David ALIS

Gabrielle INGUSCIO



DEC221552DR17

Décision portant nomination de Mme Aude GUINY aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'UMR6625 intitulée Institut de Recherche en Mathématiques de Rennes (IRMAR)

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC213792DGDS du 20 décembre 2021 approuvant la prolongation pour une durée de 1 an de l'unité UMR6625 intitulée Institut de Recherche en Mathématiques (IRMAR), dont le directeur par intérim est M. Mihai GRADINARU ;

Vu l'avis du conseil de l'unité en date du 22/02/2022 ;

Considérant que Mme Aude GUINY a suivi la formation initiale d'assistante de prévention organisée par la Délégation Bretagne et Pays de Loire du CNRS du 21 au 25 novembre 2011 à Rennes ;

DECIDE :

Article 1^{er} : Mme Aude GUINY, technicien gestionnaire financière est nommée aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'unité UMR6625 intitulée Institut de Recherche en Mathématiques (IRMAR), à compter du 01/01/2022.

Mme Aude GUINY exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.

Dans l'exercice de ses fonctions d'assistante de prévention, Mme Aude GUINY, est placée sous l'autorité du directeur d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.



Fait à Rennes, le 21/07/2022

Le Directeur de l'unité UMR6625

Mihai GRADINARU

Visa du Président de l'Université de
Rennes 1

Visa de la Déléguée Régionale du
CNRS

David ALIS

Gabrielle INGUSCIO



DEC222169DR17

Décision portant nomination de Mme Elodie GRANGE aux fonctions d'assistante de prévention au sein de l'UMR 6502 intitulée Institut des Matériaux de Nantes Jean Rouxel (IMN)

LE DIRECTEUR,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la circulaire du 10 avril 2015 relative à la diffusion du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail, ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à la santé et à la sécurité au travail au CNRS ;

Vu l'instruction INS123273DRH du 28 décembre 2012 relative à l'indemnisation des assistants de prévention ;

Vu la décision DEC110515DAJ du 5 avril 2011 donnant délégation de pouvoir en matière d'hygiène, de sécurité et de santé au travail ;

Vu la décision DEC213767DGDS du 20 décembre 2021 approuvant le renouvellement de l'unité UMR6502 intitulée Institut des Matériaux de Nantes Jean Rouxel (IMN), dont le directeur est M. Florent BOUCHER ;

Vu l'avis du conseil de l'unité en date du 14/04/2022 ;

Considérant que Mme Elodie GRANGE a suivi la formation initiale d'assistante de prévention organisée par l'Université de Rennes 1 du 28 février au 2 mars et du 28 au 30 mars 2022 à Rennes.

DECIDE :

Article 1^{er} : Mme Elodie GRANGE, Assistante ingénieure, est nommée aux fonctions d'assistant de prévention au sein de l'Unité Mixte de Recherche UMR6502 intitulée Institut des Matériaux de Nantes Jean Rouxel (IMN), dont le directeur est M. Florent BOUCHER à compter du 1^{er} mai 2022.

Mme Elodie GRANGE exerce sa mission conformément aux articles 4, 4-1 et 4-2 du décret n° 82-453, ainsi qu'au paragraphe I.4.3 du guide juridique d'application des dispositions du décret n°82-453 susvisé.



Dans l'exercice de ses fonctions d'assistant de prévention, Mme Elodie GRANGE, est placée sous l'autorité de la directeur d'unité.

Article 2 : La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Nantes, le 07/09/2022

Le directeur de l'unité

Florent BOUCHER

Visa de la déléguée régionale du
CNRS

Visa du président de l'Université de
Nantes

Gabrielle Inguscio

Carine BERNAULT



DEC222156DR17

Décision portant nomination de M. Julio PEDRAZA-ACOSTA, aux fonctions de chargé de sécurité des systèmes d'information (CSSI) de l'unité UMR6553 intitulée Écosystèmes, biodiversité, évolution (ECOBIO).

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;

Vu la loi n° 2004-575 du 21 juin 2004 modifiée pour la confiance dans l'économie numérique ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC111261DAJ du 12 septembre 2011 portant organisation de la sécurité des systèmes d'information du CNRS ;

Vu la décision DEC213767DGDS du 20 décembre 2021 approuvant le renouvellement de l'unité UMR6553 intitulée Écosystèmes, biodiversité, évolution (ECOBIO), dont la directrice est Mme Joan Van Baaren ;

Vu l'avis du responsable de la sécurité des systèmes d'information de la délégation régionale Bretagne et Pays de la Loire ;

DECIDE :

Article 1^{er}

M. Julio PEDRAZA-ACOSTA, ingénieur d'étude, est nommé chargé de sécurité des systèmes d'information de l'unité UMR6553 à compter du 01/08/2022 en remplacement de M. Olivier TROCCAZ.

Article 2

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Rennes, le 30 août 2022

Pour le président - directeur général et par délégation,
La directrice d'unité
Joan VAN BAAREN



DEC201327INSMI

Décision portant fin de mission de M. Olivier Goubet, chargé de mission institut (CMI)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

DECIDE :

Article 1er

A compter du 1^{er} août 2020, il est mis fin à la mission de M. Olivier Goubet auprès de l'Institut National des Sciences Mathématiques et de leurs interactions (INSMI).

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

Pour le président-directeur général
et par délégation
Le Directeur Général Délégué à la Science

Alain Schuhl



DEC222057INP

Décision portant maintien en fonction de Monsieur Cristian FOCSA, directeur par intérim de l'unité mixte de recherche UMR8523 intitulée Physique des lasers, atomes et molécules (PhLAM)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

Vu la décision DEC191237DGDS du 19 décembre 2019 portant création et renouvellement des unités mixtes de recherche contractualisées ;

Vu la décision DEC220559INP du 17 février 2022 portant respectivement fin aux fonctions de directeur de Monsieur Marc DOUAY et nomination de Monsieur Cristian FOCSA aux fonctions de directeur par intérim de l'unité mixte de recherche UMR8523 intitulée Physique des lasers, atomes et molécules (PhLAM) ;

Vu l'avis des tutelles ;

DÉCIDE :


Article 1er

A compter 1^{er} septembre 2022, Monsieur Cristian FOCSA, professeur des universités à l'Université de Lille, est maintenu dans ses fonctions de directeur par intérim de l'unité mixte de recherche UMR8523 intitulée Physique des lasers, atomes et molécules (PhLAM), jusqu'au 31 décembre 2022.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 02/09/2022



Le président - directeur général

Antoine Petit

DEC221995INSHS

Décision portant nomination de Mme Anouk COHEN aux fonctions de directrice par intérim de l'unité d'appui et de recherche UAR3136 intitulée Centre Jacques Berque pour les études en sciences humaines et sociales (CESHS) et cessation de fonctions de M. Adrien DELMAS.

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

Vu la décision DEC181210INSHS du 23 avril 2018 portant renouvellement de l'unité de service et de recherche n°3136 intitulée Centre Jacques Berque pour les études en sciences humaines et sociales (CESHS) ;

Vu la décision DEC182275INSHS du 18 février 2019 portant nomination de M. Adrien DELMAS aux fonctions de directeur de l'unité susvisée ;

Vu la décision DEC214035DGDS en date du 20 décembre 2021 portant modification de typologie et recodification d'Unités de service et de recherche (USR) en unités d'appui et de recherche (UAR) ;

Vu l'accord du partenaire :

DECIDE :

Article 1^{er}

I. Il est mis fin aux fonctions de M. Adrien DELMAS, directeur de l'unité d'appui et de recherche susvisée, appelé à d'autres fonctions à compter du 1^{er} septembre 2022.

II. A compter de cette même date, Mme Anouk COHEN, chargée de recherche au CNRS, est nommée directrice par intérim de l'unité d'appui et de recherche susvisée jusqu'au 31 décembre 2022.


Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

- 2 AOUT 2022

Le président - directeur général
Antoine Petit



DEC222054DR20

Décision portant cessation de fonctions de M. Michel Berlinguer et nomination de M. Jean-Daniel Barde, responsable par intérim du service technique et logistique de la délégation Côte d'Azur

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 - Délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC220202DAJ du 10 Février 2022 nommant Mme Clara Herer, aux fonctions de déléguée régionale de la circonscription Côte d'Azur ;

Vu la décision DEC221513DAJ du 27 Juin 2022 portant modification de la décision DEC220202DAJ en date du 10 Février 2022 portant délégation de signature à Mme Clara Herer, déléguée régionale de la circonscription Côte d'Azur ;

DÉCIDE :

Article 1^{er}

A compter du 1^{er} juin 2022, il est mis fin aux fonctions de M. Michel Berlinguer, responsable du service technique et logistique de la délégation Côte d'Azur.

Article 2

A compter de cette même date, M. Jean-Daniel Barde, Ingénieur d'études, est nommé responsable par intérim du service technique et logistique de la délégation Côte d'Azur.

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Valbonne, le 1^{er} Juin 2022

La déléguée régionale
Clara Herer

DEC222042DGDS

Décision portant nomination des directeurs et directeurs adjoints de diverses unités du CNRS

LE PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 janvier 2022 portant nomination de M. Antoine PETIT aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

Vu les décisions portant création ou renouvellement des unités du CNRS concernées ;

Vu l'accord des établissements cotutelles principales, le cas échéant ;

Vu l'avis des sections compétentes du Comité national de la recherche scientifique, le cas échéant ;

Vu l'avis du conseil de laboratoire ou des autres instances consultatives compétentes de chacune des unités concernées, lorsqu'ils existent ;

Sur proposition des directeurs d'institut concernés,

DÉCIDE :

Art. 1^{er} – Les directeurs et directeurs adjoints mentionnés dans l'annexe à la présente décision sont nommés à compter de la date et pour la durée de l'unité mentionnées dans cette même annexe.

Art. 2 - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du Centre national de la recherche scientifique.

Fait à Paris, le 26 juillet 2022

Le Président-Directeur général
Antoine PETIT



| Institut unité | Code unité | Intitulé | Sigle | Nom | Prénom | Corps | Employeur | Date d'effet nomination | Fonction | Délégation régionale unité |
|----------------|------------|--|----------|-------------------|-----------------|----------------------------|---------------------------|-------------------------|--------------------|--------------------------------------|
| INC | FR2708 | Physique et Chimie du Vivant | PCV | REFREGIERS | Matthieu | Ingénieur de recherche | CNRS | 01/09/2022 | Directeur | 8 - Centre Limousin Poitou-Charentes |
| INC | FR3085 | Institut de Chimie de Picardie | ICP | BECUWE | Matthieu | Maître de conférences | UNIV PICARDIE JULES VERNE | 01/09/2022 | Directeur | 18 - Hauts-de-France |
| INC | FR3085 | Institut de Chimie de Picardie | ICP | POURCEAU | Gwladys | Maître de conférences | UNIV PICARDIE JULES VERNE | 01/09/2022 | Directrice adjoint | 18 - Hauts-de-France |
| INC | UMR3080 | Laboratoire de Synthèse et Fonctionnalisation des Céramiques | LSFC | GERMAR | Robert | Chercheur | SGPM RECHERCHES | 01/08/2022 | Directeur | 12 - Provence et Corse |
| INC | UMR5254 | Institut des sciences analytiques et de physico-chimie pour l'environnement et les matériaux | IPREM | COURREGES | Cécile | Ingénieur de recherche | CNRS | 01/09/2022 | Directrice adjoint | 15 - Aquitaine |
| INC | UMR7042 | Laboratoire d'Innovation Moléculaire et Applications | LIMA | BLANCHARD | Nicolas | Directeur de Recherche | CNRS | 01/09/2022 | Directeur adjoint | 10 - Alsace |
| INC | UMR7313 | Institut des Sciences Moléculaires de Marseille | ISM2 | CONSTANTIEUX | Thierry | Professeur des universités | AIX-MARSEILLE UNIV | 01/07/2022 | Directeur adjoint | 12 - Provence et Corse |
| INC | UMR7375 | Laboratoire de chimie-physique macromoléculaire | LCPM | AVERLANT-PETIT | Marie-Christine | Chargé de recherche | CNRS | 01/08/2022 | Directrice | 6 - Centre-Est |
| INEE | UMR5244 | Interactions Hôtes-Pathogènes-Environnements | IHPE | MONTAGNANI | Caroline | Chargé de recherche | IFREMER | 01/08/2022 | Directrice adjoint | 13 - Occitanie Est |
| INEE | UMR8079 | Écologie, systématique et évolution | ESE | BAZOT | Stéphane | Professeur | UNIV PARIS SACLAY | 01/07/2022 | Directeur adjoint | 4 - Ile-de-France Gif-sur-Yvette |
| INEE | UMR8079 | Écologie, systématique et évolution | ESE | COLAS | Bruno | Professeur | AGROPARISTECH | 01/07/2022 | Directeur adjoint | 4 - Ile-de-France Gif-sur-Yvette |
| INEE | UMR8079 | Écologie, systématique et évolution | ESE | FRASCARIA-LACOSTE | Nathalie | Professeur | AGROPARISTECH | 01/10/2022 | Directrice | 4 - Ile-de-France Gif-sur-Yvette |
| INEE | UMR9220 | Ecologie marine tropicale des Océans Pacifique et Indien | ENTROPIE | MANGEAS | Morgan | Directeur de Recherche | IRD | 01/07/2022 | Directeur adjoint | 16 - Paris Michel-Ange |

| | | | | | | | | | | | |
|-------|---------|--|-----------|--|-----------------|-----------|----------------------------|-----------------------------|------------|--------------------|----------------------------------|
| INP | UMR3681 | Institut de physique théorique | IPhT | | PEPIN | Catherine | Chercheuse | CEA | 01/09/2022 | Directrice | 4 - Ile-de-France Gif-sur-Yvette |
| INP | UMR5152 | Laboratoire de physique théorique | LPT | | DESTAINVILLE | Nicolas | Professeur des universités | UNIV TOULOUSE PAUL SABATIER | 01/09/2022 | Directeur | 14 - Occitanie Ouest |
| INP | UMR5152 | Laboratoire de physique théorique | LPT | | ALET | Fabien | Directeur de Recherche | CNRS | 01/09/2022 | Directeur adjoint | 14 - Occitanie Ouest |
| INS2I | UMR7271 | Laboratoire d'Informatique, Signaux et Systèmes de Sophia Antipolis | I3S | | MALLET | Frédéric | Professeur des universités | UNIV COTE D'AZUR | 01/09/2022 | Directeur | 20 - Côte d'azur |
| INS2I | UMR7271 | Laboratoire d'Informatique, Signaux et Systèmes de Sophia Antipolis | I3S | | ZARZOSO | Vincente | Professeur des universités | UNIV COTE D'AZUR | 01/09/2022 | Directeur adjoint | 20 - Côte d'azur |
| INS2I | UMR7503 | Laboratoire lorrain de recherche en informatique et ses applications | LORIA | | MINIER | Marine | Professeur des universités | UNIV LORRAINE | 01/07/2022 | Directrice adjoint | 6 - Centre-Est |
| INS2I | UMR9015 | Laboratoire Interdisciplinaire des Sciences du Numérique | LISN | | BEAUDOUIN-LAFON | Michel | Professeur des universités | UNIV PARIS SACLAY | 01/09/2022 | Directeur adjoint | 4 - Ile-de-France Gif-sur-Yvette |
| INS2I | UMR9015 | Laboratoire Interdisciplinaire des Sciences du Numérique | LISN | | LUCOR | Didier | Directeur de Recherche | CNRS | 01/09/2022 | Directeur adjoint | 4 - Ile-de-France Gif-sur-Yvette |
| INS2I | UMR9189 | Centre de Recherche en Informatique, Signal et Automatique de Lille | CRISIAL | | DHAENENS | Clarisse | Professeur des universités | UNIV LILLE | 01/09/2022 | Directrice | 18 - Hauts-de-France |
| INS2I | UPR8001 | Laboratoire d'analyse et d'architecture des systèmes | LAAS-CNRS | | KAANICHE | Mohamed | Directeur de Recherche | CNRS | 01/09/2022 | Directeur | 14 - Occitanie Ouest |
| INS2I | UPR8001 | Laboratoire d'analyse et d'architecture des systèmes | LAAS-CNRS | | DRAGOMIRES CU | Daniela | Professeur des universités | INSA TOULOUSE | 01/09/2022 | Directrice adjoint | 14 - Occitanie Ouest |
| INSB | UMR5293 | Institut des Maladies Neurodégénératives | IMN | | BOUET-GARBOT | Eric | Directeur de Recherche | CNRS | 09/03/2022 | Directeur adjoint | 15 - Aquitaine |
| INSB | UMR7265 | Institut Biosciences et Biotechnologie d'Aix-Marseille | BIAM | | SANTAELLA | Catherine | Chargé de recherche | CNRS | 01/07/2022 | Directrice adjoint | 12 - Provence et Corse |
| INSB | UMR7287 | Institut des sciences du mouvement - Etienne-Jules Marey | ISM | | MASCRET | Nicolas | Maître de conférences | AIX-MARSEILLE UNIV | 01/07/2022 | Directeur adjoint | 12 - Provence et Corse |

| | | | | | | | | | | |
|-------|---------|---|-------------------------|------------|------------|----------------------------|------------------------|------------|--------------------|-----------------------------------|
| INSB | UMR7287 | Institut des sciences du mouvement - Etienne-Jules Marey | ISM | RAO | Guillaume | Maître de conférences | AIX-MARSEILLE UNIV | 01/07/2022 | Directeur adjoint | 12 - Provence et Corse |
| INSB | UMR8249 | Plasticité du cerveau | PdC | FAURE | Philippe | Directeur de Recherche | CNRS | 01/07/2022 | Directeur adjoint | 2 - Paris Centre |
| INSB | UMR8554 | Laboratoire de sciences cognitives et psycholinguistique | LSCP | SACKUR | Jérôme | Directeur d'études | EHESS | 01/07/2022 | Directeur | 2 - Paris Centre |
| INSHS | FR3383 | Fédération des Sciences Archéologiques de Bordeaux | FSAB | VERDIN | Florence | Chargé de recherche | CNRS | 01/09/2022 | Directrice adjoint | 15 - Aquitaine |
| INSHS | UAR2502 | Centre international de recherche sur les esclavages et les post-esclavages | CIRESC | CELESTINE | Audrey | Maître de conférences | UNIV LILLE | 01/09/2022 | Directrice adjoint | 5 - Ile-de-France Meudon |
| INSHS | UAR3224 | Centre de Recherche sur la Conservation | CRC | ANDRAUD | Christine | Professeur | MNHN | 01/09/2022 | Directrice | 2 - Paris Centre |
| INSHS | UAR3486 | Maison de la recherche en sciences humaines | MRSH Caen | MANEUVRIER | Christophe | Maître de conférences | UNIV CAEN NORMANDIE | 01/09/2022 | Directeur adjoint | 19 - Normandie |
| INSHS | UAR3486 | Maison de la recherche en sciences humaines | MRSH Caen | PIOT | Thierry | Professeur des universités | UNIV CAEN NORMANDIE | 01/09/2022 | Directeur adjoint | 19 - Normandie |
| INSHS | UAR3486 | Maison de la recherche en sciences humaines | MRSH Caen | LEBON | Isabelle | Professeur des universités | UNIV CAEN NORMANDIE | 01/09/2022 | Directrice adjoint | 19 - Normandie |
| INSHS | UMR5114 | Centre de droit comparé du travail et de la sécurité sociale | COMPTRASEC | AUZERO | Gilles | Professeur des universités | UNIV BORDEAUX | 01/09/2022 | Directeur adjoint | 15 - Aquitaine |
| INSHS | UMR6034 | Archéosciences-Bordeaux : Matériaux, temps, Images et Sociétés | Archéosciences Bordeaux | GENSBEITEL | Christian | Maître de conférences | UNIV BORDEAUX MONTAGNE | 01/09/2022 | Directeur adjoint | 15 - Aquitaine |
| INSHS | UMR6060 | Bordeaux Sciences Economiques | BSE | BERNARD | Tanguy | Professeur des universités | UNIV BORDEAUX | 01/09/2022 | Directeur | 15 - Aquitaine |
| INSHS | UMR6060 | Bordeaux Sciences Economiques | BSE | CARDEBAT | Jean-Marie | Professeur des universités | UNIV BORDEAUX | 01/09/2022 | Directeur adjoint | 15 - Aquitaine |
| INSHS | UMR6211 | Centre de recherche en économie et management | CREM | VALEAU | Patrick | Professeur des universités | UNIV RENNES 1 | 01/09/2022 | Directeur adjoint | 17 - Bretagne et Pays de la Loire |
| INSHS | UMR7307 | Institut d'ethnologie méditerranéenne, européenne et comparative | IDEMEC | ISNART | Cyril | Chargé de recherche | CNRS | 01/09/2022 | Directeur | 12 - Provence et Corse |

| | | | | | | | | | | |
|-------|---------|--|--------|-----------------|--------------|----------------------------|----------------------------|------------|--------------------|----------------------------------|
| INSHS | UMR7307 | Institut d'ethnologie méditerranéenne, européenne et comparative | IDEMEC | FESCHET | Valérie | Maître de conférences | AIX-MARSEILLE UNIV | 01/09/2022 | Directrice adjoint | 12 - Provence et Corse |
| INSHS | UMR7307 | Institut d'ethnologie méditerranéenne, européenne et comparative | IDEMEC | GABRY-THIENPONT | Séverine | Chargé de recherche | CNRS | 01/09/2022 | Directrice adjoint | 12 - Provence et Corse |
| INSHS | UMR8138 | Sorbonne-Identités, relations internationales et civilisations de l'Europe | SIRICE | DEFRANCE | Corinne | Directeur de Recherche | CNRS | 01/09/2022 | Directrice adjoint | 5 - Ile-de-France Meudon |
| INSHS | UMR8170 | Centre Asie du Sud-Est | CASE | BOUTE | Vanina | Professeur des universités | UNIV PICARDIE JULES VERNE | 01/10/2022 | Directrice | 2 - Paris Centre |
| INSHS | UMR8170 | Centre Asie du Sud-Est | CASE | SCHWEYER | Anne-Valérie | Chargé de recherche | CNRS | 01/10/2022 | Directrice adjoint | 2 - Paris Centre |
| INSHS | UMR8184 | Théorie économique, modélisation et applications | THEMA | DANAN | Eric | Directeur de Recherche | CNRS | 01/09/2022 | Directeur | 5 - Ile-de-France Meudon |
| INSHS | UMR8238 | Laboratoire d'études sur le genre et la sexualité | LEGS | IBOS | Caroline | Professeur des universités | UNIV VINCENNES SAINT DENIS | 01/09/2022 | Directrice | 5 - Ile-de-France Meudon |
| INSHS | UMR8238 | Laboratoire d'études sur le genre et la sexualité | LEGS | SEGARRA | Marta | Professeur des universités | UNIV VINCENNES SAINT DENIS | 01/09/2022 | Directrice adjoint | 5 - Ile-de-France Meudon |
| INSHS | UMR8558 | Centre de recherches historiques | CRH | MORERA | Raphael | Chargé de recherche | CNRS | 01/10/2022 | Directeur | 2 - Paris Centre |
| INSHS | UMR8558 | Centre de recherches historiques | CRH | RIBARD | Dinah | Directeur d'études | EHESS | 01/10/2022 | Directrice adjoint | 2 - Paris Centre |
| INSIS | UMR7646 | Laboratoire d'hydrodynamique | LadHyX | LESSHAFFT | Lutz | Directeur de Recherche | CNRS | 01/08/2022 | Directeur | 4 - Ile-de-France Gif-sur-Yvette |
| INSIS | UMR7646 | Laboratoire d'hydrodynamique | LadHyX | JOSSERAND | Christophe | Directeur de Recherche | CNRS | 01/08/2022 | Directeur adjoint | 4 - Ile-de-France Gif-sur-Yvette |
| INSMI | UMR7641 | Centre de mathématiques appliquées | CMAP | ALLAIRE | Grégoire | Professeur des universités | ECOLE POLYTECHNIQUE | 01/09/2022 | Directeur | 4 - Ile-de-France Gif-sur-Yvette |
| INSU | IRL3386 | Laboratoire Franco-Chilien d'astronomie | LFCA | NOTERDAEME | Pasquier | Chargé de recherche | CNRS | 01/09/2022 | Directeur adjoint | 16 - Paris Michel-Ange |

| | | | | | | | | | | |
|------|---------|---|----------|------------|------------------|-------------------------------|--------------------|------------|---------------------|--|
| INSU | UAR2208 | Télescope Canada France Hawaii | CFHT | CUBY | Jean- Gabriel | Astronome | AIX-MARSEILLE UNIV | 01/09/2022 | Directeur | 16 - Paris Michel-Ange |
| INSU | UAR3281 | Observatoire des sciences de l'univers Nantes Atlantique | OSUNA | MANGOLD | Nicolas | Directeur de Recherche | CNRS | 01/09/2022 | Directeur adjoint | 17 - Bretagne et Pays de la Loire |
| INSU | UAR3281 | Observatoire des sciences de l'univers Nantes Atlantique | OSUNA | BALTZER | Agnès | Professeur des universités | NANTES UNIV | 01/09/2022 | Directrice adjointe | 17 - Bretagne et Pays de la Loire |
| INSU | UAR704 | Observatoire Radioastronomique de Nançay | ORN | TAFFOUREAU | Christophe | Ingénieur de recherche | CNRS | 01/09/2022 | Directeur adjoint | 8 - Centre Limousin Poitou- Charentes |
| INSU | UMR6112 | Laboratoire de Planétologie et Géosciences | LPG | ZANELLA | Alain | Maître de conférences | LE MANS UNIV | 01/09/2022 | Directeur adjoint | 17 - Bretagne et Pays de la Loire |
| INSU | UMR7293 | Laboratoire J-L Lagrange | LAGRANGE | NESVADBA | Nicole | Directeur de Recherche | CNRS | 01/09/2022 | Directrice adjointe | 20 - Côte d'azur |
| INSU | UMR8028 | Institut de mécanique céleste et de calcul des éphémérides | IMCCE | ROBUTEL | Philippe | Directeur de Recherche | CNRS | 01/09/2022 | Directeur | 5 - Ile-de-France Meudon |
| INSU | UMR8617 | Institut d'astrophysique spatiale | IAS | YSARD | Nathalie | Chargé de recherche | CNRS | 01/09/2022 | Directrice adjointe | 4 - Ile-de-France Gif-sur- Yvette |

DEC222190DAJ

Décision portant nomination de M. Bruno Lucas aux fonctions de directeur adjoint scientifique de l'Institut des sciences biologiques (INSB)

LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC100001DAJ du 21 janvier 2010 modifiée portant création et organisation des instituts et fixant la liste des sections et des commissions interdisciplinaires concernées par leur activité ;

Sur proposition du directeur de l'Institut des sciences biologiques (INSB),

DECIDE :

Article 1^{er}. - A compter du 1^{er} octobre 2022, M. Bruno Lucas, directeur de recherche, est nommé aux fonctions de directeur adjoint scientifique en charge de la thématique « infrastructures nationales, plateformes et modèles animaux » de l'Institut des sciences biologiques, en remplacement de M. Daniel Boujard, appelé à faire valoir ses droits à la retraite.

Article 2. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 29 septembre 2022

Le président-directeur général

Antoine Petit



DEC222163DAJ

Décision portant modification de la décision DEC220227DAJ du 10 février 2022 portant délégation de signature à Mme Carole Chrétien, directrice des relations avec les entreprises (DRE)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC220227DAJ du 10 février 2022 portant délégation de signature à Mme Carole Chrétien, directrice des relations avec les entreprises (DRE) ;

Vu la décision DEC222162DAJ portant nomination de Mme Carole Chrétien aux fonctions de directrice déléguée à la formation pour les entreprises (DDFE),

DECIDE :

Art. 1^{er}. - La décision DEC220227DAJ du 10 février 2022 est modifiée ainsi qu'il suit :

1.1. - L'article 2 de la décision DEC220227DAJ du 10 février 2022 est rédigé comme suit :

« **2.1** - Dans la limite de ses attributions, délégation permanente est donnée à Mme Carole Chrétien en sa qualité de directrice déléguée à la formation des entreprises, à l'effet de signer, au nom du président-directeur général du CNRS :

- les conventions bilatérales de formation établies dans le cadre des stages organisés par la direction déléguée à la formation pour les entreprises ;
- les conventions de partenariat conclues entre le CNRS avec d'autres organismes pour la promotion, l'organisation et la réalisation de formations.

2.2. - En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Carole Chrétien, directrice des relations avec les entreprises et directrice déléguée à la formation des entreprises, délégation est donnée à M. Raphaël Thon, adjoint à la directrice déléguée à la formation des entreprises, à l'effet de signer, au nom du président-directeur général du CNRS, dans la limite de ses attributions, les conventions visées à l'article 2.1 ».

1.2. - Après l'article 2 de la décision DEC220227DAJ du 10 février 2022, il est inséré un article 3 rédigé ainsi : « La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS ».

Art. 2. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 13 septembre 2022

Le président-directeur général

Antoine Petit

DEC223227DAJ

Décision portant délégation de signature ponctuelle à M. Jean-Luc Moullet, directeur général délégué à l'innovation

LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC190562DAJ du 15 mars 2019 portant nomination de M. Jean-Luc Moullet aux fonctions de directeur général délégué à l'innovation (DGD-I) ;

Vu le projet d'avenant n° 1 à la lettre-accord de collaboration conclue le 22 mai 2018 entre le CNRS et la société ARIANEGROUP SAS (AGS),

DECIDE :

Article 1^{er}. - Délégation est donnée à M. Jean-Luc Moullet, directeur général délégué à l'innovation, à l'effet de signer, au nom du président-directeur général du CNRS, l'avenant n° 1 à la lettre-accord de collaboration conclue le 22 mai 2018 entre le CNRS et la société ARIANEGROUP SAS, susvisé.

Article 2. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 20 septembre 2022

Le président-directeur
général

Antoine Petit



DEC222140DR02

Décision portant délégation de signature à Mme Christine ANDRAUD, directrice de l'unité UAR3224 intitulée Centre de Recherche sur la Conservation (CRC), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC160982DAJ du 17 juin 2016 nommant Véronique Debisschop déléguée régionale pour la circonscription Paris B à compter du 1er août 2016 ;

Vu la décision DEC181599DAJ du 7 novembre 2018 portant modification de la dénomination de la DR2 en délégation Paris-Centre ;

Vu la décision DEC181907DGDS du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'unité USR3224 intitulée Centre de Recherche sur la Conservation – CRC, dont la directrice est Mme Véronique ROUCHON ;

Vu la décision DEC220089INSHS du 31 janvier 2022 portant cessation de fonctions de Madame Véronique ROUCHON et nomination de Madame Christine ANDRAUD aux fonctions de directrice par intérim de l'unité d'appui et de recherche n°3224 intitulée Centre de Recherche sur la Conservation (CRC) ;

Vu la décision DEC222042DGDS du 26 juillet 2022 portant nomination de Madame Christine ANDRAUD aux fonctions de directrice de plein exercice de l'unité d'appui et de recherche n°3224 intitulée Centre de Recherche sur la Conservation (CRC) à compter du 1^{er} septembre 2022 ;

DECIDE :



Article 1^{er}

Délégation est donnée Mme Christine ANDRAUD, directrice de l'UAR3224, à l'effet de signer au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Christine ANDRAUD, délégation de signature est donnée à Mme Anne-Laurence DUPONT (DR2), aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC221186DR02 du 22 mars 2022 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

La présente délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du (de la) délégué(e) régional(e) (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

Cette décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

La déléguée régionale

Véronique Debisschop



DEC222159DR02

Décision portant délégation de signature à M. Hubert PERROT, directeur de l'unité UMR8235 intitulée Laboratoire Interfaces et Systèmes Electrochimiques - LISE, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC160982 du 17 juin 2016 nommant Véronique Debisschop déléguée régionale pour la circonscription Paris B à compter du 1er août 2016;

Vu la décision DEC181599DAJ du 7 novembre 2018 portant modification de la dénomination de la DR2 en délégation Paris-Centre ;

Vu la décision DEC181898DGDS du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'unité UMR8235 intitulée Laboratoire Interfaces et Systèmes Electrochimiques - LISE, dont le directeur est M. Hubert PERROT;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée Hubert PERROT, directeur de l'UMR8235 , à l'effet de signer au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;



3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Hubert PERROT, délégation de signature est donnée à Mme Catherine DEBIEMME-CHOUVY (DR2) et à Mme Isabelle LEFEBVRE (AI) aux fins mentionnées à l'article 1er.

Article 3

La décision DEC183266DR02 du 7 janvier 2019 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

La présente délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du (de la) délégué(e) régional(e) (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

Cette décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

La déléguée régionale

Véronique Debisschop



DEC222452DR02

Décision portant délégation de signature à Mme Daniela GRIGORI, directrice de l'unité UMR7243 intitulée Laboratoire d'Analyse et Modélisation de Systèmes pour l'Aide à la Décision - LAMSADE, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC160982 du 17 juin 2016 nommant Véronique Debisschop déléguée régionale pour la circonscription Paris B à compter du 1er août 2016 ;

Vu la décision DEC181599DAJ du 7 novembre 2018 portant modification de la dénomination de la DR2 en délégation Paris-Centre ;

Vu la décision DEC181898DGDS du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'unité UMR7243 intitulée Laboratoire d'Analyse et Modélisation de Systèmes pour l'Aide à la Décision - LAMSADE, dont la directrice est Mme Daniela GRIGORI ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Daniela GRIGORI, directrice de l'unité UMR7243, à l'effet de signer au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;



2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Daniela GRIGORI, délégation de signature est donnée à M. Stefano MORETTI (DR), directeur-adjoint, aux fins mentionnées à l'article 1er.

Article 3

La décision DEC190193DR02 du 211 janvier 2019 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

La présente délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du (de la) délégué(e) régional(e) (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

Cette décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

La déléguée régionale

Véronique Debisschop



DEC222191DR02

Décision portant délégation de signature à Mme Juliette RENNES, directrice de l'unité UMR8044 intitulée Centre d'étude des mouvements sociaux - CEMS, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC160982 du 17 juin 2016 nommant Véronique Debisschop déléguée régionale pour la circonscription Paris B à compter du 1er août 2016 ;

Vu la décision DEC181599DAJ du 7 novembre 2018 portant modification de la dénomination de la DR2 en délégation Paris-Centre ;

Vu la décision DEC201509DGDS du 18 décembre 2020 portant création de l'unité UMR8044 intitulée Centre d'études des mouvements sociaux - CEMS, dont la directrice est Mme Isabelle VILLE ;

Vu la décision DEC221680INSHS du 02 septembre 2022 portant nomination de Mme Juliette RENNES aux fonctions de directrice par intérim et de Mme Janine BARBOT aux fonctions de directrice adjointe par intérim de l'unité mixte de recherche UMR8044 intitulée « Centre d'étude des mouvements sociaux » (CEMS) à compter du 1^{er} juillet 2022 ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée Mme Juliette RENNES, directrice de l'UMR8044, à l'effet de signer au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur



au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;

2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Juliette RENNES, délégation de signature est donnée à Madame Janine BARBOT, directrice d'unité adjointe (DAD2) et à Madame Joëlle CAUGNON, secrétaire générale (IE2) aux fins mentionnées à l'article 1er.

Article 3

La présente délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du (de la) délégué(e) régional(e) (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

Cette décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

La déléguée régionale

Véronique Debisschop



DEC222379DR02

Décision portant délégation de signature à M. Olivier BIQUARD, directeur de l'unité UMR7586 intitulée Institut de mathématiques de Jussieu - Paris Rive Gauche - IMJ-PRG, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC160982 du 17 juin 2016 nommant Véronique Debisschop déléguée régionale pour la circonscription Paris B à compter du 1er août 2016 ;

Vu la décision DEC181599DAJ du 7 novembre 2018 portant modification de la dénomination de la DR2 en délégation Paris-Centre ;

Vu la décision DEC181898DGDS du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'unité UMR7586 intitulée Institut de mathématiques de Jussieu - Paris Rive Gauche - IMJ-PRG, dont le directeur est M. Loïc MEREL ;

Vu la décision DEC202022INSMI du 24 novembre 2020 portant nomination de M. Olivier BIQUARD et de M. Laurent DESVILLETES respectivement aux fonctions de directeur et directeur adjoint de l'UMR7586 à compter du 1^{er} janvier 2021 ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Olivier BIQUARD, directeur de l'UMR7586 , à l'effet de signer au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur



au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;

2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

A compter du 1^{er} octobre 2022, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Olivier BIQUARD, délégation de signature est donnée à M. Laurent DESVILETTES, directeur adjoint (P) et à Mme Ayano TANAKA, responsable administrative (AI) aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

A compter de cette même date, la décision DEC202200DR02 du 10 décembre 2020 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

La présente délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du (de la) délégué(e) régional(e) (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

Cette décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

La déléguée régionale

Véronique Debisschop



DEC222139DR02

Décision portant délégation de signature à M. Thomas PREAT, directeur de l'unité UMR8249 intitulée Plasticité du Cerveau - PdC, par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC160982DAJ du 17 juin 2016 nommant Véronique Debisschop déléguée régionale pour la circonscription Paris B à compter du 1er août 2016 ;

Vu la décision DEC181599DAJ du 7 novembre 2018 portant modification de la dénomination de la DR2 en délégation Paris-Centre ;

Vu la décision DEC181898DGDS du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'UMR8249 intitulée Plasticité du Cerveau - PdC, dont le directeur est M. Thomas PREAT

Vu la décision 222042DGDS du 26 juillet 2022 portant nomination de M. Philippe FAURE aux fonctions de directeur adjoint de l'unité mixte de recherche N°8249 intitulée Plasticité du Cerveau (PdC) à compter du 1^{er} juillet 2022

DÉCIDE :

Article 1^{er} Délégation est donnée M. Thomas PREAT, directeur de l'UMR8249, à l'effet de signer au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur



au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;

2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Thomas PREAT, délégation de signature est donnée à M. Philippe FAURE (DR1), à Mme Joëlle VINH (DR2) et à Madame Tu Khanh NGUYEN (AI) aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC213536DR02 du 05 novembre 2021 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

La présente délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du (de la) délégué(e) régional(e) (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

Cette décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

La déléguée régionale

Véronique Debisschop



DEC222129DR02

Décision portant délégation de signature à M. Jérôme SACKUR, directeur de l'unité UMR8554 intitulée Laboratoire de Sciences Cognitives et Psycholinguistique (LSCP), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC160982DAJ du 17 juin 2016 nommant Véronique Debisschop déléguée régionale pour la circonscription Paris B à compter du 1er août 2016 ;

Vu la décision DEC181599DAJ du 7 novembre 2018 portant modification de la dénomination de la DR2 en délégation Paris-Centre ;

Vu la décision DEC183279DGDS du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'unité mixte de recherche n°8554 intitulée « Laboratoire de Sciences Cognitives et Psycholinguistique (LSCP) » ;

Vu la décision DEC193047INSB du 19 novembre 2019 portant nomination de Mme Alejandrina Cristia aux fonctions de directrice de l'unité susvisée ;

Vu la décision DEC220566INSB du 15 mars 2022 portant cessation de fonctions de Madame Alejandrina Cristia et nomination de Monsieur Jérôme SACKUR aux fonctions de directeur par intérim de l'unité mixte de recherche n°8554 intitulée Laboratoire de Sciences Cognitives et Psycholinguistique (LSCP) à compter du 1^{er} février 2022.

Vu la décision DEC222042DGDS portant nomination de Monsieur Jérôme SACKUR aux fonctions de directeur de plein exercice de l'unité mixte de recherche n°8554 intitulée Laboratoire de Sciences Cognitives et Psycholinguistique (LSCP) à compter du 1^{er} juillet 2022

DECIDE :

Article 1^{er} Délégation est donnée M. Jérôme SACKUR, directeur de l'UMR8554, à l'effet de signer au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jérôme SACKUR, délégation de signature est donnée à Mme Radhia ACHHEB, responsable administrative (AI), aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC221314DR02 du 30 mars 2022 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

La présente délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du (de la) délégué(e) régional(e) (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

Cette décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

La déléguée régionale

Véronique Debisschop



DEC222408DR02**Décision modificative portant délégation de signature à M. Eric THIEBAUT, directeur de l'unité UAR2017 intitulée OSU Stations Marines (STAMAR), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire****LA DELEGUEE REGIONALE,**

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC160982 du 17 juin 2016 nommant Véronique Debisschop déléguée régionale pour la circonscription Paris B à compter du 1er août 2016 ;

Vu la décision DEC181599DAJ du 7 novembre 2018 portant modification de la dénomination de la DR2 en délégation Paris-Centre ;

Vu la décision DEC191244DGDS du 19 décembre 2019 portant création ex nihilo pour 4 ans de l'unité UMS2017 intitulée OSU Stations Marines (STAMAR), dont le directeur est M. Eric THIEBAUT ;

DECIDE :**Article 1^{er}**

Délégation est donnée à M. Eric THIEBAUT, directeur de l'UAR2017, à l'effet de signer au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;



2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Eric THIEBAUT, délégation de signature est donnée à Mme Corinne VERHULST (IE), Monsieur Laurent COPPOLA (PHYSA) et à M. Pascal CONAN (MC) aux fins mentionnées à l'article 1er.

Article 3

La décision DEC212257DR02 du 22 juin 2021 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

La présente délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du (de la) délégué(e) régional(e) (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

Cette décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

La déléguée régionale

Véronique Debisschop



DEC221954DR04

Décision portant délégation de signature pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR8506 intitulée Laboratoire des signaux et systèmes

LE DIRECTEUR D'UNITÉ,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC191237DGDS du 19 décembre 2019 approuvant le renouvellement de l'unité UMR8506, intitulée « Laboratoire des signaux et systèmes », dont le directeur est Monsieur Pascal BONDON ;

DÉCIDE :

Article 1

Délégation est donnée à Madame Audrey BERTINET, ingénieure d'études, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Audrey BERTINET, délégation est donnée à Madame Caroline LION, assistante ingénieure, aux fins mentionnées à l'article 1 de la présente décision.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 6 juillet 2022

Le directeur d'unité
Monsieur Pascal BONDON



DEC222152DR04

Décision portant délégation de signature pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR8182 intitulée Institut de chimie moléculaire et des matériaux d'Orsay

LE DIRECTEUR D'UNITÉ,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC191237DGDS du 19 décembre 2019 approuvant le renouvellement de l'unité UMR8182, intitulée « Institut de chimie moléculaire et des matériaux d'Orsay », dont le directeur est Monsieur David AITKEN ;

DÉCIDE :

Article 1

Délégation est donnée à Madame Anne BLEUZEN, professeure, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Anne BLEUZEN, délégation est donnée à Madame Ketty FOURNAUD, ingénieure d'études, aux fins mentionnées à l'article 1 de la présente décision.

Article 3

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Anne BLEUZEN et de Madame Ketty FOURNAUD, délégation est donnée à Madame Valérie SCHEUBLÉ, ingénieure d'études, aux fins mentionnées à l'article 1 de la présente décision.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Orsay, le 1^{er} septembre 2022

Le directeur d'unité
Monsieur David AITKEN



DEC222373DAJ

Décision portant modification de la décision DEC220187DAJ du 10 février 2022 portant délégation de signature à M. Benoît Forêt, délégué régional de la circonscription Ile-de-France Gif-sur-Yvette (DR04)

LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC220187DAJ du 10 février 2022 portant délégation de signature à M. Benoît Forêt, délégué régional de la circonscription Ile-de-France Gif-sur-Yvette (DR04) ;

Vu la décision DEC222213DR04 du 1^{er} septembre 2022 portant nomination de M. Clément Courvoisier aux fonctions de secrétaire général par intérim de la délégation Ile-de-France Gif-sur-Yvette,

DECIDE :

Article 1^{er}. - La décision DEC220187DAJ du 10 février 2022 susvisée est modifiée ainsi qu'il suit :

I. A l'article 3, les mots : « Mme Christelle Dodeman-Denys, secrétaire générale » sont remplacés par les mots : « M. Clément Courvoisier, secrétaire général par intérim » ;

II. A l'article 4, les mots : « Mme Christelle Dodeman-Denys, secrétaire générale » sont remplacés par les mots : « M. Clément Courvoisier, secrétaire général par intérim » ;

III. L'article 5 est supprimé.

Article 2. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 29 septembre 2022

Le président-directeur
général

Antoine Petit



DEC222272DR04

Décision portant délégation de signature aux collaborateurs de la délégation pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés

LE DÉLÉGUÉ RÉGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC210118DAJ du 22 janvier 2021 nommant M. Benoît FORÊT, aux fonctions de délégué régional pour la circonscription Ile-de-France Gif-sur-Yvette ;

DÉCIDE :

Article 1. Délégation est donnée à Mme Carole LE CONTEL, adjointe au délégué régional, à l'effet de signer au nom du délégué régional tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de la décision DEC190902DAJ susvisée.

Article 2. En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Carole LE CONTEL, délégation est donnée aux fins mentionnées à l'article 1 à M. Clément COURVOISIER, secrétaire général par intérim.

Article 3. En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Carole LE CONTEL et de M. Clément COURVOISIER, délégation est donnée à Mme Julie KOLSKI, responsable du service des ressources humaines, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions, les marchés à procédure adaptée.

Article 4. En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Carole LE CONTEL et de M. Clément COURVOISIER, délégation est donnée à M. Denis BOLÉ, responsable du service technique et logistique, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions, les marchés à procédure adaptée.

Article 5. En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Carole LE CONTEL et de M. Clément COURVOISIER, délégation est donnée à Mme Frédérique LENOIR, responsable du pôle ressources financières (secrétariat général), à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions, les marchés à procédure adaptée.



Article 6. Cette décision abroge la décision DEC211551DR04 du 1^{er} avril 2021.

Article 7. La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 8 septembre 2022

Le délégué régional

Benoît FORÊT



DEC222241DR04

Décision portant délégation de signature aux collaborateurs de la délégation en cas d'absence ou d'empêchement de M. Benoît FORÊT, délégué régional de la délégation Ile-de-France Gif-sur-Yvette

LE DÉLÉGUÉ RÉGIONAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 - Délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC210118DAJ du 22 janvier 2021 nommant M. Benoît FORÊT, délégué régional pour la circonscription Ile-de-France Gif-sur-Yvette ;

Vu la décision DEC160631DR04 du 10 mars 2016 nommant M. Denis BOLÉ, aux fonctions de responsable du service technique et logistique de la délégation Ile-de-France Gif-sur-Yvette ;

Vu la décision DEC200676DR04 du 25 février 2020 nommant Mme Julie KOLSKI, aux fonctions de responsable du service des ressources humaines de la délégation Ile-de-France Gif-sur-Yvette ;

Vu la décision DEC200525DAJ du 04 mars 2020 nommant Mme Carole LE CONTEL, aux fonctions d'adjointe au délégué régional de la circonscription Ile-de-France Gif-sur-Yvette ;

Vu la décision DEC222213DR04 du 1^{er} septembre 2022 nommant M. Clément COURVOISIER, aux fonctions de secrétaire général par intérim de la délégation Ile-de-France Gif-sur-Yvette ;

DÉCIDE :

Article 1. En cas d'absence ou d'empêchement de M. Benoît FORÊT, délégué régional pour la circonscription Ile-de-France Gif-sur-Yvette, délégation est donnée à Mme Carole LE CONTEL, adjointe au délégué régional, à l'effet de signer tous actes, décisions et documents relevant de l'exercice des fonctions d'ordonnateur secondaire.

Article 2. En cas d'absence ou d'empêchement de M. Benoît FORÊT et de Mme Carole LE CONTEL, délégation est donnée à M. Clément COURVOISIER, secrétaire général par intérim, à l'effet de signer tous actes, décisions et documents relevant de l'exercice des fonctions d'ordonnateur secondaire.

Article 3. En cas d'absence ou d'empêchement de M. Benoît FORÊT, de Mme Carole LE CONTEL et de M. Clément COURVOISIER, délégation est donnée à Mme Julie KOLSKI, responsable du service des ressources humaines, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions, tous actes, décisions et documents relevant de l'exercice des fonctions d'ordonnateur secondaire.



Article 4. En cas d'absence ou d'empêchement de M. Benoît FORÊT, de Mme Carole LE CONTEL et de M. Clément COURVOISIER, délégation est donnée à M. Denis BOLÉ, responsable du service technique et logistique, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions, tous actes, décisions et documents relevant de l'exercice des fonctions d'ordonnateur secondaire.

Article 5. En cas d'absence ou d'empêchement de M. Benoît FORÊT, de Mme Carole LE CONTEL et de M. Clément COURVOISIER, délégation est donnée à Mme Frédérique LENOIR, responsable du pôle ressources financières (secrétariat général), à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions, tous actes, décisions et documents relevant de l'exercice des fonctions d'ordonnateur secondaire.

Article 6. En cas d'absence ou d'empêchement de M. Benoît FORÊT, de Mme Carole LE CONTEL et de M. Clément COURVOISIER, délégation est donnée à Mme Isabelle VAN CRACYNES, responsable du pôle achats (service finances, achats, comptabilité), à Mme Aurore DEBONO, acheteuse au pôle achats (service finances, achats, comptabilité), et à Mme Sylvie RIEUX, acheteuse au pôle achats (service finances, achats, comptabilité), à l'effet d'effectuer la certification du service fait sur les commandes supérieures à 140 000 € HT des unités.

Article 7. Cette décision abroge la décision DEC211550DR04 du 1^{er} avril 2021.

Article 8. La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 8 septembre 2022

Le délégué régional

Benoît FORÊT

DEC222155DR04

Décision portant délégation de signature pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR8071 intitulée Laboratoire de mathématiques et modélisation d'Evry

LE DIRECTEUR PAR INTÉRIM D'UNITÉ,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC193202INSMI du 20 décembre 2019 approuvant le renouvellement de l'unité UMR8071, intitulée « Laboratoire de mathématiques et modélisation d'Evry » ;

Vu la décision DEC221802INSMI du 26 juillet 2022 portant nomination de Monsieur Stéphane MENOZZI aux fonctions de directeur par intérim de l'unité UMR8071 ;

DÉCIDE :

Article 1

Délégation est donnée à Madame Lucilla CORRIAS, maître de conférences, à l'effet de signer au nom du directeur par intérim d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée.

Article 2

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Évry, le 1^{er} septembre 2022

Le directeur par intérim d'unité
Monsieur Stéphane MENOZZI



DEC222154DR04

Décision portant délégation de signature à *Monsieur Stéphane MENOZZI*, directeur par intérim de l'unité *UMR8071* intitulée *Laboratoire de mathématiques et modélisation d'Evry*, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DÉLÉGUÉ RÉGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC210118DAJ du 22 janvier 2021 portant fin de fonctions et nomination de Monsieur Benoît Forêt aux fonctions de délégué régional de la circonscription Ile-de-France Gif-sur-Yvette ;

Vu la décision DEC193202INSMI du 20 décembre 2019 approuvant le renouvellement de l'unité UMR8071, intitulée « Laboratoire de mathématiques et modélisation d'Evry » ;

Vu la décision DEC221802INSMI du 26 juillet 2022 portant nomination de Monsieur Stéphane MENOZZI aux fonctions de directeur par intérim de l'unité UMR8071 ;

DÉCIDE :

Article 1

Délégation est donnée à Monsieur Stéphane MENOZZI, directeur par intérim de l'unité UMR8071, à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Stéphane MENOZZI, délégation de signature est donnée à Madame Lucilla CORRIAS, maître de conférences, aux fins mentionnées à l'article 1.

Article 3

La décision DEC210248DR04 du 01/02/2021 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 1^{er} septembre 2022

Le délégué régional
Benoît FORÊT



DEC222151DR04

Décision portant délégation de signature à *Monsieur David AITKEN*, directeur de l'unité UMR8182 intitulée *Institut de chimie moléculaire et des matériaux d'Orsay*, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DÉLÉGUÉ RÉGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC210118DAJ du 22 janvier 2021 portant fin de fonctions et nomination de Monsieur Benoît Forêt aux fonctions de délégué régional de la circonscription Ile-de-France Gif-sur-Yvette ;

Vu la décision DEC191237DGDS du 19 décembre 2019 approuvant le renouvellement de l'unité UMR8182, intitulée « Institut de chimie moléculaire et des matériaux d'Orsay », dont le directeur est Monsieur David AITKEN ;

DÉCIDE :

Article 1

Délégation est donnée à Monsieur David AITKEN, directeur de l'unité UMR8182, à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur David AITKEN, délégation de signature est donnée à Madame Anne BLEUZEN, professeure, Madame Ketty FOURNAUD, ingénieure d'études, et Madame Valérie SCHEUBLÉ, ingénieure d'études, aux fins mentionnées à l'article 1.

Article 3

La décision DEC213984DR04 du 01/12/2021 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 1^{er} septembre 2022

Le délégué régional
Benoît FORÊT



DEC222150DR04

Décision portant délégation de signature pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UAR3441 intitulée Maison de la simulation

LE DIRECTEUR PAR INTÉRIM D'UNITÉ,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC213771DGDS du 20 décembre 2021 approuvant le renouvellement de l'unité UAR3441, intitulée « Maison de la simulation » ;

Vu la décision DEC221931INS2I du 25 juillet 2022 portant nomination de Monsieur Pascal TREMBLIN aux fonctions de directeur par intérim de l'unité UAR3441 ;

DÉCIDE :

Article 1

Délégation est donnée à Madame Valérie BELLE, secrétaire d'administration de la recherche, à l'effet de signer au nom du directeur par intérim d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Valérie BELLE, délégation est donnée à Monsieur Edouard AUDIT, chercheur, aux fins mentionnées à l'article 1 de la présente décision.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 1^{er} septembre 2022

Le directeur par intérim d'unité
Monsieur Pascal TREMBLIN



DEC222149DR04

Décision portant délégation de signature à *Monsieur Pascal TREMBLIN*, directeur par intérim de l'unité *UAR3441* intitulée *Maison de la simulation*, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DÉLÉGUÉ RÉGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC210118DAJ du 22 janvier 2021 portant fin de fonctions et nomination de Monsieur Benoît Forêt aux fonctions de délégué régional de la circonscription Ile-de-France Gif-sur-Yvette ;

Vu la décision DEC213771DGDS du 20 décembre 2021 approuvant le renouvellement de l'unité UAR3441, intitulée « Maison de la simulation » ;

Vu la décision DEC221931INS2I du 25 juillet 2022 portant nomination de Monsieur Pascal TREMBLIN aux fonctions de directeur par intérim de l'unité UAR3441 ;

DÉCIDE :

Article 1

Délégation est donnée à Monsieur Pascal TREMBLIN, directeur par intérim de l'unité UAR3441, à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pascal TREMBLIN, délégation de signature est donnée à Madame Valérie BELLE, secrétaire d'administration de la recherche, et Monsieur Edouard AUDIT, chercheur, aux fins mentionnées à l'article 1.

Article 3

La décision DEC213016DR04 du 01/09/2021 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 1^{er} septembre 2022

Le délégué régional
Benoît FORÊT



DEC222147DR04

Décision portant délégation de signature pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR7641 intitulée Centre de mathématiques appliquées

LE DIRECTEUR D'UNITÉ,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC191237DGDS du 19 décembre 2019 approuvant le renouvellement de l'unité UMR7641, intitulée « Centre de mathématiques appliquées » ;

Vu la décision DEC222042DGDS du 26 juillet 2022 portant nomination de Monsieur Grégoire ALLAIRE aux fonctions de directeur de l'unité UMR7641 ;

DÉCIDE :

Article 1

Délégation est donnée à Madame Nasséra NAAR, ingénieure de recherche, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Nasséra NAAR, délégation est donnée à Madame Aline LEFEBVRE-LEPOT, chargée de recherche, aux fins mentionnées à l'article 1 de la présente décision.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Palaiseau, le 1^{er} septembre 2022

Le directeur d'unité
Monsieur Grégoire ALLAIRE



DEC222146DR04

Décision portant délégation de signature à *Monsieur Grégoire ALLAIRE*, directeur de l'unité UMR7641 intitulée *Centre de mathématiques appliquées*, par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DÉLÉGUÉ RÉGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC210118DAJ du 22 janvier 2021 portant fin de fonctions et nomination de Monsieur Benoît Forêt aux fonctions de délégué régional de la circonscription Ile-de-France Gif-sur-Yvette ;

Vu la décision DEC191237DGDS du 19 décembre 2019 approuvant le renouvellement de l'unité UMR7641, intitulée « Centre de mathématiques appliquées » ;

Vu la décision DEC222042DGDS du 26 juillet 2022 portant nomination de Monsieur Grégoire ALLAIRE aux fonctions de directeur de l'unité UMR7641 ;

DÉCIDE :

Article 1

Délégation est donnée à Monsieur Grégoire ALLAIRE, directeur de l'unité UMR7641, à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Grégoire ALLAIRE, délégation de signature est donnée à Madame Nasséra NAAR, ingénieure de recherche, et Madame Aline LEFEBVRE-LEPOT, chargée de recherche, aux fins mentionnées à l'article 1.

Article 3

La décision DEC210224DR04 du 01/02/2021 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Gif-sur-Yvette, le 1^{er} septembre 2022

Le délégué régional
Benoît FORÊT



DEC222160DR06

Décision portant délégation de signature à Mr Raphaël PIK, directeur de l'unité UAR3562, intitulée Observatoire Terre et Environnement de Lorraine (OTELo) par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC191404DAJ du 1^{ER} juillet 2019 nommant Edwige Helmer-Laurent déléguée régionale pour la circonscription Centre Est (DR06) à compter du 26 août 2019 ;

Vu la décision DEC171285DGDS du 21 décembre 2017 portant renouvellement de l'unité mixte de service UAR3562, intitulée Observatoire Terre et Environnement de Lorraine (OTELo) ;

Vu la décision DEC212513INSU du 18 août 2021 portant nomination de Mr Raphaël PIK aux fonctions de directeur de l'unité UAR3562 intitulée Observatoire Terre et Environnement de Lorraine (OTELo) ;

DECIDE :**Article 1^{er}**

Délégation est donnée à Mr Raphaël PIK, directeur de l'unité UAR3562, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;

¹ soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de **Mr Raphaël PIK**, délégation de signature est donnée à **Mme Céline CLANCHE** ASI et responsable administrative, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC213330DR06 du 01/09/2021 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Vandoeuvre les Nancy, le 24 juin 2022

La Déléguée Régionale
Edwige HELMER-LAURENT



DEC221873DR06

Décision portant délégation de signature à Mme Aline MARCHETTI et Mme Florence BOUCHET-MONERET pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UAR3261 intitulée Maison des Sciences de l'Homme Lorraine (MSHL)

LE DIRECTEUR D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC180056INSHS du 21 décembre 2017 approuvant le renouvellement de l'unité UAR3261 intitulée Maison des Sciences de l'Homme Lorraine ;

Vu la décision DEC221003INSHS du 21 avril 2022 portant nomination de M. Nicolas BRUCKER aux fonctions de directeur par intérim de l'unité d'appui et de recherche n°3261 intitulée Maison des Sciences de l'Homme Lorraine (MSHLorraine) ;

DECIDE :**Article 1^{er}**

Délégation est donnée à Mme Aline MARCHETTI, IE et responsable administrative, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée¹.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Aline MARCHETTI, délégation est donnée à Mme Florence BOUCHET-MONERET, IR, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur(trice) (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Vandoeuvre-les-Nancy, le 21 avril 2022

¹ Pour mémoire le(la) directeur(trice) d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique



Le directeur d'unité
Nicolas BRUCKER



DEC222063DR06

Décision portant délégation de signature à M. David BOUQUAIN pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UAR2200, intitulée Fuel Cell LAB : vers des Systèmes Pile à combustibles Efficients (FCLAB)

LA DIRECTRICE D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC213775DGDS du 20 décembre 2021 portant prolongation de l'unité d'appui et de recherche n°2200, intitulée Fuel Cell LAB : vers des Systèmes Pile à combustibles Efficients (FCLAB), dont la directrice est Mme Marie-Cécile PERA ;

DECIDE :**Article 1^{er}**

Délégation est donnée à M. David BOUQUAIN, PU et directeur adjoint, à l'effet de signer au nom de la directrice d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée¹.

Article 2

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur(trice) (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Vandœuvre-lès-Nancy, le 18 juillet 2022

La directrice d'unité
Marie-Cécile PERA

¹ Pour mémoire le(la) directeur(trice) d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique : soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



DEC222165DR06

Décision portant délégation de signature à Mme Emilie GAUTHIER directrice par intérim de l'unité UMR6249 intitulée Chrono-Environnement par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC191404DAJ du 1^{ER} juillet 2019 nommant Edwige Helmer-Laurent déléguée régionale pour la circonscription Centre Est (DR06) à compter du 26 août 2019 ;

Vu la décision DEC161216DGDS du 16 décembre 2016 approuvant le renouvellement de l'unité UMR6249 intitulée Chrono-Environnement ;

Vu la décision DEC222003INEE du 30 août 2022 portant nomination de Mme Emilie GAUTHIER directrice par intérim de l'unité mixte de recherche n°6249 intitulée Chrono-Environnement (CE)

DECIDE :**Article 1^{er}**

Délégation est donnée à Mme Emilie GAUTHIER directrice par intérim de l'unité UMR6249 à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;

¹ soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Emilie GAUTHIER, délégation de signature est donnée à Mme JOUFFROY-BAPICOT, IR et directrice adjointe par interim, et à M. Sébastien LANDRY, IE et Administrateur aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC213491DR06 du 15 novembre 2021 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Vandœuvre-lès-Nancy, le 1^{er} septembre 2022

La Déléguée Régionale
Edwige HELMER-LAURENT



DEC222064DR06

Décision portant délégation de signature à Mme Marie-Cécile PERA directrice de l'unité UAR2200, intitulée Fuel Cell LAB : vers des Systèmes Pile à combustibles Efficients (FCLAB) par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC191404DAJ du 1^{ER} juillet 2019 nommant Edwige HELMER-LAURENT déléguée régionale pour la circonscription Centre Est (DR06) à compter du 26 août 2019 ;

Vu la décision DEC213775DGDS du 20 décembre 2021 portant prolongation de l'unité d'appui et de recherche n°2200, intitulée Fuel Cell LAB : vers des Systèmes Pile à combustibles Efficients (FCLAB), dont la directrice est Mme Marie-Cécile PERA ;

DECIDE :**Article 1^{er}**

Délégation est donnée à Marie-Cécile PERA directrice de l'unité UAR2200 à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;

¹ soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Marie-Cécile PERA, délégation de signature est donnée à M. David BOUQUAIN, PU et Directeur adjoint, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC201862DR06 du 2 octobre 2020 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Vandoeuvre les Nancy, le 18 juillet 2022

La Déléguée Régionale
Edwige HELMER-LAURENT



DEC222161DR06

Décision portant délégation de signature à Mme Céline CLANCHE, pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UAR3562 intitulée Observatoire Terre et Environnement de Lorraine (OTELo)

LE DIRECTEUR D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC171285DGDS du 21 décembre 2017 portant renouvellement de l'unité mixte de service UAR3562, intitulée Observatoire Terre et Environnement de Lorraine (OTELo) ;

Vu la décision DEC212513INSU du 18 août 2021 portant nomination de Mr Raphaël PIK aux fonctions de directeur de l'unité UAR3562 intitulée Observatoire Terre et Environnement de Lorraine (OTELo) ;

DECIDE :**Article 1^{er}**

Délégation est donnée à **Mme Céline CLANCHE**, ASI et chargée d'appui et de gestion administrative, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée¹.

Article 2

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur(trice) (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Vandoeuvre les Nancy le 24 juin 2022

Le directeur d'unité
Raphaël PIK

¹ Pour mémoire le(la) directeur(trice) d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique : soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.

DEC222166DR06

Décision portant délégation de signature à Mme Isabelle JOUFFROY-BAPICOT et à M. Sébastien LANDRY, pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR6249 intitulée Chrono-Environnement (CE)

LE DIRECTEUR D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC161216DGDS du 16 décembre 2016 approuvant le renouvellement de l'unité UMR6249 intitulée Chrono-Environnement ;

Vu la décision DEC222003INEE du 30 août 2022 portant nomination de Mme Emilie GAUTHIER directrice par intérim de l'unité mixte de recherche n°6249 intitulée Chrono-Environnement (CE)

DECIDE :**Article 1^{er}**

Délégation est donnée à Mme Isabelle JOUFFROY-BAPICOT, IR et directrice adjointe, à l'effet de signer au nom de la directrice d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée¹.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement Mme Isabelle JOUFFROY-BAPICOT, délégation est donnée à M. Sébastien LANDRY, IE et Administrateur, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur(trice) (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Vandoeuvre-les-Nancy, le 1^{er} septembre 2022

La directrice d'unité
Emilie GAUTHIER

¹ Pour mémoire le(la) directeur(trice) d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique : soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



DEC222002DR10

Décision portant délégation de signature à M. Rodolfo JALABERT, Mme Stéphanie TRAN-VIX et Mme Angélique LOBNER pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR7504 intitulée Institut de Physique et de Chimie des Matériaux de Strasbourg (IPCMS)

LE DIRECTEUR D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC171276DGDS du 21 décembre 2017 approuvant le renouvellement de l'unité UMR7504 intitulée Institut de Physique et de Chimie des Matériaux de Strasbourg (IPCMS), dont le directeur est M. Pierre RABU ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Rodolfo JALABERT, Professeur, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée¹.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Rodolfo JALABERT, délégation est donnée à Mme Stéphanie TRAN-VIX, Ingénieure d'étude, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 3

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Rodolfo JALABERT et de Mme Stéphanie TRAN-VIX, délégation est donnée à Mme Angélique LOBNER, Ingénieure d'étude, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} de la présente décision.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à STRASBOURG, le 19 juillet 2022



Le directeur d'unité
Pierre RABU

¹ Pour mémoire, le directeur d'unité est personne responsable des marchés d'un montant inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique : soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.

DEC222390DR10

Décision portant délégation de signature à M. Jean-François GIRARD, directeur de l'unité UAR830 intitulée Ecole et Observation des Sciences de la Terre (EOST) par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC180335DAJ du 25 janvier 2018 nommant M. Patrice SOULLIE délégué régional pour la circonscription Alsace à compter du 14 novembre 2014 ;

Vu la décision DEC213795DGDS du 20 décembre 2021 portant modification de typologie et recodification de l'unité en UAR830, intitulée Ecole et Observatoire des Sciences de la Terre (EOST), dont le directeur est M. Jean-François GIRARD ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Jean-François GIRARD, directeur de l'unité UAR830, à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

¹ soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-François GIRARD, délégation de signature est donnée à M. Jérôme VERGNE, Physicien, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-François GIRARD et de M. Jérôme VERGNE, délégation de signature est donnée à Mme Marie-Victoire BAUSSANT, Assistante Ingénieur, dans la limite de 25 000 € HT maximum, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC220479DR10 du 19 janvier 2022 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional délégant ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

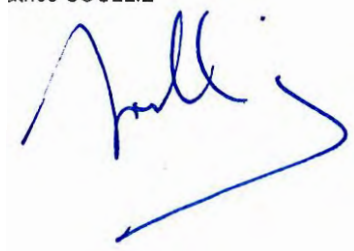
Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à STRASBOURG, le

16 SEP. 2022

Le délégué régional
Patrice SOULLIE



DEC222399DR10

Décision portant délégation de signature à M. Dominique BADARIOTTI, directeur de l'unité UMR7362 intitulée Laboratoire, Image, Ville, Environnement (LIVE) par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC180335DAJ du 25 janvier 2018 nommant M. Patrice SOULLIE délégué régional pour la circonscription Alsace à compter du 14 novembre 2014 ;

Vu la décision DEC171276DGDS du 21 décembre 2017 approuvant le renouvellement de l'unité UMR7362, intitulée Image, Ville, Environnement (LIVE) dont le directeur est M. Dominique BADARIOTTI ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Dominique BADARIOTTI, directeur de l'unité UMR7362 à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

¹ soit jusqu'à 139 000 € HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Dominique BADARIOTTI, délégation de signature est donnée à Mme Wahida KIHAL, Chargée de recherche, et à M. Jean-Nicolas BEISEL, Professeur, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Dominique BADARIOTTI, de Mme Wahida KIHAL et de M. Jean-Nicolas BEISEL, délégation de signature est donnée à Mme Estelle BAEHREL, Secrétaire administration de la recherche, dans la limite de 4 000 € HT maximum, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC181609DR10 du 22 mai 2018 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional délégant ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à STRASBOURG, le

20 SEP. 2022

Le délégué régional
Patrice SOULLIE



DEC221941DR11

Décision portant délégation de signature à M. Jean-Gabriel VALAY, directeur de l'unité UAR3370 intitulée Jardin du Lautaret : découverte et sciences (Lautaret), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC201512DGDS du 18 décembre 2020 approuvant la création, pour une durée de 5 ans à compter du 1^{er} janvier 2021, de l'unité UAR3370 intitulée Jardin du Lautaret : découverte et sciences (Lautaret), dont le directeur est M. Jean-Gabriel VALAY, et M. Rolland DOUZET, le directeur adjoint ;

Vu la décision DEC211833DAJ du 11 mai 2021 portant nomination de Mme Marjorie FRAISSE aux fonctions de déléguée régionale pour la circonscription Alpes (DR11), à compter du 1^{er} juillet 2021 ;

DECIDE :**Article 1^{er}**

Délégation est donnée à M. Jean-Gabriel VALAY, directeur de l'unité UAR3370, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :



1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Gabriel VALAY, délégation de signature est donnée à M. Rolland DOUZET, PRAG UGA, directeur adjoint, et à Mme Laure STERCHELE, IGE UGA, administratrice, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC212149DR11 du 1^{er} juillet 2021 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Grenoble, le 11 juillet 2022.

La déléguée régionale,
Marjorie FRAISSE

¹ soit jusqu'à 139 000 euros HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



DEC222278DR11

Décision portant délégation de signature à Mme Peggy ZWOLINSKI, directrice par intérim de l'unité UMR5272 intitulée Laboratoire des Sciences pour la Conception, l'Optimisation et la Production de Grenoble (G-SCOP), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la DEC201509DGDS du 18 décembre 2020 portant renouvellement, pour une durée de 5 ans à compter du 1^{er} janvier 2021, de l'unité UMR5272 intitulée Laboratoire des Sciences pour la Conception, l'Optimisation et la Production de Grenoble (G-SCOP), dont le directeur est M. Bernard PENZ, et Mme Peggy ZWOLINSKI, la directrice adjointe ;

Vu la décision DEC211833DAJ du 11 mai 2021 portant nomination de Mme Marjorie FRAISSE aux fonctions de déléguée régionale pour la circonscription Alpes (DR11), à compter du 1^{er} juillet 2021 ;

Vu la décision DEC222014INS2I du 7 septembre 2022 portant cessation de fonctions de M. Bernard PENZ et nomination de Mme Peggy ZWOLINSKI aux fonctions de directrice par intérim de l'unité UMR5272 intitulée Laboratoire des Sciences pour la Conception, l'Optimisation et la Production de Grenoble (G-SCOP) ;

DECIDE :**Article 1^{er}**

Délégation est donnée à Mme Peggy ZWOLINSKI, directrice par intérim de l'unité UMR5272, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :



1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Peggy ZWOLINSKI, délégation de signature est donnée à Mme Amandine MONIN, IEHC CNRS, responsable financière, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC212130DR11 du 1^{er} juillet 2021 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Grenoble, le 13 septembre 2022.

La déléguée régionale,
Marjorie FRAISSE

¹ soit jusqu'à 139 000 euros HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



DEC222208DR11

Décision portant délégation de signature à Giorgio DI NATALE, directeur de l'unité UMR5159 intitulée Techniques de l'Informatique et de la Microélectronique pour l'Architecture des systèmes intégrés (TIMA), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la DEC201509DGDS du 18 décembre 2020 approuvant le renouvellement, pour une durée de 5 ans à compter du 1^{er} janvier 2021, de l'unité UMR5159 intitulée Techniques de l'Informatique et de la Microélectronique pour l'Architecture des systèmes intégrés (TIMA), dont le directeur est M. Giorgio DI NATALE, et M. Laurent FESQUET, le directeur adjoint ;

Vu la décision DEC211833DAJ du 11 mai 2021 portant nomination de Mme Marjorie FRAISSE aux fonctions de déléguée régionale pour la circonscription Alpes (DR11), à compter du 1^{er} juillet 2021 ;

DECIDE :**Article 1^{er}**

Délégation est donnée à M. Giorgio DI NATALE, directeur de l'unité UMR5159, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :



1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique ¹ et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Giorgio DI NATALE, délégation de signature est donnée à M. Laurent FESQUET, MCF G-INP, directeur adjoint, à Mme Viviana GIORDANO, AI G-INP, responsable administrative, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC212182DR11 du 1^{er} juillet 2021 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Grenoble, le 9 septembre 2022.

La déléguée régionale,
Marjorie FRAISSE

¹ soit jusqu'à 139 000 euros HT, seuil en vigueur au 01/01/2020.



DEC222186DR12

Décision portant délégation de signature à M. Nicolas ROCHE, directeur par intérim de l'unité FR3098 intitulée Ecosystèmes Continentaux et Risques Environnementaux, (ECCOREV), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC213808DAJ du 16 décembre 2021 nommant Mme Aurélie PHILIPPE, déléguée régionale pour la circonscription Provence et Corse à compter du 1er janvier 2022 ;

Vu la décision DEC171283DGDS du 21 décembre 2017 approuvant le renouvellement de l'unité FR3098, intitulée Ecosystèmes continentaux et risques environnementaux, dont le directeur est Thierry HEULIN ;

Vu la décision DEC221907INEE du 27 juillet 2022 portant nomination de M. Nicolas ROCHE aux fonctions de directeur par intérim de la fédération de recherche n°3098 (FR3098), intitulée Ecosystèmes continentaux et risques environnementaux, (ECCOREV) ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à **M. Nicolas ROCHE**, directeur par intérim de l'unité FR3098, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;



2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de **M. Nicolas ROCHE**, délégation de signature est donnée à **Mme Joëlle CAVALIERI**, IE, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} .

Article 3

La décision n° DEC220130DR12 du 1^{er} janvier 2022 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Marseille, le 1^{er} septembre 2022

La déléguée régionale
Aurélie PHILIPPE



DEC222181DR12

Décision portant délégation de signature à Mme Annette CALISTI, directrice de l'unité UMR7345 intitulée Physique des interactions ioniques et moléculaires (PIIM), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC213808DAJ du 16 décembre 2021 nommant Mme Aurélie PHILIPPE, déléguée régionale pour la circonscription Provence et Corse à compter du 1er janvier 2022 ;

Vu la décision DEC171276DGDS du 21 décembre 2017 approuvant le renouvellement de l'unité UMR7345, intitulée Physique des interactions ioniques et moléculaires, dont la directrice est Mme Annette CALISTI ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Annette CALISTI, directrice de l'unité UMR7345, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;



3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de **Mme Annette CALISTI**, délégation de signature est donnée à **M. Thierry CHIAVASSA**, professeur des universités, **Mme Marie-Pierre SERGENT**, AI, et **M. Eric ROSTANG**, attaché d'administration de l'état, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC220066DR12 du 1^{er} janvier 2022 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Marseille, le 1^{er} septembre 2022

La déléguée régionale,
Aurélie PHILIPPE



DEC222153DR12

Décision portant délégation de signature à M. Robert GERMAR, directeur de l'unité UMR3080 intitulée Laboratoire de Synthèse et Fonctionnalisation des Céramiques (LSFC), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC213808DAJ du 16 décembre 2021 nommant Mme Aurélie PHILIPPE, déléguée régionale pour la circonscription Provence et Corse à compter du 1er janvier 2022 ;

Vu la décision DEC171278DGDS du 21 décembre 2017 approuvant le renouvellement de l'unité UMR3080, intitulée Laboratoire de synthèse et fonctionnalisation des céramiques, dont le directeur est Caroline TARDIVAT ;

Vu la décision DEC220950INC du 9 mars 2022 portant nomination de M. Robert GERMAR, directeur par intérim de l'UMR3080, intitulée Laboratoire de synthèse et fonctionnalisation des céramiques ;

Vu la décision DEC222042DGDS du 26 juillet 2022 portant nomination de M. Robert GERMAR, directeur de l'UMR3080, intitulée Laboratoire de Synthèse et Fonctionnalisation des Céramiques (LSFC),

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Robert GERMAR, directeur de l'unité UMR3080, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :



1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

La décision n° DEC221338DR12 du 10 mars 2022 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 3

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Marseille, le 1^{er} août 2022

La déléguée régionale,
Aurélie PHILIPPE



DEC222103DR12

Décision portant délégation de signature à M. Paul-Antoine SANTONI, directeur de l'unité UMR6134 intitulée Sciences Pour l'Environnement (SPE), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC213808DAJ du 16 décembre 2021 nommant Mme Aurélie PHILIPPE, déléguée régionale pour la circonscription Provence et Corse à compter du 1er janvier 2022 ;

Vu la décision DEC171276DGDS du 21 décembre 2017 approuvant le renouvellement de l'unité UMR6134, intitulée Sciences pour l'Environnement, dont le directeur est Paul-Antoine SANTONI ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Paul-Antoine SANTONI, directeur de l'unité UMR6134, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;



3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement **de M. Paul-Antoine SANTONI**, délégation de signature est donnée à **M. Félix TOMI**, Professeur et à **Mme Maylis DARRACQ**, IE, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC220003DR12 du 1^{er} janvier 2022 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Marseille, le 1^{er} août 2022

La déléguée régionale,
Aurélie PHILIPPE



DEC222107DR12

Décision portant délégation de signature à M. Cyril ISNART, directeur de l'unité UMR7307 intitulée Institut d'ethnologie méditerranéenne, européenne et comparative (IDEMEC), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC213808DAJ du 16 décembre 2021 nommant Mme Aurélie PHILIPPE, déléguée régionale pour la circonscription Provence et Corse à compter du 1er janvier 2022 ;

Vu la décision DEC171276DGDS du 21 décembre 2017 approuvant le renouvellement de l'unité UMR7307, intitulée Institut d'ethnologie méditerranéenne, européenne et comparative - IDEMEC, dont le directeur est M. Benoît FLICHE ;

Vu la décision DEC213851INSHS du 6 janvier 2022 portant cessation de fonctions et nomination de M. Cyril ISNART, directeur par intérim et de Mesdames Séverine GABRY-THIENPONT et Valérie FESCHET aux fonctions de directrices adjointes par intérim de l'UMR7307, intitulée Institut d'ethnologie méditerranéenne, européenne et comparative - IDEMEC ;

Vu la décision DEC222042DGDS du 26 juillet 2022 portant nomination de M. Cyril ISNARD, directeur et de Mesdames Séverine GABRY-THIENPONT et Valérie FESCHET aux fonctions de directrices adjointes de l'UMR7307, intitulée Institut d'ethnologie méditerranéenne, européenne et comparative - IDEMEC,

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Cyril ISNART, directeur de l'unité UMR7307, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :



1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de **M. Cyril ISNART**, délégation de signature est donnée à **Mme Marion DUMOULIN**, IE (pour les engagements inférieurs à 2000 euros), aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC220042DR12 du 7 janvier 2022 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Marseille, le 1^{er} septembre 2022

La déléguée régionale,
Aurélie PHILIPPE



DEC222017DR12

Décision portant délégation de signature à M. Xavier DAUMALIN, directeur de l'unité UMR7303 intitulée Temps, Espaces, Langages Europe Méridionale Méditerranée (TELEMME), par la déléguée régionale en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC213808DAJ du 16 décembre 2021 nommant Mme Aurélie PHILIPPE, déléguée régionale pour la circonscription Provence et Corse à compter du 1er janvier 2022 ;

Vu la décision DEC171276DGDS du 21 décembre 2017 approuvant le renouvellement de l'unité UMR 7303, intitulée Temps, Espaces, Langages, Europe Méridionale Méditerranée, dont le directeur est Xavier DAUMALIN ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Xavier DAUMALIN, directeur de l'unité UMR7303, à l'effet de signer, au nom de la déléguée régionale, prise en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;



3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de **M. Xavier DAUMALIN**, délégation de signature est donnée à **Mme Anne MONTENACH**, Professeur, **Mme Agnès RABION**, AI et **Mme Caroline CHAGNIOT**, AI, aux fins mentionnées à l'article 1^{er} .

Article 3

La décision n° DEC220038DR12 du 1^{er} janvier 2022 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de la déléguée régionale (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Marseille, le 1^{er} septembre 2022

La déléguée régionale,
Aurélie PHILIPPE



DEC222148DR12

Décision portant délégation de signature aux responsables de la délégation, en cas d'absence ou d'empêchement de Mme Aurélie PHILIPPE, déléguée régionale de la délégation Provence et Corse

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 - Délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC213808DAJ du 16 décembre 2021 nommant Mme Aurélie PHILIPPE, déléguée régionale pour la circonscription Provence et Corse à compter du 1er janvier 2022 ;

Vu la décision DEC192507DAJ du 1^{er} octobre 2019 portant nomination de Mme Nathalie PASQUALINI aux fonctions d'adjointe à la déléguée régionale de la circonscription Provence et Corse ;

Vu la décision DEC222090DAJ du 23 août 2022 portant modification de la décision DEC220194DAJ du 10 février 2022 portant délégation de signature à Mme Aurélie PHILIPPE, déléguée régionale de la circonscription Provence et Corse (DR12) ;

Vu la décision DEC182948DR12 du 13 novembre 2018 portant nomination de Mme Hélène BOYER aux fonctions de responsable adjointe du service ressources humaines de la délégation Provence et Corse ;

Vu la décision DEC192455DR12 du 12 septembre 2019 portant nomination de M. Vincent AUDIBERT aux fonctions de responsable du service ressources humaines de la délégation Provence et Corse ;

Vu la décision DEC210425DR12 du 2 janvier 2021 portant nomination de Mme Céline REYNIER aux fonctions de responsable du service affaires générales de la délégation Provence et Corse ;

Vu la décision DEC221990DR12 du 18 juillet 2022 portant nomination de Mme Louiza SANCHEZ aux fonctions de responsable du service partenariat et valorisation de la délégation Provence et Corse ;

DECIDE :

Article 1^{er}

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Aurélie PHILIPPE, déléguée régionale pour la circonscription Provence et Corse, délégation est donnée à Mme Nathalie PASQUALINI, adjointe à la déléguée régionale, à l'effet de signer tous actes, décisions et documents relevant de l'exercice des fonctions d'ordonnateur secondaire.



Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de **Mme Aurélie PHILIPPE**, déléguée régionale, et de **Mme Nathalie PASQUALINI**, adjointe à la déléguée régionale, délégation est donnée à **Mme Louiza SANCHEZ**, responsable du service partenariat et valorisation, à



M. Vincent AUDIBERT, responsable du service ressources humaines et à **Mme Céline REYNIER**, responsable du service affaires générales, à l'effet de signer tous actes, décisions et documents relevant de l'exercice des fonctions d'ordonnateur secondaire, et à **Mme Hélène BOYER**, adjointe au responsable du service ressources humaines, pour le domaine de l'action sociale et la formation permanente

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Marseille, le 1^{er} septembre 2022

La déléguée régionale
Aurélié PHILIPPE



DEC222189DAJ

Décision portant délégation de signature à M. Jocelyn Méré, délégué régional de la circonscription Occitanie Ouest (DR14)

LE PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL,

Vu le code de la santé publique ;

Vu le code de l'environnement ;

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret n° 83-1260 du 30 décembre 1983 modifié fixant les dispositions statutaires communes aux corps de fonctionnaires des établissements publics scientifiques et technologiques ;

Vu le décret n° 84-1185 du 27 décembre 1984 modifié relatif aux statuts particuliers des corps de fonctionnaires du CNRS ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC920368SOSI du 28 octobre 1992 modifiée relative à la constitution, la composition, la compétence et au fonctionnement des conseils de laboratoire des structures opérationnelles de recherche et des structures opérationnelles de service du CNRS ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC105152DR14 du 23 novembre 2010 portant nomination de Mme Ingrid Bonet aux fonctions de responsable du service des ressources humaines de la délégation Occitanie Ouest ;

Vu la décision DEC133095DAJ du 14 novembre 2013 portant nomination de Mme Virginie Mahdi aux fonctions d'adjointe au délégué régional de la délégation Occitanie Ouest ;

Vu la décision DEC180707DAJ du 15 février 2018 portant sur les recherches impliquant la personne humaine menées au CNRS ;

Vu la décision DEC191472DR14 du 29 mars 2019 portant nomination de Mme Aline Duynslaeger aux fonctions de responsable du service partenariat et valorisation de la délégation Occitanie Ouest ;



Vu la décision DEC192650DR14 du 30 septembre 2019 portant nomination de M. Christophe Chaumier aux fonctions de responsable de service adjoint des ressources humaines de la délégation Occitanie Ouest ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 modifiée portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

Vu la décision DEC222188DAJ portant nomination de M. Jocelyn Méré aux fonctions de délégué régional de la circonscription Occitanie Ouest (DR14) ;

Vu l'instruction INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à l'hygiène et la sécurité ainsi qu'à la santé au travail au CNRS ;

Vu la circulaire CIR202102DGDR du 19 novembre 2020 relative à l'attribution de cadeaux ou chèques cadeaux et au financement de prix scientifiques ;

Vu la délibération du conseil d'administration du CNRS du 4 février 2010 modifiée donnant délégation de pouvoir au président du CNRS,

DECIDE :

Art. 1^{er} - A compter du 1^{er} octobre 2022, délégation permanente est donnée à M. Jocelyn Méré, délégué régional de la circonscription Occitanie Ouest (DR14), à l'effet de signer, au nom du président-directeur général du CNRS et dans la limite de ses attributions, les arrêtés, actes, décisions et conventions relevant des domaines suivants :

1.1- Gestion des personnels

- les décisions relatives au recrutement et à la gestion des personnels chercheurs ainsi que celles relatives aux ingénieurs, personnels techniques et d'administration de la recherche ;
- les sanctions disciplinaires du premier groupe ;
- les conventions de mise à disposition à l'exception de celles impliquant une exonération totale ou partielle de la prise en charge de la rémunération et des charges sociales afférentes à la mise à disposition des personnes du CNRS auprès d'une entreprise ;
- les arrêtés interministériels de détachement des fonctionnaires du CNRS ainsi que les décisions de nomination dans le corps relevant de l'établissement des fonctionnaires qui y sont détachés ;
- les conventions et décisions relatives aux actions de formation permanente.

1.2- Organisation et fonctionnement des services



- les décisions de nomination des correspondants fonctionnels et des responsables de la Délégation, à l'exception de l'adjoint(e) au délégué régional et des chargés de mission scientifique ou résidents ;
- les décisions de nomination de l'ingénieur régional de prévention et de sécurité et des agents chargés de la mise en œuvre des règles d'hygiène et de sécurité ;
- les décisions relatives aux conseils de laboratoire et de service ;
- les conventions fixant les modalités d'acquisition et de fonctionnement des matériels communs au CNRS et à d'autres organismes ;
- les baux d'immeubles donnés ou pris à loyer d'une durée inférieure ou égale à neuf ans dont le montant annuel est inférieur ou égal à 125 000 euros ;
- les conventions d'utilisation des biens domaniaux conclues avec l'Etat d'une durée inférieure ou égale à 20 ans ;
- les conventions d'occupation précaire, conventions d'hébergement et concessions de logement ;
- les conventions de cession de matériels informatiques, dont le CNRS n'a plus l'emploi et dont la valeur unitaire de chaque bien meuble n'excède pas 300 euros, conclues par le CNRS avec des associations satisfaisant aux conditions posées par l'article L. 3212-2-3 du code général de la propriété des personnes publiques.

1.3- Relations avec les partenaires

- les contrats de recherche et les accords de partenariat impliquant au moins une unité de la circonscription ;
- les mandats de gestion et d'exploitation et les règlements de copropriété, d'un résultat issu d'une ou plusieurs unités de la circonscription ;
- les licences concédées à une SATT par le CNRS ou par une SATT à un partenaire, lorsque le CNRS est mandataire unique d'un résultat issu d'une ou plusieurs unités de la circonscription ;
- les contrats entrant dans le champ de la présente délégation de signature et comportant des clauses d'exploitation ou de cession de droits sur des résultats de recherche du CNRS issu d'une ou plusieurs unités de la circonscription ;
- les contrats conclus dans le cadre de l'Union européenne, ainsi que les actes et accords y afférents ;
- les conventions de collaboration pour une unité propre de recherche hors contractualisation ;
- les conventions d'association des unités de recherche hors contractualisation ;



- les conventions destinées à assurer le bon fonctionnement des unités et notamment celles relatives à l'hygiène et à la sécurité, à la restauration et au suivi médical, en application notamment du décret n° 82-453 du 28 mai 1982 susvisé et de l'instruction n° INS122942DAJ du 1^{er} décembre 2012 relative à l'hygiène et la sécurité ainsi qu'à la santé au travail au CNRS ;
- les conventions avec les universités relatives à la délivrance des ordres de mission ;
- les conventions avec les collectivités locales de la circonscription ;
- les conventions d'adhésion à des associations « loi 1901 », lorsque la cotisation annuelle est inférieure à 10 000 euros nets ;
- les contrats d'édition ou de coédition, de production et de coproduction, de diffusion, de cession et d'achat de droits d'auteur ou de droits voisins, pour le compte des unités relevant de sa circonscription ;
- les conventions de délégation de gestion des unités conclus avec les établissements d'enseignement supérieur et les actes qui leur sont afférents ;
- les contrats de partage des avantages relatifs à l'accès aux ressources génétiques et aux connaissances traditionnelles associées (APA) impliquant une ou plusieurs unités de la circonscription ;
- les conventions constitutives d'un groupement d'intérêt scientifique (GIS) concernant une ou plusieurs unités de la circonscription, et les actes qui leur sont afférents ;
- les conventions constitutives d'un GIS concernant plusieurs unités rattachées à la circonscription et à une ou plusieurs délégations régionales, lorsque la délégation régionale de la circonscription est désignée délégation pilote, ainsi que les actes qui leur sont afférents.

1.4- Les dons et legs

- les actes consécutifs à l'acceptation de ceux-ci dans les conditions prévues aux dispositions testamentaires, les actes conservatoires, d'administration, de disposition, les actes donnant pouvoir avec faculté de substituer.

1.5- Déclarations diverses

- les déclarations, demandes et autres formalités en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement ;
- le visa des demandes d'autorisation des lieux de recherches biomédicales du CNRS, en tant que responsable des lieux, en application de l'article L. 1121-13 du code de santé publique ;
- les déclarations, demandes et autres formalités en matière de constitution d'échantillons biologiques humains à des fins scientifiques, en application de l'article L. 1243-3 du code de la santé publique ;



- les demandes d'autorisation relatives à l'importation à des fins de recherche de cellules souches embryonnaires, aux protocoles d'études et de recherche et à la conservation de ces cellules ;
- les demandes d'autorisation d'activité d'importation et/ou d'exportation d'organes et de cellules issus du corps humain et de leurs dérivés à des fins scientifiques, en application des articles R.1235-7 et R.1235-8 du code de la santé publique ;
- les déclarations de diligence nécessaire, les demandes d'autorisation et autres formalités relatives à l'accès aux ressources génétiques et aux connaissances traditionnelles associées (APA) ;
- les déclarations, demandes et autres formalités nécessaires en matière d'espèces protégées.

1.6- Subventions

- l'attribution de subventions en espèces d'un montant, par subvention, inférieur ou égal à 125 000 euros et dont l'objet est limité aux aides à la recherche, à l'aide à la diffusion des résultats de la recherche, au soutien aux réunions et colloques scientifiques, au financement de prix scientifiques et au soutien à des institutions scientifiques et aux associations liées aux CNRS ;
- l'attribution de subventions en nature pour un montant, par bénéficiaire et par an, inférieur ou égal à 125 000 euros ;
- l'attribution de subventions pour l'exécution des programmes pluridisciplinaires entrant dans le cadre de la programmation scientifique approuvée par le conseil d'administration dont le montant, par an et par programme, est inférieur ou égal à 375 000 euros ;
- les décisions de versement de subventions aux établissements d'enseignement supérieur pour les unités dont la gestion leur est déléguée au titre d'une convention de délégation de gestion ;
- les conventions de subvention d'un montant inférieur ou égal à 300 000 euros et dont l'objet est limité au financement de projets scientifiques au titre des contrats de plan Etat-Région.

1.7- Tarification, facturation et budgétisation de ventes de produits

- les décisions fixant le montant des redevances et rémunérations dues au CNRS entrant dans le champ de compétences déterminé par l'instruction de procédure relative à la tarification, la facturation et la budgétisation de ventes de produits.

1.8- Poursuites pénales engagées par le CNRS



- les dépôts de plaintes contre X ou contre des personnes physiques qui ne sont pas agents du CNRS, par courrier ou par déposition, relatives aux atteintes portées aux biens matériels et immatériels, excepté les dépôts de plainte avec constitution de partie civile, la citation directe et les dépôts de plaintes contre des personnes physiques qui sont des agents du CNRS.

Art. 2. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jocelyn Méré, délégué régional, délégation est donnée à Mme Virginie Mahdi, adjointe au délégué régional, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions, au nom du président-directeur général du CNRS, l'ensemble des actes visés à l'article 1^{er}, à l'exception des sanctions disciplinaires du premier groupe énumérées au 1.1.

Art. 3. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jocelyn Méré, délégué régional, et de Mme Virginie Mahdi, adjointe au délégué régional, délégation est donnée à Mme Ingrid Bonet, responsable du service des ressources humaines, à M. Emmanuel Vialan, responsable du service des affaires immobilières et logistiques, et à Mme Aline Duynslaeger, responsable du service partenariat et valorisation, à l'effet de signer, dans la limite de leurs attributions respectives, au nom du président-directeur général du CNRS, l'ensemble des actes visés à l'article 1^{er}, à l'exception des sanctions disciplinaires du premier groupe énumérées au 1.1.

Art. 4. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jocelyn Méré, délégué régional, de Mme Virginie Mahdi, adjointe au délégué régional, et de Mme Ingrid Bonet, responsable du service des ressources humaines, délégation est donnée à M. Christophe Chaumier, responsable de service adjoint des ressources humaines, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions, au nom du président-directeur général du CNRS, l'ensemble des actes visés au 1.1. de l'article 1^{er}, à l'exception des sanctions disciplinaires du premier groupe.

Art. 5. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 26 septembre 2022

Le président-directeur
général

Antoine Petit



DEC220762DR17

Décision portant délégation de signature à Mme Margot Sauvadet pour les actes relevant des attributions de la personne responsable des marchés (DU) de l'unité UMR6538 intitulée Geo-Ocean (GO)

LE DIRECTEUR D'UNITE,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC213767DGDS du 20 décembre 2021 approuvant le renouvellement de l'unité UMR6538 intitulée Laboratoire géosciences océan (Geo-Ocean), dont le directeur est M. Marc-André Gutscher ;

Vu la décision DEC221210INSU du 11 avril 2022 modifiant dans la décision DEC213767DGDS du 20 décembre 2021, l'intitulé de l'UMR6538 Geo-Ocean (GO) ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Margot Sauvadet, ingénieure d'études, à l'effet de signer au nom du directeur d'unité tous les actes et décisions relevant de ses attributions de personne responsable des marchés en application de l'article 2.I de la décision DEC190902DAJ susvisée.

Article 2

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de directeur (délégant) ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 3

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Plouzané, le 5 mai 2022

Le directeur d'unité

Marc-André GUTSCHER



DEC222074DR18

Décision portant délégation de signature à Mme Véronique RATAJ, directrice de l'Unité Mixte de Recherche UMR8181, intitulée Unité de Catalyse et Chimie du Solide (UCCS), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC191679DAJ du 1^{ER} juillet 2019 nommant M. Christophe J. MULLER délégué régional pour la circonscription Hauts-de-France à compter du 1^{er} septembre 2019 ;

Vu la décision DEC191243DGDS du 19 décembre 2019 approuvant le renouvellement de l'Unité Mixte de Recherche UMR8181, intitulée Unité de Catalyse et de Chimie du Solide (UCCS), dont le directeur est M. Franck DUMEIGNIL ;

Vu la décision DEC220697INC du 31 janvier 2022 portant cessation de fonctions et nomination de Mme Véronique RATAJ, directrice par intérim de l'Unité Mixte de Recherche UMR 8181 intitulée Unité de Catalyse et de Chimie du Solide (UCCS) ;

Vu la décision DEC221737INC du 28 juillet 2022 portant maintien de Mme Véronique RATAJ, directrice par intérim et portant nomination de Mme Carole LAMONIER, de MM. Pascal ROUSSEL et Jean-François LAMONIER, directeurs adjoints par intérim de l'Unité Mixte de Recherche UMR 8181, intitulée Unité de Catalyse et de Chimie du Solide (UCCS) ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à Mme Véronique RATAJ, directrice par intérim de l'unité UMR 8181, à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants pour la période du 1^{er} août 2022 au 31 décembre 2022:

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;

3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Véronique RATAJ, délégation de signature est donnée à M. Pascal ROUSSEL, Directeur adjoint, Directeur de Recherche au CNRS, Mme Carole LAMONIER, Directrice adjointe, Professeure à l'Université de Lille, Mme Barbara DECLERCK-BOULANGER, Responsable administrative, IECN et à Mme Adlane SAYEDE, Professeure à l'Université d'Artois, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC221723DR18 du 14 mars 2022 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de délégué régional délégant ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Lille, le 1^{er} août 2022



Le Délégué Régional
M. Christophe J. MULLER

A stylized, handwritten signature in blue ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke extending to the right.

DEC222183DR18

Décision portant délégation de signature à M. Cristian FOCSA, directeur par intérim de l'Unité Mixte de Recherche UMR8523, intitulée Physique des lasers, atomes et molécules (PhLAM), par le délégué régional en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC191679DAJ du 1^{ER} juillet 2019 nommant M. Christophe J. MULLER délégué régional pour la circonscription Hauts-de-France à compter du 1^{er} septembre 2019 ;

Vu la décision DEC191237DGDS du 19 décembre 2019 approuvant le renouvellement de l'Unité Mixte de Recherche UMR8523, intitulée Physique des lasers, atomes et molécules (PhLAM) ;

Vu la décision DEC220559INP du 17 février 2022 portant respectivement fin aux fonctions de directeur de Monsieur Marc DOUAY et nomination de M. Cristian FOCSA aux fonctions de directeur par intérim de l'Unité Mixte de Recherche UMR8523 intitulée Physique des lasers, atomes et molécules (PhLAM) ;

Vu la décision DEC222057INP du 2 septembre 2022 portant maintien de M. Cristian FOCSA, directeur par intérim l'Unité Mixte de Recherche UMR8523 intitulée Physique des lasers, atomes et molécules (PhLAM) ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Cristian FOCSA, directeur par intérim de l'unité UMR 8523, à l'effet de signer, au nom du délégué régional, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants pour la période du 1^{er} septembre 2022 au 31 décembre 2022:

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;

3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.

Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Cristian FOCSA, délégation de signature est donnée à M. Anthony DELSINE, Responsable financier, aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n° DEC220979DR18 du 18 février 2022 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement de délégué régional délégant ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Lille, le 2 septembre 2022



Le Délégué Régional
M. Christophe J. MULLER

A stylized, handwritten signature in blue ink, written over the circular stamp and extending to the right.

DEC222425DR19

Décision portant délégation de signature à M. Etienne LIENARD, directeur de l'unité UMR6534 intitulée Laboratoire de Physique Corpusculaire, par le délégué régional par intérim en sa qualité d'ordonnateur secondaire

LE DELEGUE REGIONAL,

Vu le code de la commande publique et ses textes d'application ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu la décision DEC040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision DEC100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir conférant la qualité d'ordonnateurs secondaires aux délégués régionaux ;

Vu la décision DEC153367DAJ du 19 janvier 2015 modifiée relative aux conditions de délégations de signature consenties par les délégués régionaux en leur qualité d'ordonnateurs secondaires aux directeurs d'unités de leur circonscription ;

Vu la décision DEC190902DAJ portant détermination des niveaux d'évaluation des besoins et désignation des personnes responsables des marchés au CNRS ;

Vu la décision DEC221316DAJ du 25 avril 2022 nommant Mr Cyril AUBERT – GEOFFROY aux fonctions de délégué régional par intérim pour la circonscription Normandie à compter du 1^{er} mai 2022 ;

Vu la décision DEC213767DGDS du 20 décembre 2021 approuvant le renouvellement de l'unité UMR6534 intitulée Laboratoire de Physique Corpusculaire, dont le directeur est Etienne LIENARD ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Délégation est donnée à M. Etienne LIENARD, directeur de l'unité UMR6534, à l'effet de signer, au nom du délégué régional par intérim, pris en sa qualité d'ordonnateur secondaire, et dans la limite des crédits disponibles de l'unité, les actes suivants :

1. les marchés publics et commandes, conclus conformément aux règles de la commande publique, nécessaires à l'approvisionnement et au fonctionnement de l'unité, d'un montant unitaire inférieur au seuil européen applicable aux marchés de fournitures et services passés par des autorités publiques centrales, mentionné à l'article L. 2124-1 du code de la commande publique et dans la limite des crédits de l'unité ;
2. les actes d'exécution des marchés publics conclus pour les besoins de l'unité ;
3. les ordres de mission, dans le respect des règles applicables au CNRS concernant les pays à risque, ainsi que les bons de transport afférents.





Article 2

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Etienne LIENARD délégation de signature est donnée à Mme Aurélie GONTIER, Ingénieur d'études aux fins mentionnées à l'article 1^{er}.

Article 3

La décision n°DEC221599DR19 du 2 mai 2022 donnant délégation de signature en qualité d'ordonnateur secondaire est abrogée.

Article 4

Cette délégation de signature prend fin automatiquement en cas de changement du délégué régional ainsi qu'en cas de changement du ou des délégataires ou du non-renouvellement de l'unité.

Article 5

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Caen, le 1^{er} septembre 2022

Le délégué régional *par intérim*
Cyril AUBERT-GEOFFROY



DEC222137DAJ

Décision portant délégation de signature ponctuelle à M. Jean-Stéphane Dhersin, directeur adjoint scientifique de l'Institut national des sciences mathématiques et de leurs interactions (INSMI)

LE PRESIDENT- DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC213037DAJ du 1^{er} octobre 2021 portant renouvellement de M. Jean-Stéphane Dhersin aux fonctions de directeur adjoint scientifique de l'Institut national des sciences mathématiques et de leurs interactions (INSMI) ;

Vu la convention de création de l'*International Research Laboratory « France-Vietnam in Mathematics and its Applications »* (IRL FVMA),

DECIDE :

Article 1^{er}. - Délégation est donnée à M. Jean-Stéphane Dhersin, directeur adjoint scientifique de l'INSMI, à l'effet de signer, au nom du président-directeur général du CNRS, la convention de création de l'*International Research Laboratory « France-Vietnam in Mathematics and its Applications »* (IRL FVMA), susvisée.

Article 2. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 26 août 2022

Le président-directeur général

Antoine Petit



DEC221516INSHS

Décision portant ajout de l'IRD comme tutelle secondaire de l'unité mixte de recherche n° 8174 intitulée Centre d'économie de la Sorbonne

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC181898DGDS du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'UMR n° 8174 intitulée Centre d'économie de la Sorbonne ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

Vu l'accord du partenaire ;

DECIDE :

Article 1^{er} :


A compter du 1^{er} janvier 2022, l'Institut de recherche pour le développement (IRD) devient tutelle secondaire de l'UMR8174 intitulée Centre d'économie de la Sorbonne.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

26 ~~juin~~ 2022



Le président - directeur général
Antoine Petit

DEC220592INSHS

Décision portant ajout de l'Université des Antilles comme tutelle secondaire de l'unité mixte de recherche n° 8096 intitulée Archéologie des Amériques (ARCHAM)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC181898DGDS du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'UMR n° 8096 intitulée Archéologie des Amériques (ARCHAM) ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

Vu l'avis émis par les instances compétentes du Comité national de la recherche scientifique ;

Vu l'accord du partenaire ;

DECIDE :

Article 1^{er} :

A compter du 1^{er} janvier 2022, l'Université des Antilles devient tutelle secondaire de l'UMR n° 8096 intitulée Archéologie des Amériques (ARCHAM).

Le dispositif partenarial devient :

Tutelles principales : CNRS, UNIVERSITE PANTHEON SORBONNE


Tutelles secondaires : MINISTERE DE LA CULTURE, UNIVERSITE DES ANTILLES.

Article 2

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le

17 MAI 2022



Le président - directeur général
Antoine Petit

DEC222377DR20

Décision relative à l'utilisation de la Salle Blanche et prestations de lithographie électronique du CRHEA - UPR10 (Centre de Recherches sur l'HétéroEpitaxie et ses Applications)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine PETIT aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision n°040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision n° DEC213806DAJ en date du 16 décembre 2021 portant nomination de Mme Clara HERER aux fonctions de déléguée régionale pour la circonscription Côte d'Azur (DR20) ;

Vu la décision n° DEC213809DAJ en date du 16 décembre 2021 donnant délégation de signature à Mme Clara HERER déléguée régionale pour la circonscription Côte d'Azur (DR20), notamment en matière de tarification, facturation et budgétisation de ventes de produits ;

DECIDE :

Article 1 :

Cette décision, prenant effet le 01/10/2022, annule et remplace la décision DEC160767DR20 signée le 04/04/2016, la ventilation des coûts ne répondant pas aux conditions d'éligibilités des différents financeurs.

Les tarifs des prestations d'« Utilisation de la salle blanche et des prestations de lithographie électronique » réalisées par l'UPR 10 – CRHEA (Centre de Recherches sur l'HétéroEpitaxie et ses Applications) sont donc fixés selon le nouveau barème joint en annexe.

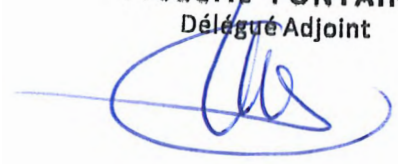
Article 2 :

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Sophia-Antipolis, le 15 septembre 2022.

Pour le président – directeur général
et par délégation,
La déléguée régionale
Clara HERER

P/la Déléguée Régionale
Frédéric FONTAINE
Délégué Adjoint



Prestations de microscopie - UPR10 - Prix à l'heure d'utilisation (euros HT)

| Microscope ZEISS | | |
|-----------------------------|---------------|---------------|
| Avec Assistance | | |
| Tarifs académiques | 1ère heure | Heure sup. |
| Coûts complets | 82,17 | 45,44 |
| dont coûts éligibles ANR | 4,50 | 4,50 |
| coûts non éligibles ANR | 77,67 | 40,94 |
| dont coûts éligibles EUROPE | 76,64 | 41,99 |
| coûts non éligibles EUROPE | 5,53 | 3,45 |
| Tarif clients privés | 157,75 | 106,30 |
| Sans Assistance | | |
| Tarifs académiques | 1ère heure | Heure sup. |
| Coûts complets | 42,43 | 5,70 |
| dont coûts éligibles ANR | 4,50 | 4,50 |
| coûts non éligibles ANR | 37,93 | 1,20 |
| dont coûts éligibles EUROPE | 39,16 | 4,50 |
| coûts non éligibles EUROPE | 3,27 | 1,20 |
| Tarif clients privés | 61,05 | 9,62 |

| Microscope JEOL | | |
|-----------------------------|---------------|---------------|
| Avec Assistance | | |
| Tarifs académiques | 1ère heure | Heure sup. |
| Coûts complets | 84,51 | 47,78 |
| dont coûts éligibles ANR | 7,10 | 7,10 |
| coûts non éligibles ANR | 77,41 | 40,68 |
| dont coûts éligibles EUROPE | 78,86 | 44,20 |
| coûts non éligibles EUROPE | 5,65 | 3,58 |
| Tarif clients privés | 156,53 | 105,10 |
| Sans Assistance | | |
| Tarifs académiques | 1ère heure | Heure sup. |
| Coûts complets | 45,17 | 8,44 |
| dont coûts éligibles ANR | 7,09 | 7,09 |
| coûts non éligibles ANR | 38,08 | 1,35 |
| dont coûts éligibles EUROPE | 41,74 | 7,09 |
| coûts non éligibles EUROPE | 3,43 | 1,35 |
| Tarif clients privés | 63,25 | 11,82 |

DEC222396DR20

Décision relative aux prestations de Microscopie ZEISS ou JEOL du CRHEA - UPR10 (Centre de Recherches sur l'HétéroEpitaxie et ses Applications)

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 24 janvier 2018 portant nomination de M. Antoine PETIT aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision n°040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS ;

Vu la décision n° DEC213806DAJ en date du 16 décembre 2021 portant nomination de Mme Clara HERER aux fonctions de déléguée régionale pour la circonscription Côte d'Azur (DR20) ;

Vu la décision n° DEC213809DAJ en date du 16 décembre 2021 donnant délégation de signature à Mme Clara HERER déléguée régionale pour la circonscription Côte d'Azur (DR20), notamment en matière de tarification, facturation et budgétisation de ventes de produits ;

DECIDE :

Article 1 :

Cette décision, prenant effet le 01/10/2022, annule et remplace la décision DEC160713DR20 signée le 08/04/2016, la ventilation des coûts ne répondant pas aux conditions d'éligibilités des différents financeurs.

Les tarifs des prestations de « Microscopie ZEISS ou JEOL » réalisées par l'UPR 10 – CRHEA (Centre de Recherches sur l'HétéroEpitaxie et ses Applications) sont donc fixés selon le nouveau barème joint en annexe.

Article 2 :

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Sophia-Antipolis, le 19 septembre 2022.

Pour le président – directeur général
et par délégation,
La déléguée régionale
Clara HERER

P/la Déléguée Régionale
Frédéric FONTAINE
Délégué Adjoint



Synthèse des tarifs HT à valider

| Avec Assistance SB seule | | Option Litho électronique | Total SB+Litho |
|---------------------------------|--------|---------------------------|----------------|
| Académiques | | | |
| Coûts complets | 81,01 | 32,66 | 113,67 |
| dont coûts éligibles ANR | 27,27 | | 27,27 |
| coûts non éligibles ANR | 53,74 | 32,66 | 86,40 |
| dont coûts éligibles EUROPE | 71,62 | 30,81 | 102,43 |
| coûts non éligibles EUROPE | 9,39 | 1,85 | 11,24 |
| Coûts complets sans Pers. Perm. | 33,99 | | 33,99 |
| Privé | 145,81 | 81,64 | 227,45 |
| Sans Assistance SB seule | | Option Litho électronique | Total SB+Litho |
| Académiques | | | |
| Coûts complets | 43,39 | 32,66 | 76,05 |
| dont coûts éligibles ANR | 27,27 | | 27,27 |
| coûts non éligibles ANR | 16,12 | 32,66 | 48,78 |
| dont coûts éligibles EUROPE | 36,14 | 30,81 | 66,95 |
| coûts non éligibles EUROPE | 7,25 | 1,85 | 9,10 |
| Coûts complets sans Pers. Perm. | 33,99 | | 33,99 |
| Privé | 86,79 | 81,64 | 168,43 |

DEC222136DR06

Décision portant suppression d'une régie de recettes temporaire auprès du Laboratoire Réactions et Génie des Procédés (LRGP - UMR7274) et cessation de fonctions du régisseur

LA DELEGUEE REGIONALE,

Vu, le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS),

Vu, le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 modifié relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,

Vu, le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, notamment ses articles 22 et 190,

Vu, le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat

Vu, le décret n° 2019-798 du 26 juillet 2019 relatif aux régies de recettes et d'avances des organismes publics,

Vu, l'arrêté du 28 mai 1993 modifié, relatif au taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,

Vu, l'arrêté du 27 décembre 2001 modifié relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et des régisseurs de recettes,

Vu, l'arrêté du 24 décembre 2012 portant application des articles 25, 26, 32, 34, 35, 39 et 43 du décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique et énumérant les moyens de règlement des dépenses publiques et les moyens d'encaissement des recettes publiques,

Vu, l'arrêté du 3 décembre 2019 relatif aux conditions dans lesquelles les ordonnateurs d'organismes publics nationaux peuvent instituer des régies d'avances et de recettes,

Vu, la décision n° 040115DAJ du 8 décembre 2004 modifiée portant organisation des circonscriptions administratives du CNRS,

Vu, la décision n° 100013DAJ du 21 janvier 2010 portant délégation de pouvoir du président conférant la qualité d'ordonnateur secondaire aux délégués régionaux,

Vu, la décision n° DEC191404DAJ du 1^{er} juillet 2019 portant nomination de Mme Edwige Helmer-Laurent aux fonctions de Déléguée régionale pour la circonscription Centre-Est,



Vu, la décision n°DEC221868DR06 du 27 juin 2022 instituant la régie de recettes du Laboratoire Réactions et Génie des Procédés (LRGP - UMR7274),

Vu, la décision n° DEC221869DR06 du 27 juin 2022 nommant Mme Muriel SIMON régisseur auprès de la régie temporaire de recettes du Laboratoire Réactions et Génie des Procédés (LRGP - UMR7274),

DECIDE :

Article 1^{er} - Suppression de la régie

A compter du 15 juillet 2022 :

I. la régie de recettes auprès du Laboratoire Réactions et Génie des Procédés (LRGP - UMR7274) est supprimée

II. la décision n° DEC221869DR06 du 27 juin 2022 qui a institué cette régie est abrogée.

Article 2 - Cessation de fonctions du régisseur et du mandataire suppléant

A compter de cette même date, il est mis fin aux fonctions de :

I. Mme Muriel SIMON régisseur de la régie de recettes du Laboratoire Réactions et Génie des Procédés (LRGP - UMR7274),

Article 3 - Dispositions finales

I. La Déléguée régionale et l'Agent comptable secondaire de la Délégation de Centre-Est sont chargés de l'exécution de la présente décision.

II. La présente décision est publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Vandœuvre-lès-Nancy, le 23 août 2022

La Déléguée régionale,

Vu l'Agent comptable secondaire,

Edwige HELMER-LAURENT

Vincent TOLDRE





DEC221450INSB

Décision portant modification des dispositions relatives aux partenaires de l'unité mixte de recherche n°9005 intitulée « Modélisation et Ingénierie des systèmes complexes biologiques pour le diagnostic (SYS2DIAG) »

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

Vu la décision DEC201509DGDS du 18 décembre 2020 portant renouvellement de l'unité mixte de recherche n°9005 intitulée « Modélisation et Ingénierie des systèmes complexes biologiques pour le diagnostic (SYS2DIAG) » ;

Vu l'avis du directeur de l'Institut des sciences biologiques ;

DÉCIDE :

Article 1^{er}

Dans la décision DEC201509DGDS susvisée, les dispositions relatives aux tutelles de l'UMR n°9005 sont modifiées ainsi qu'il suit, à compter du 1^{er} janvier 2022 :

Tutelles principales : CNRS, ALCEN

Article 2 : Publication

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du Centre national de la recherche scientifique.

Fait à Paris, le 9 mai 2022

Le président-directeur général
Antoine Petit



DEC221693INSHS

Décision portant changement d'intitulé de l'unité mixte de recherche n°8177 intitulée « Institut interdisciplinaire d'anthropologie du contemporain (IIAC) ».

LE PRESIDENT - DIRECTEUR GENERAL,

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) ;

Vu le décret du 9 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu la décision DEC181898DGDS du 21 décembre 2018 portant renouvellement de l'UMR8177 « Institut interdisciplinaire d'anthropologie du contemporain (IIAC) » ;

Vu la décision DEC201923DAJ du 6 novembre 2020 portant organisation et fonctionnement des unités du CNRS ;

Vu la décision DEC212315INSHS du 22 juillet 2021 portant nomination de la direction de l'UMR8177 IIAC ;

Vu l'accord de la tutelle ;

Vu le procès-verbal du conseil du laboratoire en date du 22 mars 2022.

DECIDE :

Article 1^{er} :


A compter du 1^{er} juin 2022, l'intitulé de l'unité mixte de recherche 8177 est modifié comme suit :
« Laboratoire d'Anthropologie Politique - approches interdisciplinaires et critiques des mondes contemporains (LAP) ».

Article 2 :

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel du CNRS.

Fait à Paris, le

26 JUIL. 2022



Le président - directeur général
Antoine Petit

DEC221317INSHS

Décision déterminant les situations d'emplois pouvant ouvrir droit à indemnisation et à compensation des sujétions et astreintes dans les unités de l'Institut des sciences humaines et sociales

LE DIRECTEUR DE L'INSTITUT DES SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES,

Vu la circulaire du 13 février 2003 relative à l'indemnisation et à la compensation des sujétions et astreintes ;

Vu la décision DEC152383DRH DRH déterminant les situations d'emplois pouvant ouvrir droit à indemnisation et/ou à compensation des sujétions et astreintes, et notamment son article 2 ;

DECIDE :

Article 1^{er} :

Sont susceptibles d'émarger au bénéfice des indemnités ou à la compensation en temps des sujétions et astreintes dans les unités suivantes, les agents dans les situations d'emplois suivantes et remplissant les activités suivantes :

... (Voir tableau joint : Annexe 1)

Article 2 :

La présente décision annule et remplace la décision n° DEC211459INSHS en date du 1^{er} avril 2021 déterminant les situations d'emplois pouvant ouvrir droit à indemnisation et à compensation des sujétions et astreintes dans les unités de l'Institut des sciences humaines et sociales.

Article 3 :

La présente décision prend effet à compter du 1^{er} janvier 2022.

Article 4 :

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS.

Fait à Paris, le 23.9.2022

Marie Gaille



Directrice de l'Institut
des sciences humaines et sociales



ban D

| Annexe 1 | | | | | | |
|----------|------------------|--|--|---------|----------------------|----------------------|
| Bap | Code Emploi type | Intitulé | Condition | Section | Code unité | Nom Directeur |
| D | D4D43 | Technicien-ne en Archéologie / archéométrie | Au titre des sujétions : Agents susceptibles d'avoir des variations importantes d'horaires et d'assurer des missions de longue durée sur le terrain présentant des conditions difficiles, en archéologie. | 32 | FR3747 | FOURRIER Sabine |
| | D3D43 | Assistant ingénieur en archéologie | Au titre des sujétions : Agents susceptibles d'avoir des variations importantes d'horaires et d'assurer des missions de longue durée sur le terrain présentant des conditions difficiles, en archéologie. | 31 | UMR5133 | ABBES Frédéric |
| | | | | 31 | UMR6298 | LEFEBVRE Sabine |
| | | | | 32 | FR3747 | FOURRIER Sabine |
| | | | | 32 | UMR7298 | MAILLOUX Anne |
| | | | | 32 | UMR8167 | TALLET Pierre |
| | | | | 32 | UMR7299 | BOETTO Giulia |
| | D3D44 | Assistant ingénieur en archéométrie | Au titre des sujétions : Agents susceptibles d'avoir des variations importantes d'horaires et d'assurer des missions de longue durée sur le terrain présentant des conditions difficiles, en archéologie. | 31 | UMR5133 | ABBES Frédéric |
| | | | | 31 | UMR6298 | LEFEBVRE Sabine |
| | | | | 32 | FR3747 | FOURRIER Sabine |
| | | | | 32 | UMR7298 | MAILLOUX Anne |
| | | | | 32 | UMR8167 | TALLET Pierre |
| | | | | 32 | UMR7299 | BOETTO Giulia |
| | D2B42 | Ingénieur-e d'études en sciences de l'information géographique | Au titre des sujétions : Agents susceptibles d'avoir des variations importantes d'horaires et d'assurer des missions de longue durée sur le terrain présentant des conditions difficiles, en archéologie. | 32 | FR3747 | FOURRIER Sabine |
| | D2D44 | Ingénieur d'études en archéologie | Au titre des sujétions: Agents susceptibles d'avoir des variations importantes d'horaires et d'assurer des missions de longue durée sur le terrain présentant des conditions difficiles, en techniques archéologiques. | 31 | UMR5133 | ABBES Frédéric |
| | | | | 31 | UMR5140 | ROURE Réjane |
| | | | | 32 | FR3747 | FOURRIER Sabine |
| | | | | 32 | UMR5189 | GIOANNI Stéphane |
| | | | | 32 | UMR7299 | BOETTO Giulia |
| | | | | 32 | UMR7041 | GONZÁLEZ VILLAESCUSA |
| | | | | 32 | UMR8546 | GODDARD Christophe |
| | | | | 32 | UAR3133 | HUET Valérie |
| | | | | 32 | UAR3155 | QUANTIN François |
| | | | | 32 | UMR8167 | TALLET Pierre |
| | | | | 38 | UMR7308 | TABANI Marc |
| | D2D45 | Ingénieur d'études en archéométrie | Au titre des sujétions: Agents susceptibles d'avoir des variations importantes d'horaires et d'assurer des missions de longue durée sur le terrain présentant des conditions difficiles, en techniques archéologiques. | 32 | UPR841 | BOUGARD Francois |
| | | | | 31 | UMR5133 | ABBES Frédéric |
| | | | | 31 | UMR5140 | ROURE Réjane |
| 32 | | | | UMR5189 | GIOANNI Stéphane | |
| 32 | | | | UMR7299 | BOETTO Giulia | |
| 32 | | | | UMR7041 | GONZÁLEZ VILLAESCUSA | |
| 32 | | | | UMR8546 | GODDARD Christophe | |
| 32 | | | | UAR3133 | HUET Valérie | |
| 32 | | | | UAR3155 | QUANTIN François | |
| 32 | | | | UMR8167 | TALLET Pierre | |
| 38 | | | | UMR7308 | TABANI Marc | |
| 32 | | | | UPR841 | BOUGARD Francois | |
| | | | | | | 31 |

BO Oct. 2022 10/25

| Bap | Code emploi type | Intitulé | Conditions | Section | Code unité | Nom directeur |
|-----|------------------|---|---|---------|------------|---------------------|
| E | E2B43 | Administrateur-trice systèmes et réseaux | | 32 | FR3747 | FOURRIER Sabine |
| | | | | 32 | UAR3225 | GUILLOU Anne-Yvonne |
| | | | | 34 | UMR7114 | ISEL Frédéric |
| | | | | 35 | UAR3611 | CHAVALARIAS David |
| | | | Au titre des sujétions: agents susceptibles de travailler en horaires décalés et d'avoir des variations importantes d'horaires pour assumer l'administration des ressources informatiques et télécommunications. Au titre des astreintes: Agents susceptibles d'assurer des astreintes pour | 37 | UMR5211 | SOUBEYRAN Raphaël |
| | | | | 38 | UMR8562 | MARTIAL Agnès |
| | | | | 38 | UMR5281 | PESCHE Denis |
| | | | | 39 | UMR3495 | DE LUCA Livio |
| | | | | 40 | UMR5194 | DUMOULIN Laurence |
| | E3B42 | Gestionnaire d'infrastructures | Au titre des sujétions: Agents susceptibles de travailler en horaires décalés et d'avoir des variations importantes d'horaires pour assumer la gestion du parc informatique et télécommunications | 33 | UAR2000 | POLLET Gilles |
| | E3A41 | Gestionnaire d'appli-assistance support | Au titre des sujétions: Agents susceptibles de travailler en horaires décalés et d'avoir des variations importantes d'horaires pour assumer la gestion du parc informatique et télécommunications | 33 | UAR2000 | POLLET Gilles |
| | E4X41 | Technicien d'exploitation, d'assistance et de traitement de l'information | Au titre des sujétions: Agents susceptibles de travailler en horaires décalés et d'avoir des variations importantes d'horaires pour assumer la gestion du parc informatique et télécommunications. Au titre des astreintes: Agents susceptibles d'assurer des astreintes pour assumer la | 32 | UMR5191 | BASSO Pierluigi |
| | | | | 35 | UMR5186 | MARCH Florence |
| | | | | 34 | UMR8163 | WEBB Ruth |
| | | | | 37 | UMR9217 | DUMEZ Herve |
| | | | | 38 | UMR8562 | MARTIAL Agnès |

| Bap | Code emploi type | Intitulé | Condition | Section | Code unité | Nom Directeur |
|-----|------------------|---|--|---------|------------|---------------------------|
| F | F4D44 | Technicien photographe | Astreintes et sujétions BAP F BAP G <u>Au titre des sujétions:</u> Agents susceptibles d'avoir des variations importantes d'horaires pour assister, dans le cadre de missions de longue durée sur le terrain présentant des conditions difficiles, des scientifiques, pour la prise de photographies. | 32 | UMR7299 | BOETTO Giulia |
| | | | | 32 | UAR3225 | GUILLOU Anne-Yvonne |
| | | | | 32 | UPR841 | BOUGARD François |
| | | | | 33 | UAR3132 | LEMIRE Vincent |
| | | | | 39 | UMR8586 | MAGRIN Géraud |
| | F4C43 | T fabrication, édition, graphisme | | 36 | UAR2276 | ESLINE-ACCETTELLA Martine |
| G | G5A44 | Opérateur de maintenance | <u>Au titre des sujétions:</u> Agents susceptibles d'avoir des horaires décalés pour intervenir dans la maintenance des installations. | 31 | UMR5133 | BENECH Christophe |
| | | | | 32 | UPR841 | BOUGARD François |
| | | | | 40 | UMR5115 | DARBON Dominique |
| | | | | 36 | UAR2276 | ESLINE-ACCETTELLA Martine |
| | G2B43 | Chargé-e de la logistique | | 32 | UAR3225 | GUILLOU Anne-Yvonne |
| | G3A45 | chef d'exploitation maintenance installation électrique | <u>Au titre des sujétions:</u> Agents susceptibles d'avoir des horaires décalés pour intervenir dans la maintenance des installations. | 40 | UMR7317 | BERTHET Thierry |
| | G3A42 | Conducteur-trice de travaux immobiliers | <u>Au titre des sujétions:</u> Agents susceptibles d'avoir des horaires décalés pour intervenir dans la maintenance des installations. | 36 | UAR2276 | ESLINE-ACCETTELLA Martine |
| | | | | 40 | UMR7317 | BERTHET Thierry |
| | G4B48 | Technicienne logistique | | 32 | UAR3225 | GUILLOU Anne-Yvonne |

DEC222286SGCN

Décision relative à la vacance de sièges au sein de Sections et Commissions interdisciplinaires du Comité national de la recherche scientifique.

LE PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL

Vu le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982 modifié portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique ;

Vu le décret n° 91-179 du 18 février 1991 modifié relatif au fonctionnement des Sections du Comité national de la recherche scientifique ;

Vu l'arrêté du 7 juillet 2021 portant création de commissions interdisciplinaires au Comité national de la recherche scientifique ;

Vu, le décret du 09 février 2022 portant nomination de M. Antoine Petit aux fonctions de président du Centre national de la recherche scientifique;

Vu la décision DEC162080SGCN du 22 septembre 2016 relative au règlement intérieur des Sections et Commissions interdisciplinaires du Comité national de la recherche scientifique,

Vu la décision DEC200904DAJ du 27 mars 2020 portant nomination de Mme Francesca Grassia aux fonctions de secrétaire générale du Comité national de la recherche scientifique (CoNRS) ;

Vu la décision DEC220226DAJ du 10 février 2022 portant délégation de signature à Mme Francesca Grassia, secrétaire générale du Comité national de la recherche scientifique (CoNRS).

DECIDE**Article 1er**

Les sièges suivants sont à pourvoir, pour les Sections et Commissions interdisciplinaires du Comité national mentionnées ci-dessous :

Section 1 : « Interactions, particules, noyaux, du laboratoire au cosmos »

1 - Sièges – Collège A2

Section 4 : « Physique des atomes, molécules et plasmas. Optique et lasers »

1 - Sièges – Collège B2

Section 23 : « Biologie intégrative des organismes photosynthétiques et des microorganismes associés »

1 - Sièges – Collège A1

Section 26 : « Cerveau, cognition, comportement »

1 - Sièges – Collège B1



Section 33 : « Mondes modernes et contemporains »

1 - Sièges - Collège A2

Commission interdisciplinaire 51 : « Modélisation mathématique, informatique et physique pour les sciences du vivant »

1 - Sièges - Collège A

2 - Sièges - Collège B

Commission interdisciplinaire 52 : « Environnements sociétés: du savoir à l'action »

2 - Sièges - Collège A

2 - Sièges - Collège B

Commission interdisciplinaire 53 : « Sciences en société: production, circulation et usages des savoirs et des technologies »

3 - Sièges - Collège A

1 - Sièges - Collège B

Commission interdisciplinaire 54 : « Phénomènes fondamentaux et propriétés collectives du vivant: développements instrumentaux, expériences et modèles physiques »

1 - Sièges - Collège A

2 - Sièges - Collège B

1 - Sièges - Collège C

Article 2

Les Commissions interdisciplinaires concernées éliront un membre pour chaque siège vacant parmi les personnes ayant fait acte de candidature à cette fin.

Pour le remplacement des membres élus des Commissions interdisciplinaires, les candidats doivent appartenir à une instance du Comité national de la recherche scientifique.

Article 3

Les candidatures doivent être établies en un fichier unique incluant le formulaire de déclaration de candidature annexé au présent avis avec signature manuscrite, accompagné d'un curriculum vitae et le cas échéant, de la liste des travaux, et productions scientifiques les plus récents. Il est recommandé de joindre également une lettre de motivation. L'ensemble du dossier ne devant pas excéder 10 pages.

Elles doivent obligatoirement parvenir en un fichier unique au Secrétariat général du Comité national, soit par courriel (sgcn.secretariat@cnrs.fr), soit par courrier postal (CNRS-SGCN, 3 rue Michel Ange - 75016 PARIS), avant le **20 OCTOBRE 2022 à 18h00.**

Le formulaire de déclaration de candidature est téléchargeable à l'adresse ci-dessous :

- pour les sections
http://www.cnrs.fr/comitenational/sieges_vacants/sections/Annexe_Section.pdf
- pour les commissions interdisciplinaires :
http://www.cnrs.fr/comitenational/sieges_vacants/cid/Annexe_CID.pdf

Article 4

La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du CNRS. Une mention de cette décision sera faite au *Bulletin officiel* du Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation.

Fait à Paris, le 08-SEPTEMBRE-2022

*Pour le président-directeur général et par délégation,
la Secrétaire générale du Comité national*

Francesca Grassia

BULLETIN OFFICIEL DU CNRS

CNRS
3, rue Michel-Ange
75794 Paris Cedex 16

Directeur de la publication
Christophe Coudroy

Pour consulter le BO et ses archives
<http://www.dgdr.cnrs.fr/bo/>

Dépôt légal à parution
Septembre 2022
ISSN 1148-4853

www.cnrs.fr